

Bulletin

Le plus ancien magazine bancaire du monde. Depuis 1895.



Question 1 —

La Suisse est-elle le
pays des montagnes ?

25 questions sur la Suisse

Avec le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse – la grande étude sur l'état de la nation



En avance sur son temps.

La nouvelle Audi A7 Sportback.

Le futur se conjugue au présent – grâce aux projecteurs intelligents Matrix LED et à Audi connect permettant un accès simplifié aux services en ligne et bien plus encore.

La nouvelle Audi A7 Sportback est également disponible en versions S et RS.

Plus d'infos auprès de votre partenaire Audi ou sur www.audi.ch/A7

Audi
Vorsprung durch Technik



Question 1 —

La Suisse est-elle le pays des montagnes?



Non: Les premiers mots de l'hymne national autrichien sont « Pays des montagnes ». De ce point de vue, le titre revient de droit à notre voisin. De plus, on ne trouve pas les sommets les plus hauts dans les Alpes, mais dans l'Himalaya et le Karakorum, au Népal (Everest) et au Pakistan (K2). Le magazine « Bergsteiger » ne fait figurer qu'un seul sommet suisse, l'Eiger, dans son top 10 des plus beaux sommets du monde. Ses lecteurs ont d'abord voté pour les Trois Cimes (Italie), le Shivling (Inde) et le Cerro Torre (Argentine).

Oui: D'après l'Union internationale des associations d'alpinisme, c'est en Suisse que l'on compte le plus de 4000 alpins: 48, contre 35 en Italie et 25 en France. Et grâce au Cervin et C^{ie}, la Suisse s'est fait un nom dans le monde. L'offre touristique en est la preuve, puisque l'Office fédéral de la statistique indique que c'est dans les Alpes que les hôtels suisses sont les plus nombreux. En 2012, 57% des établissements alpins se trouvaient dans les Grisons, à Lucerne et autour du lac des Quatre-Cantons, en Valais, en Suisse orientale et dans l'Oberland bernois. Et pour finir, le Cervin (en photo) serait la montagne la plus photographiée au monde.

CREDIT SUISSE - BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

Les idées reçues sur la Suisse que nous traitons ici et aux pages 5 et suivantes se fondent sur le Baromètre des préoccupations (p. 52 sqq.) et sont considérées par les personnes sondées comme typiques de la Suisse.

Ces questions qui nous taraudent

« **L**a Suisse actuelle a-t-elle des idées? » A cette question, posée par Max Frisch, l'un des plus grands penseurs suisses de tous les temps, on serait tenté de répliquer: « Bonne question! » Aux auteurs et aux invités de ce Bulletin, tout était permis, sauf cette réponse.

Et elle n'a pas été nécessaire: les 25 réponses que nous avons obtenues sont toutes surprenantes, inspirées, provocantes et souvent drôles. Leur dénominateur commun? Leurs auteurs voient dans la Suisse un petit pays multiple en pleine mutation. Ils admirent, critiquent et répondent ainsi à leur manière à la question de Max Frisch.

Le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse (p. 52 sqq.) reflète le moral des Suisses: le chômage demeure leur souci principal, devant les étrangers ainsi que l'AVS et la prévoyance vieillesse. L'optimisme des personnes interrogées est réjouissant. Elles estiment que l'économie suisse va s'améliorer, bien plus qu'ailleurs dans le monde. En outre, le sentiment d'appartenance à sa commune cède le pas à la fierté nationale. Les relations avec l'UE restent un sujet épineux, même si le sondage révèle une volonté de voir les accords bilatéraux progresser.

Pour la plupart des personnes interrogées, la Suisse va bien. Même son de cloche dans le guide touristique le plus populaire du monde, le Lonely Planet: « Know that life in Switzerland is good. » (« Retenez: la vie est belle en Suisse. ») Et le magazine britannique « The Economist » de renchérir en décernant la première place de son classement « Where to be born », qui indique le pays où un nouveau-né a le plus de chances de réussir, à... la Suisse, vous l'aviez deviné.

Nous n'avons plus qu'à vous souhaiter une agréable lecture du Baromètre des préoccupations et des 25 questions où la Suisse est à l'honneur.

La rédaction

Bulletin : 25 questions sur la Suisse

Question 1 — La Suisse est-elle le pays des montagnes ? 1

Question 2 — ... du fromage ? 5

Question 3 — ... des montres ? 6

Question 4 — ... de la propreté ? 6

Question 5 — ... du chocolat ? 6

Question 6 — ... de la qualité ? 6

Question 7 — ... de la démocratie ? 6

Question 8 — ... de la sécurité et de la paix ? 7

Question 9 — ... de la neutralité ? 7



Question 10 — Comment va la Suisse ? 8

Question 11 — Que faire de la démocratie directe ? 10

Question 12 — Que deviennent les bons offices ? 12



Main-d'œuvre suisse pour artistes internationaux : Matteo Gonet fabrique des boules en verre à Münchenstein pour le Français Jean-Michel Othoniel.

Question 13 — Pourquoi la Suisse ? 14

Question 14 — Qui a créé la Suisse moderne ? 16

Question 15 — Pourquoi les artistes du monde entier font-ils confiance aux artisans suisses ? 18

Question 16 — Quelle est la valeur du savoir ? 32

Question 17 — Vie privée ? 34

Question 18 — Qu'est-ce qui rend les chefs heureux ? 35

Question 19 — Quelle est la part du mental dans la lutte suisse ? 36

Question 20 — Dans quelle mesure la Suisse est-elle innovante ? 38

Question 21 — La construction automobile a-t-elle une place en Suisse ? 40

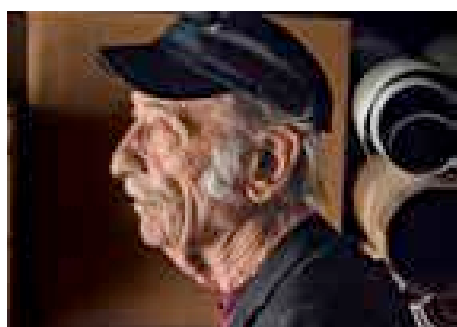
A partir
de la page 52:
la grande enquête
sur l'état d'esprit
des Suisses

Question 22 — Qui sont les Genevois?

42

Question 23 — Qui a peur du nucléaire?

43



Question 24 — Avez-vous une vision pour la Suisse, M. Snozzi?

44

Question 25 — Comment sauver les assurances sociales?

50



ÉVALUATIONS

1 – INQUIÉTUDES DES SUISSES

p. 54

2 – SITUATION ÉCONOMIQUE

p. 57

3 – CONFIANCE

p. 59

4 – REPRÉSENTATION DE LA SUISSE

p. 64

5 – DANGERS POUR L'IDENTITÉ

p. 67

INTERPRÉTATIONS

Débat

H.-U. BIGLER (PLR) CONTRE S. ROSSINI (PS)

p. 61

L'avenir de la Suisse

OPTIMISME MALGRÉ LES SOUCIS POUR LA RETRAITE

p. 69

Suisse et étranger

POUR UNE POLITIQUE OFFENSIVE

p. 70



Ont collaboré à cette édition :

1 Jonathan Steinberg

Cet historien américain enseigne l'histoire contemporaine européenne à l'Université de Pennsylvanie. Son livre « Why Switzerland? » (1976) est un ouvrage de référence sur le « cas suisse ». Dans cette édition, il revient sur l'histoire de la Suisse et aborde l'avenir du pays. *Page 14*

2 Daniele Muscionico

Germaniste et historienne d'art, elle fait partie des grands journalistes culturels du pays. Longtemps auteur d'articles sur le théâtre et la photographie pour la « NZZ », elle écrit aujourd'hui pour des publications germanophones. Pour le Bulletin, elle a visité des entreprises artisanales suisses qui produisent pour de grands artistes. *Page 18*

3 Andri Pol

Pour sa tournée des ateliers, Daniele Muscionico a été accompagnée par l'un des photographes les plus célèbres de Suisse. Andri Pol est l'auteur de nombreux ouvrages et expositions et a remporté plusieurs prix. Ce Bernois est aussi enseignant à l'école de journalisme MAZ et rédacteur photo pour « GEO Suisse ». *Page 18*



No. 01-14-303805 - www.myclimate.org
© myclimate - The Climate Protection Partnership



Impressum : éditeur: Credit Suisse AG, responsabilité du projet: Mandana Razavi, Claudia Hager, contenu, rédaction: Ammann, Brunner & Krobath AG (www.abk.ch), conception, mise en page, réalisation: Crafft Kommunikation AG (www.crafft.ch), rédaction photo: Studio Andreas Wellnitz, Berlin, traductions: Credit Suisse Language Services, pré-impression: nc ag (www.ncag.ch), impression: Stämpfli AG, tirage: 130 000, contact: bulletin@abk.ch (rédaction), abo.bulletin@credit-suisse.com (service abonnés)



Disponible sur l'App Store

L'application « News & Expertise », avec le Bulletin et d'autres publications actuelles du Credit Suisse.
www.credit-suisse.com/bulletin

L'emploi et le revenu permettent de sortir de la pauvreté et ouvrent de véritables perspectives d'avenir.

Depuis plus de 50 ans, Swisscontact met en place un cadre approprié au développement de l'esprit d'entreprise dans les régions dotées de structures faibles.

Grâce à l'aide du Credit Suisse et en encourageant une économie privée concurrentielle, sociale et respectant des principes écologiques, Swisscontact permet à des millions de personnes défavorisées de sortir de la pauvreté.

Swisscontact est présente dans 27 pays, où elle dirige plus de 100 projets dans les secteurs de la formation professionnelle, de la promotion des PME, des prestations financiers et de la gestion responsable des ressources, dans le but de stimuler la stabilité économique des pays en développement.


Une bonne action, tous ensemble.
Soutenez les personnes dotées de l'esprit d'entreprise.

Swisscontact
Fondation Suisse
pour la coopération technique

www.swisscontact.org

Question 2 –

La Suisse est-elle le pays du fromage ?

A photograph showing a person's hands holding a large, round, yellow wheel of cheese. The person is wearing a dark jacket with white floral patterns on the sleeves and a black watch. The background is a rugged, rocky mountain landscape under a clear blue sky.

Non : Les Suisses ne sont pas les plus gros mangeurs de fromage du monde. Nous n'arrivons qu'en 5^e position avec 23,55 kg de fromage consommés par personne, selon des statistiques du Ministère de l'agriculture américain. Les premiers sont les Grecs (34,25 kg), la feta n'étant pas un cliché mais une réalité culinaire au quotidien, suivis des Français (28,75 kg), qui produisent la plus grande diversité de fromages du monde.

Oui : Le meilleur fromage vient de Suisse. Lors du Championnat du monde de fromage qui s'est tenu en mars dernier à Madison, aux Etats-Unis, Gérard Sinnesberger, de Gams, est sorti vainqueur grâce à son Emmental AOC. Le jury a accordé 97,85 points à son fromage à trous et l'a classé devant le « Erzherzog Johann » autrichien (97,689 points) et un autre fromage suisse, « Le Gruyère AOP » de Michel Grossrieder à Orsonnens. >

Question 3 –

La Suisse est-elle le pays des montres ?

Oui : La part de marché mondiale des trois plus gros fabricants (Swatch Group, Richemont et Rolex) est de 47,9% (selon une estimation de Vontobel Equity Research de 2013). 95% des montres de luxe du monde entier (plus de 1 000 CHF) sont fabriquées en Suisse. Depuis la crise de 2009, seul le Swatch Group a augmenté son chiffre d'affaires de 64% et son bénéfice d'exploitation de 150%. Les observateurs attendent de voir si l'Apple Watch viendra perturber cette hégémonie helvétique. Hong Kong, qui représente 20% des exportations, est le plus intéressé par les montres suisses, suivi des Etats-Unis (10%) et de la Chine (8%).

Question 4 –

La Suisse est-elle le pays de la propreté ?



Davantage de propreté : aucun pays n'est plus ordonné.

Oui : Selon l'« Indice de performance environnementale 2014 » de l'Université Yale, la Suisse est le plus propre des 178 pays étudiés. Deux paramètres sont déterminants : la protection contre la pollution atmosphérique et la préservation des écosystèmes. Les chercheurs ont étudié différents facteurs : qualité de l'eau, épuration des eaux usées, agriculture (utilisation de pesticides), superficies boisées, protection du paysage, ressources halieutiques, émissions de CO₂, accès à l'électricité, impact de la dégra-

dation de l'environnement sur la santé et qualité de l'air. La Suisse, pays du recyclage et des poubelles pour déjections canines, obtient 87,67 points sur 100, suivie par le Luxembourg (83,29), l'Australie (82,4) et Singapour (81,78).

Question 5 –

La Suisse est-elle le pays du chocolat ?

Oui : Le plus gros producteur de chocolat du monde, Barry Callebaut, a son siège à Zurich. Il approvisionne ses clients commerciaux et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,884 milliards de francs sur l'exercice 2012-2013. Deux sociétés suisses figurent parmi les dix plus grandes du monde qui produisent du chocolat pour le consommateur final : Nestlé SA, qui produit de grandes marques telles que Smarties ou Cailler, et Lindt & Sprüngli. Les Suisses sont aussi les plus gros mangeurs de chocolat : selon une étude de KPMG, ils en consomment près de 12 kg par personne et par an (2012), soit environ deux kilos de plus que les Irlandais et les Britanniques, respectivement deuxièmes et troisièmes.



Record du monde : un Suisse mange en moyenne 12 kg de chocolat par an.

Question 6 –

La Suisse est-elle le pays de la qualité ?

Oui : La mention « Swiss Made » sur un produit industriel est une valeur ajoutée, et selon le service Economic Research du Credit Suisse, des études montrent que les consommateurs sont prêts à payer un supplément pour en bénéficier – près de 50% de plus (voire davantage en Asie) lorsqu'il est estampillé « Made in Switzerland », notamment les montres et d'autres produits de luxe. Même pour le chocolat, le consommateur paie environ un tiers de plus que pour un produit d'une autre origine. La marque Suisse génère ainsi un supplément de recettes d'au moins 1% du PIB (600 milliards de dollars au total).

Question 7 –

La Suisse est-elle le pays de la démocratie ?

Non : Andreas Gross, politologue et conseiller national PS, étudie depuis des décennies l'essence même de la démocratie. Il apporte une réponse nuancée : selon lui, pour être plus démo-



La Suisse a une armée qui lui coûte relativement cher.

cratique, la Confédération devrait « moins exclure les étrangers de la démocratie, surtout ceux qui sont nés en Suisse. Le pays devrait aussi introduire des droits de participation démocratiques dans les entreprises. Il devrait apprendre à mieux partager entre tous les richesses produites par tous et œuvrer pour plus d'égalité des chances chez les enfants. La Suisse devrait élargir les compétences du Tribunal fédéral afin que les droits fondamentaux et les droits des minorités soient mieux protégés. »

Oui et non : Andreas Gross ajoute néanmoins que « tout dépend de ce que l'on

entend par démocratie, ou des éléments de la démocratie que l'on met en évidence. La Suisse est idéale pour tous ceux qui soulignent le pouvoir de décision participatif des citoyens dans la Constitution et la législation. Ceux qui réclament la démocratie non seulement le dimanche, jour des votations, mais également les jours ouvrables, au travail, considèrent que la Suisse est tout au plus dans la moyenne. » La Suisse occupe la 7^e position du Democracy Index de « The Economist ». Les premiers sont les pays scandinaves, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Question 8 –

La Suisse est-elle le pays de la sécurité et de la paix ?

Oui et non : Dans le Global Peace Index 2014 du think tank « Institute for Economics & Peace », la Suisse est classée 5^e sur 170. Pour évaluer les pays les plus pacifiques, les scientifiques étudient des facteurs tels que la sécurité au sein de la société, le nombre d'actes de violence, la stabilité politique ainsi que les dépenses consacrées à la défense. Par comparaison aux pays en tête du classement (l'Islande, le Danemark, l'Autriche et la Nouvelle-Zélande), la Suisse est dotée d'une armée onéreuse (près de cinq milliards de francs par an). Les derniers pays du classement sont, sans surprise, le Soudan du Sud (160^e), l'Afghanistan (161^e) et la Syrie (162^e).

Question 9 –

La Suisse est-elle le pays de la neutralité ?

Oui : A l'échelle mondiale, la Suisse est le plus ancien pays à avoir une neutralité stable. Elle est quasiment la seule au monde à n'avoir participé à aucune guerre depuis longtemps (dernière guerre de conquête : Marignan en 1515, derniers actes de guerre civile : guerre du Sonderbund en 1847). S'il y avait des niveaux d'excellence, la neutralité suisse serait classée parmi les meilleures ; or il y a controverse avec les pays membres de l'UE « concurrents » (Autriche, Finlande ou Suède), puisqu'on peut contester leur totale neutralité étant donné qu'ils représentent une politique commune en matière de relations étrangères et de sécurité. □

Question 10 –

Comment va la Suisse ?

La Suisse offre un niveau de bien-être élevé et relativement homogène comparé à la plupart des autres pays. Elle doit ce privilège notamment à son système politique fondé sur la coopération et l'équilibre. Celui-ci risque toutefois d'être mis à rude épreuve à l'avenir.

Par Oliver Adler



La Suisse se porte en principe bien.

1 La Suisse se porte bien

Même si deux de ses trois principaux voisins, la France et l'Italie, restent enlisés dans la crise économique, la Suisse conserve une économie florissante. Pourtant, la crise financière mondiale a bel et bien frappé le pays en 2008, mais depuis 2010, le PIB après inflation croît chaque année d'environ 2%.

Cette impression de miracle suisse est renforcée par l'effet du « super cycle ».

On note, au moins depuis la crise financière, une envolée exceptionnelle de la croissance résultant de la synergie de plusieurs facteurs : des intérêts bas (tombés à zéro suite aux mesures prises par la Banque nationale suisse contre l'appréciation du franc), une forte immigration de personnes à hauts revenus et une demande croissante sur le marché de l'immobilier.

Si les conséquences de ce super cycle nous préoccupent (voir le point 3),

plusieurs variables indiquent que la Suisse se porte bien malgré tout :

- Avec un revenu par habitant avoisinant 75 000 francs (en 2013), la Confédération se porte comme un charme. Actuellement, seuls le Luxembourg (une exception, car axé sur le secteur financier) et quelques petits États exportateurs de pétrole, dont la Norvège, devancent la Suisse dans ce classement.
- Même ajusté au coût élevé de la vie, le pays caracole en tête des revenus par

habitant. Outre les pays susmentionnés, seuls les Etats-Unis et Hong Kong font mieux.

- Mais la Suisse offre une répartition plus équitable des revenus que ces deux pays, conférant ainsi un meilleur bien-être social. Selon l'OCDE, la Suisse occupe, avec la Corée du Sud, le haut du classement de la distribution des revenus primaires (avant les mesures gouvernementales de redistribution) calculée d'après le coefficient de Gini.

Bien d'autres indicateurs plus précis reflètent aussi la prospérité du pays :

- Avec leur santé de fer, les Suisses ont une espérance de vie élevée, de 84,9 ans pour les femmes et de 80,6 ans pour les hommes (contre respectivement 82,8 ans et 77,5 ans pour la moyenne de l'OCDE en 2012).
- La criminalité reste dérisoire : en 2012, on a recensé 0,6 meurtre pour 100 000 habitants en Suisse, la moyenne de l'OCDE étant de 2,1, un chiffre faussé par les statistiques du Mexique avec 22,8 meurtres.
- L'air y contient moins de particules fines par mètre cube, et la pollution de l'eau est inférieure à celle de presque tous les pays européens.
- Grâce au pouvoir d'achat, chaque Suisse a pu effectuer 1,8 voyage de plus d'une journée à l'étranger en 2012, et chaque habitant a parcouru quelque 5 200 km en avion en 2010.

Si le pays est, lui aussi, touché par la pauvreté, il n'en excelle pas moins en matière de possession matérielle, au sens strict comme au sens large.

2 Les raisons du succès

Le bien-être suisse tient à plusieurs facteurs profondément ancrés dans l'histoire nationale. D'une importance indéniable, on ne peut ni les classer ni déterminer leur influence.

En voici quelques-uns :

- plus de 150 ans de stabilité politique exceptionnelle ;
- un ordre juridique libéral synonyme de sécurité et de marge de manœuvre pour l'épanouissement entrepreneurial ;
- une (petite) société (agricole) recherchant depuis des siècles l'équilibre entre les différents intérêts et parvenant ainsi à limiter la source de conflit entre le capital et le travail ;
- un savant mélange de culture scientifique et artisanale, qui se reflète également dans son système de formation duale favorisant le progrès technique et contribuant à la diversité et au renforcement de la structure économique ;
- une ouverture des frontières pendant de longues périodes, qui a facilité l'immigration d'entreprises étrangères puis de main-d'œuvre étrangère ;
- une tradition du maintien de la stabilité monétaire, encouragée par les intérêts de la place bancaire ;
- des instances publiques efficaces ainsi qu'un sens aigu des responsabilités politiques et financières ;
- une infrastructure de haute qualité ;
- enfin, la nécessité de prioriser le commerce international en raison du manque de ressources et de la situation géographique.

La Suisse compte aujourd'hui aussi bien de grands groupes internationaux et prospères qu'une multitude de PME bénéficiant d'un vaste champ d'action au niveau mondial.

La prospérité n'a toutefois pas connu de progression linéaire et n'a cessé de fluctuer au fil des cycles, venant même à stagner, voire à reculer, dans l'économie ou dans certains secteurs, en fonction des ajustements structurels nécessaires. La plupart de ces ruptures ont cependant été rapidement consolidées, ce qui a permis de relancer l'économie, que ce soit après la crise des années 1970 qui a mis fin à une production gourmande en main-d'œuvre et en énergie, la chute et la résurrection de l'industrie horlogère dans les années 1980 ou la métamorphose de l'industrie chimique suisse en

un leader mondial du secteur pharmaceutique dans les années 1990.

L'économie suisse doit son succès aux leçons tirées des crises immobilière et bancaire survenues au début des années 1990. Car la place financière est actuellement en pleine tourmente, du fait de la crise (et de la nécessité qu'elle a entraînée de recapitaliser et de réguler le système bancaire) et de la pression internationale en faveur d'une meilleure conformité fiscale. Là encore, la survie de l'économie suisse exigera une conversion rapide et déterminée.

3 Les mesures à prendre pour pérenniser cette tendance

Impossible pour l'instant de prévoir les défis que devra relever la Suisse à long terme, la situation pouvant changer radicalement.

Pourtant, certains se dessinent à l'horizon :

- Les bouleversements du super cycle conjoncturel pourraient se révéler problématiques ces prochaines années. Il reste à espérer que le phénomène ne s'emballe pas, que l'offre immobilière soit suffisante pour endiguer la hausse des prix et que la demande ralentisse peu à peu grâce aux restrictions d'accès au crédit appliquées par les banques.
- Un effondrement brutal de la demande (dû par exemple à un recul de l'immigration) serait de mauvais augure, car il entraînerait une montée en flèche de l'offre des surfaces habitables et des immeubles commerciaux. Les premiers touchés seraient les grands promoteurs, éventuellement les sociétés de construction puis, en conséquence, le portefeuille de crédits des banques. Les expériences au niveau national et international prouvent que, dans un tel cas, il

Question 11 –

Que faire de la démocratie directe ?

Les initiatives votées contredisent de plus en plus l'engagement de la Suisse à respecter le droit international. Une modification de la Constitution s'impose.

Par Bernhard Ehrenzeller

Les droits populaires font partie intégrante de la Suisse et suscitent une certaine fierté à juste titre. Le concept helvétique de l'Etat repose sur la possibilité pour les citoyens de participer à la vie politique non seulement par le vote, mais aussi par la soumission de questions spécifiques. L'initiative populaire permet notamment de lancer un débat politique sur n'importe quel sujet ou presque. Une fois adopté, le texte devient alors un droit constitutionnel, une corrélation qui, conjuguée à la liberté de contenu, confère une certaine imprévisibilité et radicalité. Or dernièrement, on a vu se multiplier des initiatives problématiques du point de vue juridique, car contestant le respect par la Suisse du droit international (construction de minarets, travail des pédophiles, renvoi ou immigration de masse).

La Constitution fédérale n'interdit en aucun cas les initiatives partiales, contradictoires ou portant sur des sujets politiques délicats. Au contraire, elle peut être remaniée à tout moment, en tout ou partie (art. 192), en raison des faibles limitations. Car une initiative ne peut être invalidée par l'Assemblée fédérale que si elle nuit à l'unité de la forme et de la matière ou si elle viole les règles impératives du droit international (art. 139, al. 3), une définition qui n'englobe qu'un petit noyau de traités internationaux et de coutumes. Seules quatre propositions d'initiatives ont été rejetées jusqu'à présent.

convient de trouver d'urgence une solution sans se perdre en considérations politiques personnelles.

- La nouvelle réglementation des relations politiques et économiques avec l'UE, premier partenaire de la Suisse, jouera un rôle primordial dans les années à venir, même si l'adoption de l'initiative contre l'immigration de masse complique la situation. Une transition en douceur serait là encore souhaitable, ce qui nécessiterait la mise en œuvre d'une initiative respectant la volonté populaire, mais aussi acceptée de l'UE et donc non perçue comme une violation du principe de libre circulation des personnes. Alors seulement, les traités bilatéraux ne seraient pas affectés. Mais même en réunissant ces conditions, il ne sera pas aisé de consolider les relations avec l'UE, via par exemple un accord sur les services général ou adapté au secteur financier. En revanche, en cas de scénario catastrophe, l'immigration serait soumise à des quotas drastiques et les traités bilatéraux seraient abrogés, ce qui pourrait entraîner une stagnation de l'économie suisse.
- A l'instar de nombreux autres pays industrialisés, la Suisse est confrontée, à long terme, au vaste problème du vieillissement de la population. Au-delà de l'aspect médical (dont l'augmentation des maladies séniles comme la démence), le principal problème est d'ordre pécuniaire : il faut adapter les promesses financières à la réalité démographique, aussi bien en matière de prévoyance vieillesse publique et privée que de dotation en soins. Il s'agit enfin de remplacer les départs à la retraite des baby-boomers et de créer du capital. Car tant que les marchés du travail et du capital resteront fluides, ce problème devrait pouvoir être réglé.

Pour relever ces principaux défis, la Suisse doit savoir doser le rôle de l'économie de marché et les interventions de l'Etat, ce qu'elle ne pourra faire sans

compromis politique. Or les compromis semblent relever de la gageure ces derniers temps. Reste donc à voir si cette situation se débloquera à l'issue des élections parlementaires de l'année prochaine, et à espérer que la stabilité politique mondiale et européenne se maintienne. Car la prospérité nationale dépend aussi de la conjoncture des pays voisins : en dépit de tous les atouts acquis au fil du temps, la Suisse pourrait connaître un avenir bien morose, selon la situation. □

Oliver Adler est responsable Economic Research au Credit Suisse.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

92% des personnes interrogées considèrent leur situation économique actuelle comme plutôt bonne, bonne ou excellente.

Les législateurs pris au piège

La Suisse a toujours été univoque quant à son désir de se plier aux règles internationales. Pourtant, l'adoption d'une initiative contraire à ce droit pose un dilemme aux législateurs: exécuter un mandat constitutionnel en violation du droit international, ou anticonstitutionnel mais respectant le droit international? Une situation intenable, en somme, du point de vue tant démocratique que juridique.

Les propositions de solutions ne manquent pas. L'UDC suggère notamment d'inscrire dans la Constitution la préséance du droit national sur le droit international, à l'exception des règles impératives. Idée radicalement opposée: le Conseil fédéral souhaiterait élargir les motifs d'invalidation en déclarant l'absence des droits fondamentaux comme une restriction. L'exécutif aurait aussi la possibilité (mais pas l'obligation) d'effectuer un contrôle préventif des initiatives. Deux idées mal accueillies par l'opinion publique, et dont aucune ne se concrétisera. Il en sera d'ailleurs de même pour toutes les propositions perçues comme une «restriction» du droit populaire.

Pourra-t-on sortir de cette impasse entre démocratie directe et droit international? La Constitution ne reconnaît pas la priorité absolue du droit international

sur le droit national, ce qui se révèle bien utile pour trancher en cas d'opposition entre des valeurs ou des intérêts fondamentaux nationaux et internationaux. Pragmatiques, les Suisses se satisfont amplement de la prévalence du droit international. A l'inverse, énoncer la préséance du droit national dans la Constitution porterait atteinte aux valeurs fondamentales de celle-ci; en effet, cela ne permettrait pas de résoudre de possibles cas de violation du droit international. Quoi qu'il en soit, toute tentative d'annulation d'accords contradictoires devrait être soumise à un vote indépendant, comme le montre l'initiative contre l'immigration de masse.

Le Parlement n'a pourtant pas les mains complètement liées: même sans révision de la Constitution, plusieurs possibilités s'offrent à l'Assemblée fédérale pour mieux définir la validité des initiatives. Elle pourrait par exemple faire davantage valoir l'argument de l'unité de matière face à l'initiative Ecopop, ainsi que le critère des règles impératives du droit international dans le cadre de l'initiative de mise en œuvre.

Ne pas rester passif

Malheureusement, même avec un encadrement strict de la validité par l'Assem-

blée, subsiste le problème fondamental des initiatives contraires au droit international, ou plutôt menant à une infraction. Jusqu'à présent, on pouvait trouver une solution pragmatique si ce droit se retrouvait en péril. Mais cela se compliquera si les initiatives constitutionnelles remettent en question le principe même de conformité sans que l'on puisse remanier les traités. La Suisse risquerait alors de ternir sa réputation et s'exposerait à des conséquences néfastes.

Tôt ou tard, il faudra pourtant bien modifier la Constitution, sans tenter d'élargir les motifs d'invalidation des initiatives, car cela tuerait dans l'œuf le débat démocratique. Mais une réévaluation et une refonte des grandes lignes de l'initiative populaire mériteraient d'être prises en considération. Cette nouvelle forme autoriserait ainsi la votation populaire tout en conférant une marge de manœuvre à l'Assemblée fédérale pour son application, puisqu'elle ne constituerait pas un texte constitutionnel. Certes, il n'existe pas de solution miracle. Néanmoins, en tant que partisans de la démocratie directe, nous ne pouvons pas nous permettre de rester inactifs au risque que la situation ne dégénère. □



Au cœur du concept de l'Etat: le vote pour l'initiative, ici contre l'immigration de masse, le 9 février 2014, à Ascona.

Bernhard Ehrenzeller enseigne le droit public à l'Université de Saint-Gall.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

Quel est le secret du succès de la Suisse?
35% des sondés considèrent le droit d'intervention comme un des atouts majeurs du pays.

Question 12 –

Que deviennent les bons offices ?

Sur tous les continents, la Suisse neutre sert de médiateur entre différentes parties en conflit.

En 2015, la neutralité suisse fêtera son 500^e anniversaire (bataille de Marignan, 1515) ou son 200^e anniversaire (second traité de Paris, 1815), selon le point de vue. Les « bons offices » sont la fonction actuelle la plus visible de la neutralité : la Suisse peut servir de lieu de négociation dans un conflit, ou aller jusqu'à nouer des contacts avec les parties en conflit et ▼ **faire office de médiateur**. La Suisse a récemment endossé ce rôle en Ukraine.

La représentation des intérêts étrangers est la partie la plus ancienne et la plus connue des bons offices : la Suisse s'est posée pour la première fois en ● **puissance protectrice** lors de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Un pays assume cette fonction lorsque deux Etats rompent leurs relations diplomatiques. Celui-ci reprend alors une partie des tâches de la représentation ordinaire. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a représenté grâce à sa neutralité jusqu'à 35 pays avec 219 mandats. En 1973, pendant la Guerre froide, le nombre de mandats était de 24. Aujourd'hui, la Suisse exerce encore six mandats de puissance protectrice.

Depuis 2000, la Suisse est impliquée dans des dizaines de processus de paix et des médiations, comme dans le dossier du nucléaire en Iran, les négociations de paix au Burundi et les conflits en Thaïlande et en Indonésie. Nombre de ces médiations resteront à jamais inconnues, car les parties en conflit insistent pour que la confidentialité soit préservée.

Ukraine (2014)

La Suisse, qui préside actuellement l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), sert d'intermédiaire au gouvernement ukrainien et aux rebelles pro-russes, ainsi qu'à l'Ukraine et à la Russie.

Représentation de Cuba aux Etats-Unis (depuis 1991)

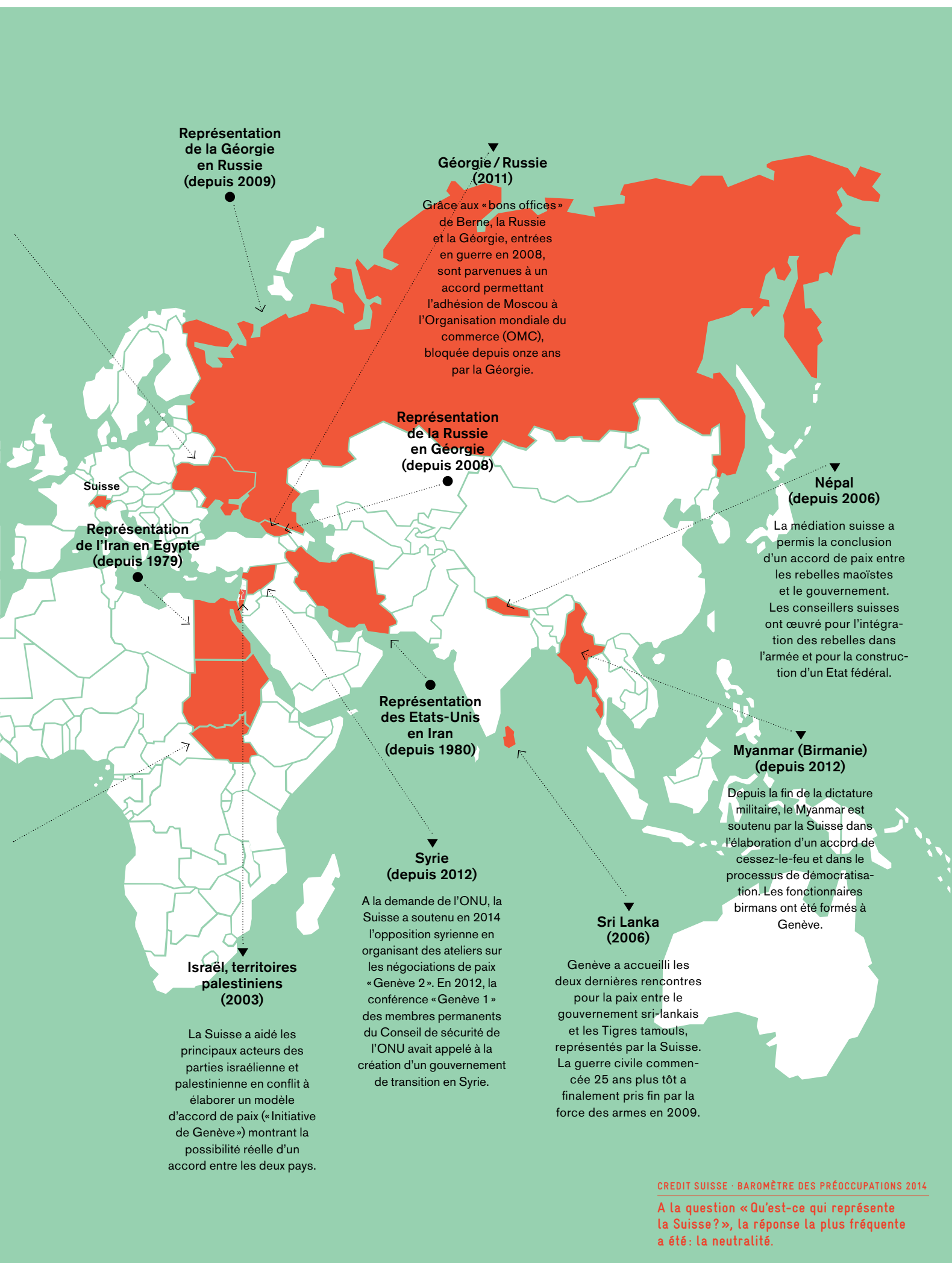
Représentation des Etats-Unis à Cuba (depuis 1961)

Colombie (depuis 2000)

La Suisse est engagée dans le conflit entre le gouvernement et les rebelles. Son engagement a conduit à la libération d'otages. Les enjeux actuels concernent des accords de cessez-le-feu et la réinsertion de combattants dans la vie civile.

Soudan (2002)

Des experts suisses ont aidé à obtenir un armistice dans les monts Nouba en 2002. Ils ont ensuite joué un rôle important dans la conclusion d'un accord de paix total entre le Nord et le Sud du pays. Le Soudan du Sud est indépendant depuis 2011.



Question 13 –

Pourquoi la Suisse ?

En 1976, l'Américain *Jonathan Steinberg* révélait le fonctionnement de la Suisse dans « *Why Switzerland?* », un classique des temps modernes. L'historien revient aujourd'hui sur son analyse et conclut que des nuages voilent désormais l'horizon.



Né de l'alliance d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald en 1291, le pays fait figure d'exception.

A la fin du Moyen-Age, l'Europe centrale voit émerger une structure politique décentralisée aujourd'hui appelée « la Suisse ». Trois facteurs spécifiques ont permis à cet Etat de subsister et de devenir un cas à part.

1. Continuité politique

A l'origine de la Confédération helvétique se trouve un document unique, le Pacte de 1291, assorti d'une déclaration singulière : « De même, après commune délibération et d'un accord unanime, nous avons juré, statué et décidé que nous n'accepterions et ne reconnaitrions en aucun cas dans lesdites vallées un juge qui aurait payé sa charge de quelque manière, soit en argent soit à quelque autre prix, ou qui ne serait pas de chez nous et membre de nos communautés. »

Si les traités entre régions étaient monnaie courante dans l'Europe du début du XIII^e siècle, cette alliance présentait un caractère unique, comme le soulignent Jean-Daniel Morerod et Justin Favrod

dans le récent ouvrage « *Geschichte der Schweiz* » : il s'agissait d'une entente politique et juridique entre des vallées revendiquant et conservant leur souveraineté. Un tel pacte entre des communautés n'existait nulle part ailleurs.

Subsistant aujourd'hui encore, les cantons signataires (Uri, Schwytz et Unterwald, maintenant divisé entre Obwald et Nidwald) rejettent toujours les juges extérieurs, même si cette définition inclut désormais souvent l'UE. Aucune autre nation, pas même la Chine, le Japon, le Vatican, les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, ne peut se prévaloir d'institutions fondatrices vieilles de plus de 700 ans.

2. Survivance de la Suisse prémoderne

Les Etats modernes sont nés en Europe à l'issue des guerres de religion, dont la fin a été marquée par les traités de Westphalie (1648) et la guerre franco-espagnole (1659). Alors que la guerre de Trente Ans

opposait encore des mercenaires et des chefs vendant leurs services à des souverains étrangers, les Pays-Bas, la Suède, la France et la Prusse ont reconnu le besoin de posséder une armée propre, évoluant ainsi, au prix de lourdes dépenses, vers des Etats modernes, caractérisés par la levée d'impôts, une noblesse déchue et un roi aux pleins pouvoirs.

En Suisse, les guerres de religion entre les catholiques de Suisse centrale, du Valais et de Saint-Gall et les protestants de Zurich, de Berne et de Genève, notamment, n'ont cessé qu'en 1712, avec la quatrième paix, sans qu'aucun vainqueur soit proclamé. Le régime seigneurial moyenâgeux et ses alliances aléatoires ont ainsi perduré au-delà de la Révolution française, et les structures archaïques décentralisées ont survécu au congrès de Vienne en 1815, qui a réorganisé l'Europe à la fin de l'ère napoléonienne.

Les régions inféodées tentant de s'imposer, les catholiques ont cherché à se défendre. La guerre civile du Sonderbund a alors éclaté, durant du 3 au 29 novembre 1847. Elle marquera le dernier conflit disputé sur le sol suisse. Victorieux, les protestants ont toutefois eu l'intelligence de faire voter au peuple la Constitution fédérale de 1848 et de préserver les droits d'autodétermination étendus des cantons.

C'est ainsi que la Suisse s'est muée en un Etat moderne, tout en conservant ses structures moyenâgeuses comme ses communes bourgeoises, ses républiques paysannes et ses oligarchies patriciennes citadines. Le peuple, traditionnellement dédaigné par les libéraux, finit par s'insurger et remporta une importante victoire en 1869 avec la promulgation de la Constitution du canton de Zurich. Enonçant que « le peuple exerce le pouvoir législatif avec le soutien du Grand Conseil », celle-ci est bientôt copiée par la majorité des cantons. Le droit d'initiative apparaît en 1891.

La Suisse moderne a la particularité de mêler structures constitutionnelles archaïques et éléments démocratiques et progressistes, se distinguant par un jeu d'équilibre complexe entre les pouvoirs. Ainsi, elle ne doit pas son avènement à la volonté de son peuple d'obtenir la démo-

cratie directe, mais au pouvoir insuffisant des autorités pour réprimer ce dernier.

3. Economie décentralisée

Mais la Suisse doit aussi sa pérennité aux nombreuses singularités de son histoire économique: la faible croissance de ses villes, son haut degré de spécialisation, la production de biens de qualité, le lent développement de son réseau ferroviaire, l'existence d'énergie hydraulique et de filatures, l'absence de charbon, le taux d'épargne élevé, la concentration d'activités économiques dans certaines régions dont la main-d'œuvre est constituée de familles d'agriculteurs, l'accumulation de capitaux dans les villes et les banques à des fins d'investissement, et l'absence de restriction des brevets jusqu'en 1907.

Toutes ces particularités ont formé une économie qui s'est parfaitement intégrée au tissu constitué par la jurisprudence, l'administration, les communes, les villes et les cantons, tout en maintenant une économie agricole spécialisée, axée sur les produits laitiers et l'exportation de fromage et de chocolat. En 1950, 21,5% de la population active travaillait encore dans l'agriculture (contre 6,5% en Grande-Bretagne, 12,3% en Belgique et 17,8% aux Pays-Bas). Le tourisme a également joué un rôle essentiel: en 1913, le pays a enregistré 21,9 millions de nuitées, un chiffre qui ne sera égalé que dans les années 1950 et qui représente de 5% à 6% du PIB, soit environ un tiers des exportations. Le tourisme et l'industrie laitière subvenaient aux besoins d'une grande partie des habitants des cantons ruraux. Les Alpes constituent, quant à elles, une «exportation invisible» majeure depuis 150 ans.

Ce n'est qu'avec la crise mondiale de 1970 que cette économie a vu ses bases s'effondrer. Des dizaines d'horlogers indépendants ont fait faillite, obligeant les banques à intervenir et à former des conglomérats, dont est né Swatch Group. Richemont et LVMH ont racheté les autres marques ultérieurement. Le tourisme aussi a accusé des pertes, la valeur du franc ayant rendu la Suisse inabordable. Quant à l'industrie chimique, elle est victime de la délocalisation et il en

résulte une transformation définitive de Bâle. Même en Suisse, le lien entre économie décentralisée et structure politique s'est rompu.

Fin de la politique du consensus

Les Suisses, habitués à de petites structures, vivent dans une société de géants, que ce soient les groupes pharmaceutiques, les banques, les multinationales ou les grandes villes. Et le contraste entre les réalités politiques et le quotidien provoque des tensions, tandis que les partis traditionnels (PLR et PDC) s'écartent des électeurs et de leurs objectifs.

La politique de consensus stable de la seconde moitié du XX^e siècle a fait place à une polarisation sans commune mesure depuis la grève générale ou les guerres de religion. Avec tous les atouts en main, la droite populiste exploite le malaise ambiant et préfère la démocratie directe au travail parlementaire, une tactique redoutable sur certains sujets. Elle ne fait par ailleurs pas mystère de ses adversaires que sont les élites et la surpopulation étrangère, le taux d'étrangers en Suisse ayant atteint un niveau historique de 27%.

Les Etats-Unis n'ont plus la cote depuis qu'ils font pression sur les banques helvétiques, et l'UE, en particulier sa Commission chargée d'édicter des prescriptions (sur des sujets allant de l'élimination des déchets à la pollution atmosphérique) pour ses Etats membres, est perçue comme un «juge externe», alors qu'avec seulement deux lois et douze dispositions sur l'élimination des déchets, la Suisse abrite des villes plus saines que n'importe quel pays européen. Elle n'entend donc pas se laisser dicter sa conduite par la lointaine bureaucratie bruxelloise.

Le pouvoir a perdu de son autorité et a plongé le pays dans la honte lors de la banqueroute de la compagnie aérienne nationale en 2001. L'armée ne représente plus rien aux yeux de la société, et malgré leurs compétences, les membres du Conseil fédéral ne disposent d'aucune stratégie pour endiguer la vague d'initiatives et de propagande populistes. Aucun représentant du gouvernement ne peut se targuer d'un charisme de leader, les conseillers fédéraux sont donc contraints

de débattre à huis clos et de proclamer ensemble leurs décisions. Autant d'aubaines pour les démagogues.

L'identité suisse inébranlable

Je reste toutefois optimiste. La culture et le comportement des Suisses ne sont le produit d'aucun système: ceux-ci ont su conserver leur identité sous l'Ancien Régime, sous la domination des libéraux au XIX^e siècle, dans la période troublée de l'entre-deux-guerres. Et il en sera de même lorsque la politique de consensus s'effritera sous la pression de nouvelles initiatives. Le respect de la souveraineté populaire, la liberté d'opinion, la patience face à la lenteur du processus législatif et la capacité à faire des compromis... Toutes ces qualités perdureront. De même que l'enracinement national, l'attachement aux origines, les dialectes, le multilinguisme et le respect des différences régionales.

Le Conseil fédéral devra peut-être apprendre à contrer les initiatives jugées dangereuses. Des mouvements de contestation forts et bien subventionnés devront s'opposer aux populistes. Le centre bourgeois et la gauche devront répondre par des mouvements de masse aux référendums de la droite.

Tout cela est possible, et les Suisses trouveront un moyen d'y parvenir, eux qui ont déjà fait preuve d'imagination par le passé. La route sera longue, le pays aura besoin de temps, mais il y arrivera. □

Jonathan Steinberg, 80 ans, professeur d'histoire contemporaine européenne à l'Université de Pennsylvanie, a publié en 1976 l'ouvrage de référence «Why Switzerland?».

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

La fierté nationale a atteint un record: 90% des habitants sont fiers ou très fiers de la Suisse, contre 73% en 2004.

Question 14 –

Qui a créé la Suisse moderne ?

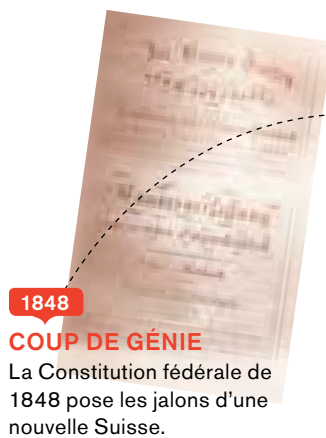
Après 1848, la jeune Confédération suisse entame deux décennies décisives sous l'impulsion d'un petit groupe d'entrepreneurs libéraux qui façonnent sa politique et son économie. Le processus décisionnel est simple et les résultats, frappants. *Par Joseph Jung*



Alfred Escher (1819-1882), éminent homme politique et économiste zurichois, compte parmi les pionniers de la Suisse moderne.

Au milieu du XIX^e siècle, la Suisse accuse un retard dans son développement et est un Etat instable, à prédominance agricole, dont la population est vouée à l'exil. De sérieuses lacunes empêchent l'économie, la politique et la société de se développer : des centaines de péages, de droits de passage et de douanes sont autant d'obstacles à l'émergence d'une économie nationale. Les instances au pouvoir ne sont pas en mesure d'affronter les défis qui s'imposent à un Etat moderne.

La Constitution fédérale de 1848 est un coup de génie ; elle pose les jalons de la nouvelle Suisse. Dépourvu d'institutions et de processus, le pays est cependant loin d'être prêt. L'économie helvétique et la politique sociale décollent dans la seconde partie du XIX^e siècle grâce aux atouts et aux qualités de la démocratie représentative, de la haute bourgeoisie et du grand capital. Ce développement s'étale



1848

COUP DE GÉNIE

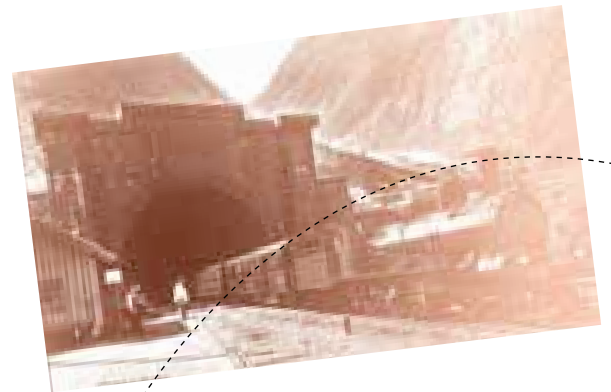
La Constitution fédérale de 1848 pose les jalons d'une nouvelle Suisse.

sur une courte période d'économie libérale, de 1848 à la fin des années 1860.

L'immigration, un facteur clé

A cette époque, un groupe de pionniers réunis autour de l'homme politique et leader économique Alfred Escher dote la Suisse d'excellentes infrastructures, transformant ce pays en un Etat tourné vers l'avenir et le progrès. Dans le contexte de la révolution manquée de 1848, des réfugiés affluent de partout et, avec eux, une pensée idéologique rafraîchissante et fertile : l'esprit d'innovation et d'entreprise. L'immigration se révèle être un facteur de réussite.

Pour les pionniers, les missions que l'Etat peut remplir mieux que l'économie privée ressortissent naturellement au service public ; en revanche, le secteur privé ne doit pas hésiter à agir dans les domaines où il est plus efficace. Dans cette optique, la décision du siècle est prise en 1852 : confier au secteur privé le soin de construire le réseau ferroviaire et de l'exploiter. Il s'agit aussi de définir la relation entre Confédération et cantons. Tandis que les



1852

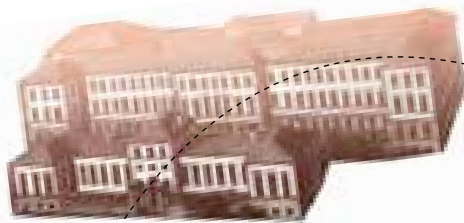
POUR LE MEILLEUR

Une étape décisive : confier la construction des chemins de fer au secteur privé.

radicaux aspirent à un Etat centralisé, les pionniers libéraux misent sur le fédéralisme, précisément en matière fiscale. Font exception certaines tâches relevant de l'échelon national, dont la monnaie et l'administration des douanes, instruments essentiels pour la création d'un espace économique. Le jeune Etat fédéral doit ses incroyables performances à cette habile répartition des compétences.

Economie à vapeur

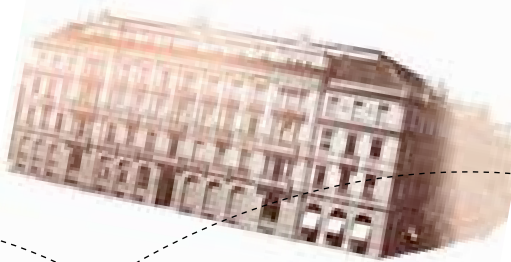
Le projet ferroviaire assumé par le secteur privé est le véritable moteur de ce développement, dans un contexte de stratégie de croissance forcée des sociétés de chemin de fer, qui se disputent les parts de marché et le choix des itinéraires. Les progrès des transports à vapeur provoquent une série d'avancées supplémentaires. L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (fondée en 1854-1855) permet de pallier un déficit flagrant en formant une main-d'œuvre technique et scientifique indispensable aux nouvelles entreprises et aux projets de la Suisse moderne, quelle que soit leur envergure. La Schweizerische Kreditanstalt (fondée en 1856, devenue le Credit Suisse) n'est autre que la locomotive à vapeur du



1854-1855

DE PRÉCIEUX RENFORTS

La fondation de l'EPFZ permet de pallier le manque de spécialistes au sein des entreprises.



1856

DAVANTAGE DE MOYENS

L'économie prend son envol grâce aux crédits de la Schweizerische Kreditanstalt.



1857

ANNÉES DÉTONANTES

La naissance de la Rentenanstalt marque une rupture dans le domaine des assurances en Suisse.

crédit pour l'économie nationale. Elle joue un rôle crucial dans la création de sociétés d'assurances telles que la Schweizerische Rentenanstalt (fondée en 1857, devenue Swiss Life) et la Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft (fondée en 1863, devenue Swiss Re).

Les années explosives de la période d'économie libérale esquissent les contours d'un pôle de recherche, de production et de finance en Suisse, pays qui devient par ailleurs touristique grâce à son infrastructure ferroviaire. En effet, sans elle, l'hôtellerie n'aurait pas connu sa vive expansion des années 1860.

L'union fait la force

Une dynamique historique résulte de la synergie entre politique et économie. Près de la moitié des parlementaires fédéraux occupent en parallèle des postes clés au sein de sociétés privées (chemins de fer, instituts financiers et industrie textile). Cette situation ne manque pas de déclencher la critique, qui voit la Suisse sous l'emprise de ces barons. Ce sont les entrepreneurs aisés proches d'Escher au Parlement qui sont visés et qui, selon l'avis d'une opposition conservatrice, «mettent la main sur toutes les initiatives possibles dans le domaine des affaires publiques».

Durant les années 1850 et 1860, la Suisse conclut de nombreux accords bilatéraux d'une importance inestimable pour la prospérité de l'économie nationale. Il n'est pas étonnant que, durant cette

époque fondatrice, les pionniers de l'économie libérale aient concrétisé des accords commerciaux et utilisé les processus politiques pour les faire appliquer de manière ciblée, alors même que la marge de manœuvre du Conseil fédéral pour façonner une politique extérieure puissante était plus que réduite.

Différents accords signés en 1864 sont exemplaires. Dans un premier, signé avec Sa Majesté le Taikun du Japon, les deux pays décident de s'accorder un traitement préférentiel et permettent aux négociants suisses d'exercer leur commerce dans certaines villes portuaires japonaises. Un second, signé avec la France, stipule outre la clause de la nation la plus favorisée, décisive pour l'exportation de montres, de rubans en soie et de produits en coton, que les Français sont autorisés à s'établir en Suisse indépendamment de leur religion. Les juifs suisses, qui n'en ont pas le droit, sont de ce fait désavantagés par rapport aux juifs français. Ce clivage finit par conduire à une révision partielle de la Constitution fédérale en 1866.

Au début, tout se passe bien. Essor, cours boursiers en hausse, création de nouvelles entreprises et postes de travail... jusqu'à ce que les libéraux soient chassés du gouvernement zurichois en 1869 et que la nouvelle Constitution cantonale entre en vigueur. Cet événement marque une rupture politique : des bouleversements démocratiques se produisent aussi dans d'autres cantons. La Constitution fédérale est finalement révisée en 1874 ; le référendum y est introduit pour les lois fédérales.

La souveraineté du peuple

La structure politique fondamentale du pays mue. Les intérêts d'une plus grande part de la population, toutes classes confondues, sont désormais représentés au sein de formations politiques nouvelles. Le peuple peut exercer directement sa souveraineté, ce qui devient un élément essentiel de la démocratie suisse. Un transfert de compétences s'opère entre les cantons et la Confédération. Dans le même temps, l'Etat tire à lui des compétences d'autres domaines jusqu'alors laissées au secteur privé. Des éléments du système «grand capital - haute bourgeoisie» qui avait servi de base solide à l'Etat fédéral durant vingt ans à partir de 1848 disparaissent. Vient le temps de la petite bourgeoisie, des partis et des groupements d'intérêts ainsi que de la démocratie directe, qui prévaut aujourd'hui encore. □

Joseph Jung est directeur de la Fondation Alfred Escher et depuis longtemps historien en chef au Credit Suisse. Professeur émérite de l'Université de Fribourg, il enseigne aussi sur invitation. Sa biographie d'Alfred Escher est un best-seller : «Alfred Escher 1819-1882. Aufstieg, Macht, Tragik», 5^e édition, éditions NZZ 2014. Version abrégée : «Alfred Escher. Un fondateur de la Suisse moderne». Collection Le Savoir Suisse, n° 85, 2012.

CREDIT SUISSE - BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

Pour 16% des Suisses, l'innovation est l'un des points forts du pays.

Question 15 –

Pourquoi les artistes du monde entier font-ils confiance aux artisans suisses ?

L'artisanat d'art suisse est apprécié. De grands artistes internationaux se rendent à Monsmier, à Zofingue ou à Saint-Gall pour imprimer, filmer ou donner forme à leurs visions artistiques. Visite de six de ces ateliers réputés.

Par Daniele Muscionico (texte) et Andri Pol (photos)

**« GLASSWORKS », MATTEO GONET,
MÜNCHENSTEIN**

La verrerie de M. Gonet fabrique des boules en verre spéciales, notamment pour le plasticien français Jean-Michel Othoniel. Ces créations sont utilisées pour une œuvre exposée dans le parc du château de Versailles. 2 000 boules ont ainsi été réalisées jusqu'à aujourd'hui.

M. Gonet prépare la forme (au premier plan, à droite) et souffle ensuite le verre (à gauche).



Les entreprises artisanales suisses sont très demandées par les artistes célèbres. Il existe en effet peu d'endroits dans le monde qui permettent à leurs fantasmes de se concrétiser aussi directement qu'ici, où l'on sait s'adapter aux mesures, réfléchir, produire avec une qualité supérieure et un sérieux fiable, mais surtout avec une grande discrétion. Ce qui naît dans ces fonderies, ces ateliers d'impression ou ces verreries, en collaboration avec l'artiste, orne ensuite de célèbres galeries de Shanghai à New York, est acheté par des musées et des collectionneurs et peut vite grimper à plusieurs centaines de milliers de francs lors de ventes aux enchères.

Les artisans suisses sont connus pour être des collaborateurs artistiques fiables qui restent dans l'ombre (sauf en cas de reportage). S'ils sont mentionnés et mis en lumière, ce n'est que brièvement dans le préambule d'un catalogue d'exposition. Mais dès lors que l'esprit de l'artiste et l'art de l'artisan ont œuvré main dans la main, l'exposition devient événement. Ainsi à Saint-Gall, loin des paillettes et du glamour, les spécialistes de la fonderie d'art œuvrent avec et pour les artistes Paul McCarthy (performances et sculptures), Urs Fischer (sculptures), Pierre Huyghe (films, objets) ou Peter Fischli et le défunt David Weiss (films, sculptures, etc.).

Ensemble, ils développent de nouvelles techniques, expérimentent de nouveaux procédés. Pipilotti Rist ou Roman Signer confient la mise en œuvre de leurs travaux vidéo à l'équipe de la Videocom-

pany de Zofingue. Et tout comme le plasticien Henry Moore, le peintre Oskar Kokoschka ou le dessinateur Alois Carigiet fréquentaient au siècle dernier la « Graphische Anstalt » de Johann Edwin Wolfensberger à Zurich, des célébrités telles que l'artiste multimédia John Baldessari se rendent à l'atelier de lithographie de son arrière-petit-fils, Thomi Wolfensberger, qui y travaille avec les mêmes presses, pierres et techniques que son aïeul, il y a plus de cent ans, et qui les combine avec des procédés d'autographie dernier cri.

Le peintre et artiste conceptuel Ilya Kabakov ou la photographe Roni Horn font, pour leur part, confiance à l'atelier de sérigraphie de Lorenz Boegli. Et lorsque l'un des biens culturels les plus importants de France, les jardins de Versailles, doit accueillir pour la première fois depuis plus de 300 ans une œuvre d'art permanente avec des sculptures en verre de J.-M. Othoniel, cette performance n'est pas confiée à une verrerie de Murano, près de Venise, mais à la petite verrerie de M. Gonet à Münchenstein, près de Bâle. Ce jeune maître verrier travaille en étroite collaboration avec le célèbre artiste français depuis plus de quinze ans. Leur collaboration la plus connue est le « Kiosque des Noctambules », qui orne l'entrée de la bouche de métro de la station Palais Royal, à Paris.

Les spécialistes sont unanimes : la force des artisans d'art suisses réside dans leur conscience traditionnelle de la qualité, la précision de leurs gestes techniques et le haut niveau de leur formation.

L'experte en la matière, historienne de l'art suisse, directrice de la Biennale de Venise en 2011, cofondatrice du magazine « Parkett » et désormais directrice artistique de la Fondation Vincent van Gogh à Arles, Bice Curiger, cite aussi une autre particularité : « Le pragmatisme fait partie de notre culture. Ces complices artistiques incroyablement inspirés sont capables de mettre leur savoir au service de la culture sans aucune idéologie mais avec un esprit innovant. Ils sont prêts à faire les choses différemment. »

« Glassworks » : des boules sorties de la fournaise

Il fait très chaud dans l'atelier, 1 600 degrés Celsius à l'intérieur du four. Deux jeunes hommes s'affairent avec des outils au style moyenâgeux : la mailloche humide en forme de cuillère, des pinces, des ciseaux et des pinces à anse. Ils forment, serrent, pincent l'agglomérat visqueux de verre. On entend de brèves instructions en français, en anglais ou en allemand : « Tournez plus lentement ! » Des boules incandescentes de la taille d'une tête d'enfant sont à seulement quelques mètres de leurs visages. Le four gronde, infernal : il chauffe sans interruption depuis trois ans. M. Gonet, l'homme de l'ombre, ne peut se permettre de le laisser refroidir ; le remettre à la bonne température prendrait trop de temps. Refroidir, polir, >



Artisan et artiste: L. Boegli avec Yuri Messen-Jaschin.

IMPRIMERIE LITHOGRAPHIQUE L. BOEGLI, MONSMIER

Le sérigraphe L. Boegli se considère comme un prestataire de services pour les artistes. Il a déjà imprimé une veste en laine d'un seul tenant et a développé sa presse pour pouvoir imprimer un format particulièrement grand.



Un fier artisan: le sérigraphe L. Boegli contrôle ses couleurs sur plexiglas.



Travail manuel: rinçage d'un écran d'impression.



Prête à partir: la sculpture « Anne-Sophie » d'Alex Hanimann trônera dans le Hard Turm Park de Zurich.

FONDERIE D'ART,
SAINT-GALL

L'atelier fondé en 1983 abrite des fours de fusion, des ateliers, des studios, des postes de montage et un laboratoire photo où naissent des œuvres pour la crème du marché de l'art, Fischli/Weiss ou Urs Fischer, par exemple.





Une cellule d'inspiration discrète : Thomi Wolfensberger travaille sur une impression de Nic Hess.

IMPRIMERIE LITHOGRAPHIQUE WOLFENBERGER, ZÜRICH

T. Wolfensberger est l'arrière-petit-fils de l'imprimeur sur pierre Johann Edwin Wolfensberger, qui a établi de nouveaux critères dans l'industrie graphique. Il compte parmi les « facilitateurs d'art » les plus importants de Suisse.



« Computer to Stone » : des dalles en pierre en guise de modèles d'impression.



L'imprimeur et ses outils : la couleur est appliquée au moyen d'un rouleau.



numéroter : le maître verrier et son équipe ont fabriqué 2000 boules en verre pour J.-M. Othoniel. La difficulté était de fabriquer un verre le plus durable possible. Les boules sont installées dans les jardins de Versailles et doivent résister au vent, aux aléas de la météo et aux écarts de température. M. Gonet les fait contrôler par l'EMPA, le laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche, mais il a déjà une centaine de boules en réserve.

J.-M. Othoniel souhaitait des boules en verre incrustées d'or, M. Gonet a alors développé une technique pour pouvoir traiter de façon idéale les 22000 feuilles d'or florentin. Elles sont étalées une par une dans la cavité des boules, un travail sans fin. « Nous sommes petits et flexibles », déclare M. Gonet en dévoilant ses carnets de commandes. L'amateur d'art Augustin Scott de Martinville, par exemple, professeur à l'ECAL (Ecole cantonale d'art de Lausanne), le décrit comme un « expérimentateur de génie ». Car ici, c'est un interprète des artistes qui repousse les limites d'un point de vue technique et créatif. J.-M. Othoniel parle ainsi de son artisan suisse favori : « L'atelier de M. Gonet est un lieu d'expérimentation avec des hommes qui sont très compétents et curieux. Fabriquer une œuvre d'art seul serait absolument impossible. »



« Il est toujours question de l'objet » : la photographe d'art Shirana Shahbazi avec l'imprimeur Thomi Wolfensberger.

Atelier de sérigraphie Boegli : un soliste en province

« Un bon artisan doit déceler les idées et les besoins de l'artiste » : L. Boegli semble non seulement les déceler, mais il le fait également plus vite que l'artiste lui-même. Ce fier artisan essaie de concrétiser des idées implicites ; il travaille au moins aussi intensément avec sa tête qu'avec ses mains. Il a appris son savoir-faire chez un des sérigraphes les plus renommés, le pionnier suisse de l'impression Albin Uldry. La technique de la sérigraphie est en effet liée au succès de l'art de l'affiche suisse dans l'après-guerre, l'époque où les arts gra-

phiques, la typographie et la photographie connaissaient leur apogée.

Aujourd'hui, L. Boegli ne travaille pas seulement pour de grandes maisons de couture à Paris et de grandes marques de montres suisses : il se voit surtout comme le prestataire de services des artistes. L'impression à la machine est un pur travail manuel, l'impression pneumatique est retouchée à la main et améliorée pour un résultat optimal. Or, avec l'artiste, il s'agit de choisir le procédé, les matériaux et les couleurs. L. Boegli, le soliste de la province bernoise, travaille sans employé et a la réputation de n'avoir peur de rien ; il teste constamment la tolérance de nouveaux matériaux à l'impression : béton, PVC, papier de soie.

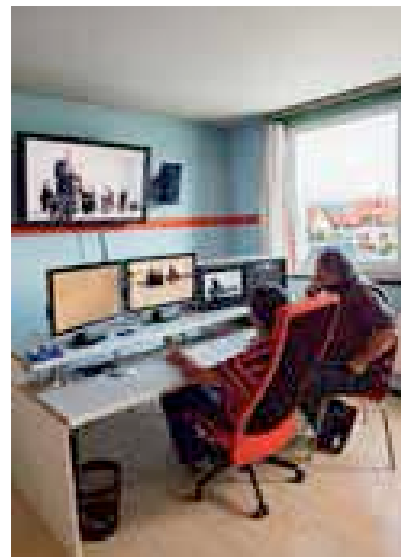
Alors que le peintre écossais Peter Doig sollicitait son aide, L. Boegli a, par exemple, aménagé sa presse pour pouvoir imprimer le plus grand format possible. Pour l'artiste italienne Vanessa Beecroft, il a fait des recherches pour pouvoir répondre à son souhait de « more shining ». Pour le magazine d'art international « Parkett », L. Boegli rend également possible ce qui paraît impossible. Il a dernièrement réussi à imprimer d'un seul tenant les manches et le dos d'une veste en laine de l'artiste Eija-Liisa Ahtila.

Fonderie d'art : sur la planète Art

La vallée de la Sitter à Saint-Gall est une tout autre planète : des prairies avec des vaches et d'innombrables studios de fabrication comme un vaste atelier. Que ce soit dans les fours, les ateliers, les studios, les postes de montage, dans un laboratoire photo, on y retrouve le top du marché de l'art. La fonderie d'art occupait un seul atelier lors de sa création, en 1994. Depuis, l'entreprise s'étend sur les espaces voisins et réaménagés d'une ancienne teinturerie de textile. L'idée fixe de Felix Lehner, utopiste habité par la chance et la ténacité, libraire érudit et verrier par passion, est un succès. Quelque 50 artisans issus de tous les secteurs professionnels, autour de F. Lehner, travaillent pour des artistes >



Chefs-d'œuvre techniques : « Ever Is Over All » de Pipilotti Rist, 1997.
Un collaborateur met au point le vidéoprojecteur.



Dans l'espace de montage : Aufdi Aufdermauer (à droite) et Davide Legittimo.

VIDEOCOMPANY, ZOFINGUE

Depuis ses débuts il y a 25 ans, la Videocompany soutient les travaux de Pipilotti Rist. Elle encourage les jeunes artistes en mettant à leur disposition des moyens techniques pour leurs premières expositions. La Videocompany est un collectif, pas de place pour l'individualisme.

renommés tels que Fischli/Weiss ou Urs Fischer. Les sculptures démesurées sont leur spécialité. F. Lehner a commencé avec le moulage en bronze en étroite collaboration avec Hans Josephsohn pour ensuite s'engager avec Urs Fischer et d'autres artistes sur un nouveau terrain technologique. Pour les énormes bougies d'Urs Fischer, par exemple, la fonderie développe les propriétés translucides de la cire pour pouvoir imiter la peau ou le marbre. Depuis deux ans et demi, une filiale a même vu le jour à Shanghai, une entreprise suisse modèle, où de plus grands formats peuvent être fabriqués.

Les techniques historiques et la haute technologie se retrouvent ici ; d'anciennes techniques de soudage, par exemple, sont reconstituées. Et lorsque l'artiste américain Paul McCarthy fait couler une énorme sculpture en bronze de 5,6 tonnes en dehors des Etats-Unis, il déclare : « En Amérique, il ne s'agit pas d'art, mais d'argent. Je veux être pris au sérieux en tant qu'artiste : chez Felix, c'est le cas. »

Toutefois, la singularité de la vallée de la Sitter réside ailleurs. On y fait des recherches, on y crée des archives, on y montre « que l'on reflète toujours l'action propre dans de grandes dimensions historiques et culturelles », comme le dit B. Curiger. La fonderie d'art propose des ateliers d'artistes, une bibliothèque richement pourvue et des archives également publiques. On n'y fait donc pas que fabriquer : les conditions pour toujours plus d'innovation sont ainsi réunies dans un réseau de formation transdisciplinaire pour l'apprentissage, la recherche et la pratique.

Imprimerie lithographique : les Wolfensberger

Le loup à la porte d'entrée est inscrit dans l'histoire. Il s'agit du logo de l'entreprise

d'un pionnier qui a réuni en 1911, au sein d'un nouveau bâtiment imposant à Zurich, sa « Graphische Anstalt », un « salon d'art » ainsi que des logements : Johann Edwin Wolfensberger (1873-1944) a su établir de nouveaux critères dans le secteur graphique et créer une plate-forme importante pour l'art moderne en Suisse. Son arrière-petit-fils T. Wolfensberger a grandi dans ces espaces de la haute bourgeoisie.

Il dirige aujourd'hui un atelier modeste dans une arrière-cour de Zurich et s'est consacré aux impressions d'artistes. Sa réserve est à la fois un style et un message : ici, l'innovation règne aux côtés de la tradition, qui est l'ennemie du tape-à-l'œil, des paillettes et du glamour. T. Wolfensberger propose du « Computer to Stone ». Dès la reprise de l'imprimerie, après son apprentissage au milieu des années 1980, il s'est fait un nom chez les artistes en commençant à imprimer directement sur la presse rapide sans épreuve sur la presse à bras, ce qui est en-



Les plus grosses archives d'art vidéo de Suisse: la directrice de la Videocompany, Karin Wegmüller.

core plus exigeant que le procédé traditionnel. Aujourd'hui, il travaille toujours avec les mêmes presses, les mêmes pierres et les mêmes techniques que son arrière-grand-père, mais l'art a pris une place centrale.

C'est cette radicalité, son intégrité et son éthique visant à toujours mettre son travail à l'arrière-plan qui font de T. Wolfensberger l'un des « facilitateurs d'art » majeurs de Suisse. Dans son atelier, on ne parle pas du nom des clients, même si T. Wolfensberger, qui dirige aussi une maison d'édition de livres d'art, pourrait facilement écrire un livre avec toutes ses anecdotes. Non, l'atelier Wolfensberger est une cellule d'inspiration discrète, une monade de l'échange qui a besoin d'être protégée. Porteparole des nombreuses personnes qui y travaillent sans être obligées d'expliquer leurs choix, la photographe d'art Shirana Shahbazi déclare : « Je suis ici parce qu'on n'y parle jamais de noms, mais de l'objet. »

Videocompany : le cerveau de l'artiste mondiale

Connaîtrait-on Pipilotti Rist et ses orgies d'images, ses prouesses techniques, des jeux de bricolage numériques très exigeants, sans cette adresse ? Peut-être mais comment ? A Zofingue se trouve le cerveau technique qui inspire cette artiste mondiale depuis ses débuts et qui la guide dans la réalisation de ses fantasmes : c'est la troupe d'Aufdi Aufdermauer qui était derrière la deuxième caméra lors de la réalisation de l'inoubliable vidéo « Ever Is Over All », en 1997. Une jeune femme pleine d'entrain abattait une fleur en forme de massue sur les vitres de voitures garées. Ici, à côté d'Aufdermauer, travaillent les Companeros qui sont au moins aussi importants que lui-même, déclare « le plus âgé mais pas le chef » : Davide Legittimo. Il a

réalisé l'installation de « San Stae » avec P. Rist, ou Martin Anner, qui a remis en marche les installations défectueuses de Dieter Roth.

Pour B. Curiger, c'est clair : « La Videocompany s'est laissé séduire par la formidable collaboration avec Pipilotti Rist. Cette société a su investir au bon moment dans de nouvelles technologies et de nouveaux supports pour proposer des services et des structures dans l'air du temps. » Enfin, une projection a été organisée pour P. Rist à Graz.

Depuis 25 ans, la Videocompany travaille pour des artistes internationaux loin de tout public, sans intérêt commercial et avec autant de passion que lorsqu'elle soutient de jeunes talents en mettant à leur disposition des outils techniques pour leur première exposition. Les relations publiques occupent le moins d'importance possible : les plus importantes archives d'art vidéo de Suisse se situent ainsi dans ce lieu discret, non loin d'un grand axe. La >



« KUNSTBETRIEB »,
MÜNCHENSTEIN

Le groupe de spécialistes de l'entreprise polyvalente travaille le plâtre, le caoutchouc, le métal, la mousse de polyuréthane rigide et souple, le polystyrène, le polyester, la cire, le bois et le béton sur une superficie d'atelier de 1 800 m².



A gauche : polissage et nettoyage d'une sculpture de Sandra Schaller.

A droite : ponçage des angles et des arêtes qui apparaissent lors du soudage et du moulage ; l'œuvre est de Beat Zoderer.



Des spécialistes de tout: moulage de petites sculptures de John Armleder.

modestie est ici une religion et un signe de ralliement.

« Kunstbetrieb » : rien n'est impossible

« Swiss Quality with Chinese Speed », c'est ainsi que le Britannique Angus Fairhurst (installations, photographie, vidéo) a décrit la spécificité de cette société polyvalente située dans un ancien laminoir d'aluminium de Münchenstein. Lorsque ce représentant des Young British Artists, considéré comme l'égal de Damien Hirst, devait mouler pour des travaux, il voyageait souvent depuis Londres jusqu'en Suisse. Vingt spécialistes, âgés d'une trentaine d'années, tous capables de la plus grande polyvalence, travaillent le plâtre, le caoutchouc, le métal, la mousse de polyuréthane rigide et souple, le polystyrène, le polyester, la cire, le bois ou le béton, évidem-

ment. L'infrastructure permet des coulures de bronze, d'aluminium et d'autres métaux lourds non ferreux dans un moulage en sable ou lors d'un procédé de fusion à la cire. Le « Kunstbetrieb » est soucieux du transport et du montage et restaure des œuvres plastiques dans tous types de matériaux. 1 800 m² de superficie d'atelier et 1 000 m² de capacité de stockage partiellement climatisée, une grue de 10 tonnes et d'énormes portes d'usine : ici, presque tout ce qui est imaginable est réalisable. Mais la spécificité de ce groupe de spécialistes hors pair ne fait aucun doute : les collaborateurs associent l'artisanat dans sa globalité et le savoir-faire numérique et ils fonctionnent comme une tribu. Le sens des responsabilités joue un rôle majeur, pas besoin de hiérarchie. Les fondateurs ont participé aux premières années de la fondation d'art de Saint-Gall. En 2006, ils se sont mis à leur compte et de nombreux grands artistes les ont suivis. La devise du fondeur d'art qualifié Martin Hansen

est purement idéaliste : « Pour nous, il est important que les projets fonctionnent sur le plan artistique, pas sur le plan économique. » □

Daniele Muscionico est journaliste spécialisée dans l'art et la culture et a été plusieurs fois récompensée. **Andri Pol** est considéré comme l'un des plus célèbres photographes de Suisse.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

95% des personnes interrogées sont fières de la réputation internationale de la Suisse en matière de qualité.



©Plan

Eduquer aujourd'hui pour assurer l'avenir.

Credit Suisse Global Education Initiative

L'initiative mondiale du Credit Suisse pour l'éducation aide des organisations internationales sélectionnées à améliorer les possibilités de formation de milliers d'enfants et de jeunes en âge scolaire. Nous pensons qu'investir dans la jeunesse est l'un des meilleurs placements que nous puissions faire.

credit-suisse.com/responsibility/education

Question 16 –

Quelle est la valeur du savoir ?

La formation continue est, en tant que facteur économique, de plus en plus valorisée. C'est à la fois un symbole de réussite et la base pour construire une carrière. Aucun établissement ne le souligne aussi bien que la légendaire Ecole-club Migros. *Par Denise Bucher*

Vendredi soir, peu avant 18h00. Un homme et une femme, assis à une petite table de cafétéria, sont penchés sur un livre. Elle lui explique les subordonnées en allemand. Un distributeur de boissons ronronne en bruit de fond. A côté, une des hôtesse de l'accueil parle dans un allemand teinté d'un léger accent suisse. Lentement. Distinctement. Elle remet à son client les livres qu'il a demandés. Il paie et part en toute hâte. Plus que trois minutes avant le début du cours d'allemand de l'Ecole-club Migros de Zurich-Wengihof.

Ces cours sont de loin les plus demandés. 43 100 inscrits en 2013. Tout a commencé avec les langues : en 1941, Gottlieb Duttweiler, fondateur de Migros, a décidé de proposer, en plus de l'alimentation, une nouvelle offre à ses clients. Une partie du chiffre d'affaires de son entreprise devait être versée dans des infrastructures culturelles et sociales. Il y a 70 ans, la for-

mation continue n'était pas une évidence. Depuis 1944, une part du « Pour-cent culturel » est investie dans l'éducation.

De nos jours, la formation continue revêt une grande importance sociale et économique en Suisse. En 2011, 63% des Suisses âgés de 25 à 64 ans ont suivi une formation continue. D'après l'Office fédéral de la statistique (OFS), la Suisse, la Suède et l'Autriche sont en tête des pays européens comprenant le plus grand nombre d'entreprises actives pour la formation ». D'après une étude de l'OCDE de 2012, le nombre d'employés continuant à se perfectionner est le plus élevé en Suède, suivie de la Suisse, de la Norvège, des Etats-Unis et de la Finlande. Le nombre le plus faible est observé en Grèce, en Turquie et en Hongrie.

En 2011, 83% des entreprises suisses ont subventionné la formation continue de leurs salariés. L'OFS estime que 85% des grandes entreprises ont prévu des investissements fixes dans ce domaine : elles investissent en moyenne 0,8% du coût total du travail – salaires bruts, charges sociales de l'employeur et coûts de formation continue. On note cependant que les hommes sont trois fois plus nombreux que les femmes à suivre une formation continue à des fins professionnelles, les femmes optant plutôt pour un perfectionnement à des fins personnelles.

Un cours d'italien pour cinq francs

La formation à des fins personnelles a vu le jour au printemps 1944, lorsque Migros a publié dans son magazine la première annonce pour des cours de langue en italien, français, anglais, espagnol et russe. Prix d'un cours : cinq francs. Même si l'on s'attendait à ce que l'idée soit bien accueillie, les 1 400 inscriptions immédiates ont pris



Erika Mattle,
conversation en français
« Le français est comme un sport : où mettre un accent, quand utiliser le subjonctif ? Et en tant que guide touristique freelance, c'est un atout majeur. »



Daniela Sigg, leadership
avec certification
de l'ASFC
« J'ai été enchantée par la formation. Ce cours répondait parfaitement à mes attentes. »

tout le monde de court. Face à une demande qui n'a pas faibli, l'offre a été étendue. En 1948, l'escrime, la peinture, la danse et le jardinage sont venus compléter l'offre en langues, et c'est alors que l'institution a pris le nom d'Ecole-club Migros.

Aujourd'hui, 50 Ecoles-clubs sont organisées de manière fédérale en Suisse : les écoles lucratives supportent celles qui enregistrent des pertes. Le Pour-cent culturel couvre ce qui manque. En 2013, 120 millions étaient à disposition. 49,3% ont été investis dans la formation, le reste dans la culture (p. ex. aide à l'industrie cinématographique), les loisirs (p. ex. théâtre pour enfants dans quatre parcs différents), la société (p. ex. projet soutenant les rencontres intergénérationnelles), la gestion et l'économie.

Les différents centres proposent 600 cours et filières dans le domaine des langues, de la culture et de la créativité, du sport et de la santé, du management et de

l'économie, de l'informatique et des nouveaux médias. De nombreux cours, notamment dans les langues et le management, peuvent être sanctionnés par un diplôme, soit un «diplôme» reconnu au niveau de la Suisse, soit un certificat internationalement reconnu, comme celui du Goethe Institut, du Cambridge English Language Assessment ou de l'International Project Management Association.

Accordéon schwytois

Près de 400 000 personnes en moyenne participent aux cours chaque année, les langues étant aujourd'hui l'offre la plus appréciée. Suivis par 43 100 et 27 469 personnes respectivement, les cours d'allemand et d'anglais sont en tête de liste. Le français, l'espagnol et l'italien ne sont supplantés que par les cours de cuisine et de zumba.

Quand on consulte la longue liste de cours proposés, il y a de quoi s'étonner. «Une démarche élégante et assurée, même en talons hauts» ou des cours d'accordéon schwytois. Pourquoi pas, se sont dit les quatre participants du cours pour débutants du vendredi soir à Zurich. Ils sont assis en cercle avec leur professeur Ursula Kühne et jouent le morceau sur lequel ils travaillent. Elle les félicite: «Vous êtes de vrais petits prodiges!» Elle a elle-même commencé l'accordéon dans une Ecole-



Simon Cathomen, traitement numérique des photos

«Après un voyage en Chine, je me suis intéressé au traitement de mes photos. Bientôt, j'accrocherai dans mon salon ma propre photo de la Grande Muraille.»



Reinhard Voegele, placements **«Je souhaite apprendre les bases de la finance. La formation continue est primordiale pour moi.»**

club il y a 17 ans. «Mon professeur était excellent, il n'y avait aucune contrainte, et le rapport qualité-prix était remarquable.»

Un point positif que soulignent également ses élèves: dix leçons pour 400 francs. «Nous pouvons tester un cours pour voir s'il nous convient et si l'on souhaite revenir. Ce n'est pas un engagement énorme comme dans d'autres écoles», explique David. Et il n'y a pas que l'aspect financier. «C'est plus agréable de travailler en groupe que seul ou juste avec un professeur», poursuit-il.

Ces cours d'accordéon sont de plus en plus prisés. «Nous sommes trois professeurs et nous donnons plus de dix cours. Nous ne jouons pas que des classiques de Suisse centrale ou de l'Oberland bernois, précise Ursula Kühne. Nous sommes ouverts au jazz, au blues, à la nouveauté.»

L'Ecole-club a anticipé certaines tendances: dans les années 1950, elle a tenté d'enseigner la cuisine à des jeunes hommes célibataires. En 1984, elle a lancé les premiers cours d'informatique ouverts aussi aux non-spécialistes. Les autres cours ont été développés en fonction des besoins. Ils sont proposés, et si la demande est importante, les cours ont lieu. Le timing est décisif. Lorsqu'il s'agit d'un logiciel, il est possible que des formations pour une nouveauté ne soient pas encore demandées.

Les entreprises, de nouveaux clients

Si l'offre de l'Ecole-club Migros s'autoproclame «unique» au niveau international, elle fait face à une certaine concurrence: l'Ecole Bénédicte se concentre sur les lan-

gues et la formation commerciale. La Juventus Akademie met l'accent sur l'économie, la technologie, la santé et l'informatique. Les Universités populaires suisses se différencient de l'Ecole-club essentiellement par leur organisation au niveau cantonal, alors que Migros agit sur le plan national. Grâce à leur offre diversifiée et abordable, ces universités comptaient 130 000 participants en 2013.

L'Ecole-club n'agit pas seule dans son coin. Des entreprises telles que Microsoft, Apple ou Orange suggèrent des cours à Migros. Mais nul besoin d'être un grand groupe pour faire une offre. N'importe qui peut proposer un concept de cours, qu'il s'agisse de langues en voie de disparition ou



Nathalie Kummer, cupcakes **«En décorant des cupcakes, je laisse parler ma créativité. Pâte d'amandes ou crumble, tout est possible.»**

d'artisanat rare, et si celui-ci est jugé prometteur, un contrat est conclu. Si le cours voit le jour, le responsable est rétribué en fonction de son âge, de son expérience et de son niveau d'études.

Pendant longtemps, l'Ecole-club Migros était axée sur les loisirs. Mais face à l'importance croissante des offres de formation continue pour les salariés, un nouveau segment de clientèle a été conquis: les grandes entreprises. Désormais, des cours sont proposés pour les collaborateurs de Swisscom, des CFF, de La Poste et des banques. Des cours de langues destinés >

Question 17 –

Vie privée ?

aux femmes de chambre et au personnel soignant ont été créés. Les futurs cadres dirigeants se forment en gestion des conflits, en gestion du temps ou aux bonnes pratiques en entreprise.

Il semble normal que les cours pour le compte de grandes entreprises puissent être financés grâce à une contribution du Pour-cent culturel, explique Silvio Gardoni, de la Fédération des coopératives Migros. Car lorsque les entreprises du secteur tertiaire s'occupent des compétences et de la santé de leurs collaborateurs, il s'agit au fond d'un service rendu à la société, qui s'inscrit dans l'esprit de Gottlieb Duttweiler. □



Pascal Mühlebach,
école de commerce 1
avec «diplôme»
«Dans deux ans, je
compte émigrer au
Canada et ouvrir une
boulangerie.
Cette formation me
donne les bases pour
ma propre affaire.»

Denise Bucher est journaliste indépendante à Zurich.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

La formation est considérée comme l'un des points forts de la Suisse, devant le droit d'intervention et la neutralité.

Les données sont une matière première dont la valeur grimpe. Mais comment protéger nos informations sensibles ? Voici les conseils d'un cryptologue de renom.

Par Jan Camenisch

Je suis probablement le seul cryptologue ayant choisi ce métier en raison d'une anecdote vécue avec sa grand-mère. J'ai grandi dans un village suisse de moins de 400 âmes, un de ces endroits qui semblent féériques sur les cartes postales. Y vivre est une chose totalement différente. Dans les communes de ce genre, les ragots et les commérages font vite le tour, chacun sait tout sur tout le monde.

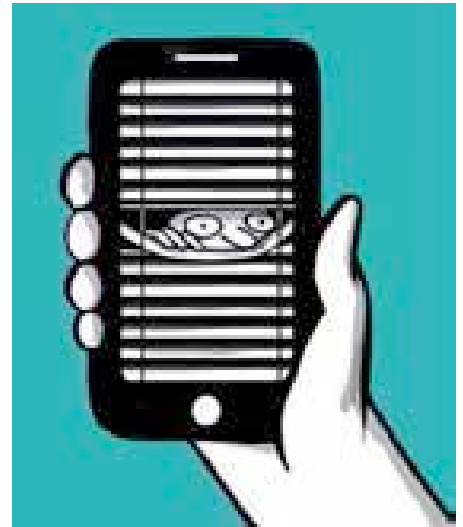
A peine âgé d'une vingtaine d'années, j'ai recueilli des signatures pour une initiative sur la protection des animaux. J'ai commencé dans ma famille et demandé une signature à ma grand-mère. Malgré son intérêt apparent, elle s'est inquiétée de savoir qui verrait ces signatures. Lorsque je lui ai expliqué que des employés communaux devraient confirmer sa signature, elle refusa. Elle ne voulait pas que quelqu'un du village sache qu'elle était en faveur d'une telle loi.

Une citoyenne désireuse d'exercer un droit fondamental s'en voyait empêchée par manque de respect de la protection de ses données personnelles. J'ai finalement passé les années qui ont suivi à tenter de trouver une solution à ce problème.

Des données à foison

Au début, Internet était plus petit, plus lent et surtout au format texte. L'aspect le plus important était peut-être l'anonymat de l'utilisateur. Avant les cookies et l'analyse du Big Data, le comportement en ligne était une chose privée, ce qui n'est plus vrai de nos jours.

Six milliards de personnes possèdent aujourd'hui un portable et contribuent ainsi aux quelque 40 zettaoctets (1 zettaoctet = 10^{21} octets) de données qui seront générés d'ici à 2020 (à titre comparatif: on estime à 4 zettaoctets la masse de données d'Internet créées en 2013). On parle de Big Data, une ressource dont l'ex-



Souriez, vous êtes observés: chaque clic sur Internet est suivi avec précision.

ploitation permet la création de valeur comme le pétrole et les minerais. Le système informatique «Watson» a par exemple permis à des scientifiques d'analyser 70 000 articles scientifiques et de prévoir sur la base de ces données quelles autres protéines activent ou désactivent la protéine p53, qui joue un rôle important dans le développement du cancer. Cette analyse automatisée, menée par l'Université de médecine de Baylor, aux Etats-Unis, a permis d'identifier six protéines. Un immense succès quand on pense qu'au cours des trente dernières années, une seule protéine de ce type a été découverte en moyenne par an.

Le Big Data a aussi un prix: la vie privée. Les données personnelles sont partagées et vendues afin que des entreprises puissent adapter leurs produits aux besoins de leurs groupes cibles.

Ils savent tout

Chaque recherche, clic et commentaire est suivi avec précision. Les commerçants en ligne peuvent de la sorte cibler les clients

Question 18 –

Le bonheur des chefs

Christina Zech s'enquiert du bonheur des grands dirigeants. Elle publie pour la première fois le « Baromètre du bonheur ».

Par Simon Brunner



« Être disposé à saisir des opportunités » : Christina Zech.

Madame Zech, qu'est-ce qui rend les chefs heureux ?

C'est d'abord la famille : trouver un partenaire, voir naître un enfant, soutenir sa famille mais aussi surmonter les maladies. Vient ensuite l'épanouissement personnel : expérimenter sa propre créativité et s'enrichir de cultures étrangères.

Vous avez mené votre enquête dans différents pays. Comment se démarquent les dirigeants suisses ?

Il ressort de mon « Baromètre du bonheur » que les dirigeants suisses sont parfaitement conscients d'évoluer dans un pays prospère.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris ?

Deux choses : tout d'abord, l'importance du sentiment de bonheur pour pouvoir être créatif. Les réponses laissent entrevoir l'influence positive des événements heureux dans la manière de considérer l'avenir. Ensuite, le fait que les personnes interrogées en Chine placent la reconnaissance dès la quatrième position. Dans

les pays très développés, on est habitué à ce que les gens placent en priorité la réalisation de leurs besoins individuels. Il semble cependant que la Chine nous ait vite rattrapés.

Il existe déjà quantité de sondages. Quelle est la particularité du « Baromètre du bonheur » ?

La dimension sociétale est au cœur du « Baromètre du bonheur » : les habitants des pays industrialisés ont de moins en moins conscience du niveau de vie élevé dont ils bénéficient. Ils sont donc moins disposés à fournir les efforts nécessaires pour le conserver. L'histoire nous montre que c'est souvent en plein apogée que de grandes civilisations se sont effondrées. Des efforts de développement constants sont essentiels à notre réussite à long terme. Le bonheur est au cœur de cette thématique. Il est la condition sine qua non d'une mentalité disposée à saisir des opportunités et à évoluer de manière positive. Par conséquent, le bonheur est essentiel au maintien de notre niveau de vie.

Comment faire ?

Nous vivons une époque charnière : le potentiel d'innovation se délocalise vers l'Asie. Ces pays nous surpassent en quantité de main-d'œuvre qualifiée et de ressources naturelles. Nous devons ainsi soigner nos atouts, à savoir la richesse d'innovation et l'exigence de la qualité, si nous voulons continuer à jouer un rôle prépondérant. □

Christina Zech a conduit pour la première fois le « Baromètre du bonheur » en 2014, une initiative financée par des fonds privés en partenariat avec l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Elle a ainsi eu l'occasion d'interroger de hauts dirigeants en Suisse, en Chine, en Allemagne et dans d'autres pays de l'Union européenne.

Pour en savoir plus :

www.connectworlds.org/Freudebarometer

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

92% des personnes interrogées estiment que la situation économique demeurera à son niveau actuel ou est en passe de s'améliorer.

potentiels et tenter d'attirer un jeune couple fraîchement marié avec des offres de voyage plutôt que de prévoyance vieillesse. Le hic : bien que friands de services de stockage dans le Cloud ou de messagerie instantanée, nous nous inquiétons aussi de l'utilisation de ces données.

Un exemple : un service de streaming vidéo propose des films avec des limites d'âge. Pour en visionner un interdit aux moins de 16 ans, l'utilisateur doit prouver son âge. Par la saisie de sa date de naissance généralement demandée à cet effet, celui-ci divulgue toutefois plus d'informations que nécessaire. Pour y remédier, un logiciel tel que Identity Mixer* permet à l'utilisateur de confirmer qu'il respecte la limite d'âge sans devoir fournir de données précises. Une protection des données décisive est ainsi assurée, compte tenu du risque que le service concerné pourrait être compromis ultérieurement.

Avec IBM, nous avons récemment conclu avec succès le projet ABC4Trust. Dans l'un des scénarios réalisés, les étudiants pouvaient attribuer une évaluation à leurs professeurs et à leurs cours en ne révélant que leur participation au cours concerné, leur identité restant parfaitement anonyme.

Une chose est sûre : la technologie nécessaire à la protection de nos données privées (et de celles de nos grand-mères) existe, elle doit simplement être imposée. Et la notion de vie privée diffère dans chaque société et dans chaque pays. □

Le Suisse **Jan Camenisch** est un des plus éminents chercheurs en cryptographie. Il travaille auprès d'IBM Research à Rüschlikon.

* Identity Mixer a été développé par divers scientifiques, instituts et sociétés sous la direction d'IBM. L'algorithme cryptographique code les attributs d'identité certifiés d'un utilisateur (p. ex. son âge, sa nationalité ou son adresse) afin de permettre à ce dernier de ne divulguer que les informations strictement nécessaires aux parties concernées (« relying parties »).

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

La protection des données sur le Web et le cyberespionnage préoccupent 9% des Suisses.

Question 19 –

Quelle est la part du mental dans la lutte suisse ?

Des hommes bâtis comme des troncs pénètrent dans le cercle de sciure. Dans ce sport national, des poids lourds s'affrontent. Mais la force n'est rien sans contrôle mental. *Par David Schnapp*

Skieurs, footballeurs, tennismen: lorsque les jambes ne suffisent pas et que la tête entre en jeu, de nombreux sportifs se confient à des psychologues, préparateurs mentaux et autres spécialistes. Qu'en est-il de la lutte suisse ? On s' imagine que ces gars bâtis comme des troncs d' arbre développent leur force primitive sur les sommets ou en travaillant sur des pentes escarpées.

Un spécialiste et organisateur d' une fête de lutte cantonale s' esclaffe lorsqu' on l' interroge sur l' entraînement mental dans la lutte suisse. Selon lui, les lutteurs puisent plutôt leur force mentale de leur travail en pleine nature que de discussions avec des psychologues. Un lutteur, bien placé pour le savoir, le contredit. Christian Dick, 38 ans, agent de police à Berne, s' est récemment retiré après avoir remporté 101 couronnes. Calme et paisible, il explique: « De plus en plus de lutteurs ont aujourd' hui recours à l' entraînement mental. » Mais tous ceux ayant un jour fait appel à un psychothérapeute ne souhaitent pas en parler ouvertement, et de nombreux sportifs restent discrets sur tout ce qui a trait à la psychologie.

Victoire ou défaite

Ce sport présente un côté traditionnel très important, explique Christian Dick: « Le déroulement des fêtes, les rituels doivent être conservés. Mais de nos jours, nous adoptons des méthodes d' entraînement modernes et bien souvent, c' est la force du mental qui est décisive pour la victoire. »

C' est également l' opinion de Christian Stucki. Cette montagne de 1,98 m pour près de 140 kg (catégorie poids lourds) s' entraîne dans un cadre professionnel au centre national de sport de Macolin. Il y

travaille également la force du mental. D' après lui, « le succès dépend à 60% de facteurs physiques et à 40% de facteurs psychiques ». L' entraînement mental l' aide à améliorer sa concentration et à reprendre le dessus lorsqu' il est en mauvaise posture dans un combat. « Je fais alors appel à une image positive, comme une belle victoire, afin de déclencher des émotions qui me motivent. » Christian Stucki décrit l' entraînement mental comme un outil permettant de devenir meilleur.

C' est grâce à sa sœur que son collègue Christian Dick a appris les dessous de cette technique. Eveline Steinemann est chef de projet du Championnat suisse des métiers et s' est en outre fait un nom en tant que coach mental. Elle travaille avec plusieurs lutteurs et une équipe de handball, mais intervient aussi dans la gestion du changement: « Dans les affaires comme dans le sport, l' attitude que l' on adopte est décisive. D' un côté comme de l' autre, il existe des paramètres inaltérables. Pour la lutte, il s' agit de la météo, du classement, de l' arbitre. Au travail, il peut s' agir du chef ou des collègues », explique-t- elle. Si on lutte contre ces éléments invariables, on gaspille l' énergie indispensable aux éléments décisifs.

Des images de forêt

Pour avoir les idées en place au moment adéquat, il existe d' après le coach mental plusieurs méthodes. Cela peut sembler banal d' un point de vue extérieur, mais en fin de compte, il s' agit d' « actionner l' interrupteur » au bon moment. Il faut court-circuiter le négatif, neutraliser la peur de l' échec. Certains y parviennent grâce à des

images, d' autres par des pressions de la paume de la main, et d' autres encore par les sons.

La musique a souvent aidé Christian Dick. Avant un combat, il écoutait AC/DC ou Anastacia. La chanson « He's a Pirate » de la bande-son de « Pirates des Caraïbes » l' a également motivé. Mais il est tout aussi important de ne pas dépendre de telles aides. « Si j' oublie mon lecteur MP3 chez moi ou si la batterie est déchargée, cela ne doit pas me démoraliser et m' empêcher de pénétrer dans le cercle », précise Christian Dick.

Seul avec soi-même

Pendant un combat, le lutteur utilise volontiers des images. Durant son temps libre, il est souvent dans les bois: « Au cours d' une passe, j' ai souvent mobilisé l' image de la forêt et l' odeur de la sciure fraîche qui s' envolé lorsque l' on abat un arbre », raconte Christian Dick.

La lutte est un sport qu' il pratique avec cœur et passion. C' est la raison pour laquelle il trépigne avant chaque combat. De l' extérieur, il a peut-être l' air calme et décontracté. Mais à l' intérieur, il est toujours extrêmement nerveux dès qu' il faut se lancer. Dans ces moments-là, la bonne image ou la bonne mélodie peuvent être déterminantes. Comme l' a dit la chanteuse préférée de Christian Dick, Anastacia, dans l' un de ses titres: « Left outside alone », en fin de compte, on est seul. □

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

Seuls 7% des sondés pensent que les traditions représentent la Suisse. Le top 3: la neutralité (20%), la sécurité et la patrie (18% chacune).



Images et musique : Christian Stucki (en haut, en rouge) et Christian Dick (en bas, en blanc) tablent aussi sur le mental.

Question 20 –

Dans quelle mesure la Suisse est-elle innovante ?

Parmi les meilleures start-up locales, un grand nombre développent des applications dans le domaine des cleantech. Pourquoi les technologies propres vont-elles si bien avec la Suisse ? *Par Simon Brunner*

Onze des cent meilleures start-up suisses font partie du domaine des cleantech. Le nouvel Internet ?*

Le fait que plus de 10% des cent meilleures start-up suisses appartiennent au domaine des cleantech est bon signe pour le développement durable de ce secteur. De ce point de vue, les technologies propres viennent compléter notre paysage technologique déjà marqué par Internet, les nanotechnologies et la biotechnologie.

La Suisse est-elle un terrain particulièrement fertile pour ces start-up ?

La forte capacité d'innovation des universités et des hautes écoles techniques suisses offrent aux cleantech un terrain favorable pour rattraper le retard face à d'autres régions, notamment l'Europe du Nord et l'Amérique du Nord. Ces dernières ont historiquement une longueur d'avance notamment grâce à des programmes d'aide spécifiques. Les conditions-cadres récemment modifiées par la promotion ciblée du secteur des cleantech ont apporté une

bonne dynamique en Suisse, ce qui augmente l'attrait de la région.

Comment les start-up deviennent-elles des entreprises prospères ?

En se concentrant en priorité sur la résolution de problème client et en y ajoutant des compétences opérationnelles efficaces ; les deux nécessitent une équipe expérimentée. Ce qui compte pour les investisseurs institutionnels : l'équipe, le produit ou service, et un marché clair. Si ces critères sont remplis, qu'un premier succès commercial soit au rendez-vous et que des clients intéressants soient décelés, la voie du financement est pratiquement libre. Il leur faut ensuite de bonnes conditions de participation commerciales, c'est-à-dire un succès financier visible.

En principe, vaut-il mieux être le seul offrant sur un petit marché ou développer un énième panneau solaire ?

Ni l'un ni l'autre ! Pour les investisseurs, un marché attractif se caractérise par une

concurrence saine qui favorise l'innovation et alimente le marché. S'il n'y a qu'un offrant, on peut se demander si le besoin existe réellement sur le long terme. S'il y a trop d'offrants sur un marché, il est difficile pour une entreprise de sortir du lot (sauf via les prix). Conséquences : baisse des marges, perte de la capacité d'innovation et baisse de la diversité à moyen ou à long terme.

Qu'est-ce que la Silicon Valley fait de mieux ?

Aucun autre site ne rassemble autant de capitaux avec des modèles commerciaux. L'échec, condition préalable au succès, est donc permis. En Suisse, nous devons aller plus loin et prendre des risques entrepreneuriaux délibérés. □

Eric Gisiger est Investment Director de SVC-SA pour le capital-risque des PME, qui investit dans les PME et les jeunes entreprises en Suisse.

* La plate-forme startup.ch élit chaque année avec l'hebdomadaire « Handelszeitung » les 100 meilleures start-up de Suisse. Le classement est effectué par 100 experts.

CREDIT SUISSE - BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

52% des sondés pensent que l'environnement en Suisse se portera mieux dans dix ans.

Les cinq meilleures start-up cleantech de Suisse (selon startup.ch)



Place 2/100
L.E.S.S. – Light Efficient System SA, Lausanne

L.E.S.S. a développé un nanofil aussi fin qu'un cheveu humain utilisé pour l'éclairage. Contrairement à d'autres solutions, ce système offre clarté et flexibilité d'utilisation de par son très faible encombrement : p. ex. rétroéclairage d'écran ou dans des loupes.



Place 6/100
Bcomp AG, Fribourg

Cette start-up conçoit des technologies et des produits brevetés pour la production de matériaux composites haute performance en fibres naturelles. Ces derniers peuvent être utilisés dans divers produits : matériau principal ultraléger dans des skis ou des textiles haute technicité, en remplacement de la fibre de carbone ou fibre optique.



Place 7/100
Climeworks AG, Zurich

Le spin-off de l'EPFZ a mis au point une méthode permettant d'absorber le CO₂ de l'atmosphère et d'en faire une matière première renouvelable. L'appareil mobile de Climeworks est capable de filtrer une tonne de CO₂ par an via des processus chimiques. Si le filtre est saturé, il est chauffé à 90% par la lumière du soleil afin de produire un CO₂ pur gazeux.



Place 12/100
Kandou Bus SA, Lausanne

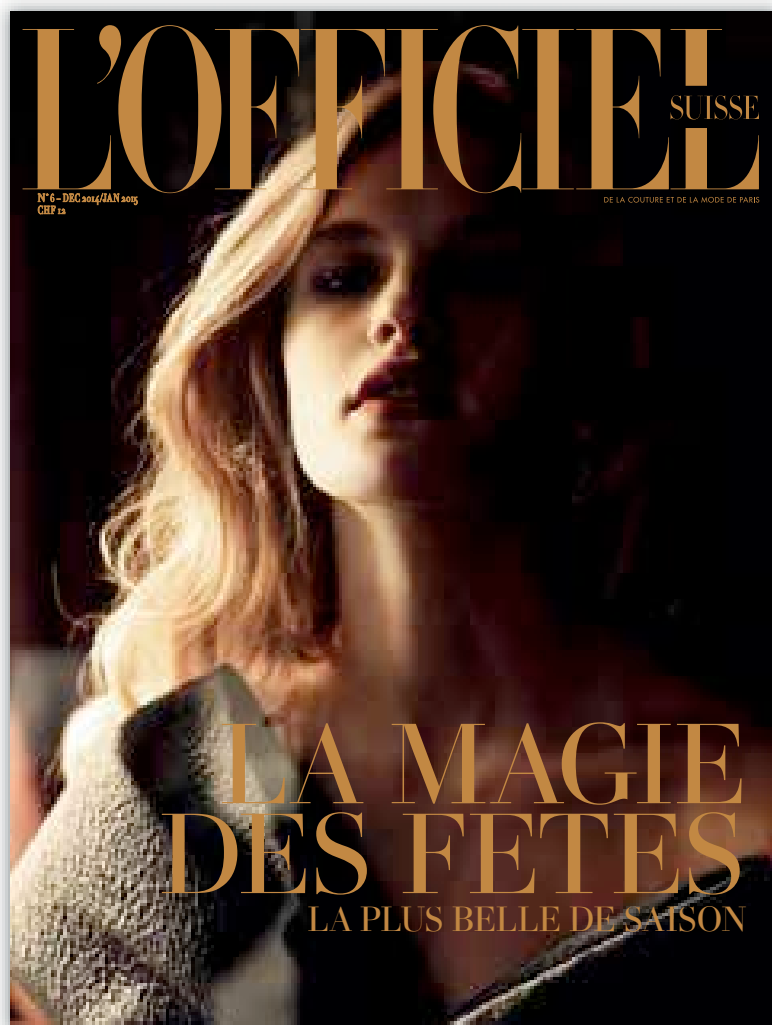
La technologie appelée ChordTM retransmet des signaux à des appareils électroniques intelligents. Les données se transmettent deux fois plus vite et consomment quatre fois moins d'énergie. La start-up a présenté sa technologie pour la première fois en février lors d'un forum à San Francisco et a suscité un vif intérêt auprès de clients potentiels.



Place 27/100
Bluetector AG, Lucerne

Le système mobile BlueTec permet de purifier des eaux usées, comme celles de toilettes mobiles. Les clients peuvent louer le BlueBox Vector dans un conteneur standard. Le transport de l'eau sale jusqu'à une station d'épuration est ainsi superflu. A l'avenir, du pétrole devrait pouvoir être créé à partir de boue d'épuration.

Offrez du style et du luxe!



L'OFFICIEL SUISSSE

Depuis cette année, le plus célèbre des magazines de mode existe aussi en version suisse.

Premier et unique magazine helvétique international, **L'OFFICIEL** Suisse présente les dernières tendances de la mode, il offre des points de vue inspirants sur l'univers du luxe et il fait vivre à ses lecteurs de somptueuses expériences.

Offrez-vous dix numéros par an de style et de luxe directement chez vous.

Ou faites plaisir à un proche. Deux fois par année, l'abonnement inclut également:

- **L'OFFICIEL HOMMES**
l'édition masculine originale.
Pour les épicuriens et les aventuriers
- **L'OFFICIEL VOYAGE**
le magazine de l'évasion qui répond aux exigences les plus élevées
- **L'OFFICIEL ART**
le magazine d'art dans l'air du temps



En tant que lecteur du Bulletin, vous bénéficiez d'une offre exceptionnelle:

10 numéros de **L'OFFICIEL SUISSSE** avec respectivement **2 éditions** de **L'OFFICIEL HOMMES**, **L'OFFICIEL VOYAGE** et **L'OFFICIEL ART** au

prix spécial de CHF 84
(au lieu de CHF 156).

Commandez en toute simplicité par téléphone, par e-mail ou en ligne
(n'oubliez pas d'indiquer le code promotionnel: CSBL2014)



Hotline de commande:
Tel. 041 329 23 40



Par e-mail:
abo@lofficiel.ch



En ligne:
www.lofficiel.ch/subscription/fr

Question 21 –

La Suisse joue-t-elle un rôle dans l'industrie automobile ?

Oui ! Sans les entreprises suisses, les Ferrari ne ronronneraient pas aussi bien, les Volkswagen seraient plus lourdes et les BMW moins confortables. En 2013, les équipementiers automobiles suisses et leurs quelque 24 000 collaborateurs ont réalisé un chiffre d'affaires (CA) de 9 mrd CHF. On retrouve des pièces suisses (et du Liechtenstein) dans presque toutes les voitures fabriquées dans le monde. Une sélection des entreprises les plus grandes et les plus intéressantes. *Par Anja Schulze*

ASETRONICS

Cette entreprise de taille moyenne basée à Berne est spécialisée dans la lumière : on retrouve les **LED** d'Asetronics dans les phares, les clignotants et les feux de position latéraux des véhicules. Les LED sont puissantes, économes et durables. De plus en plus de voitures en sont équipées. Asetronics produit des modules de LED complets et orientables.

AUTONEUM

Avec quelque 10 000 collaborateurs dans le monde et un CA de 2 mrd CHF, cette entreprise de Winterthur se concentre sur le bruit et la température du moteur, deux domaines dans lesquels Autoneum est leader mondial et qui semblent très éloignés. On les retrouve pourtant dans le compartiment moteur des véhicules. Autoneum n'intervient pas sur l'esthétique, mais sans plaques d'insonorisation pour le capot et la **cloison entre le moteur et l'habitacle** ni **paroi de séparation pour compartiment moteur** ou **couvercle de moteur**, les Mercedes ne glisseraient plus, les Lamborghini ne rugiraient plus et les Ferrari ne ronronneraient plus.

BRUSA ELEKTRONIK AG

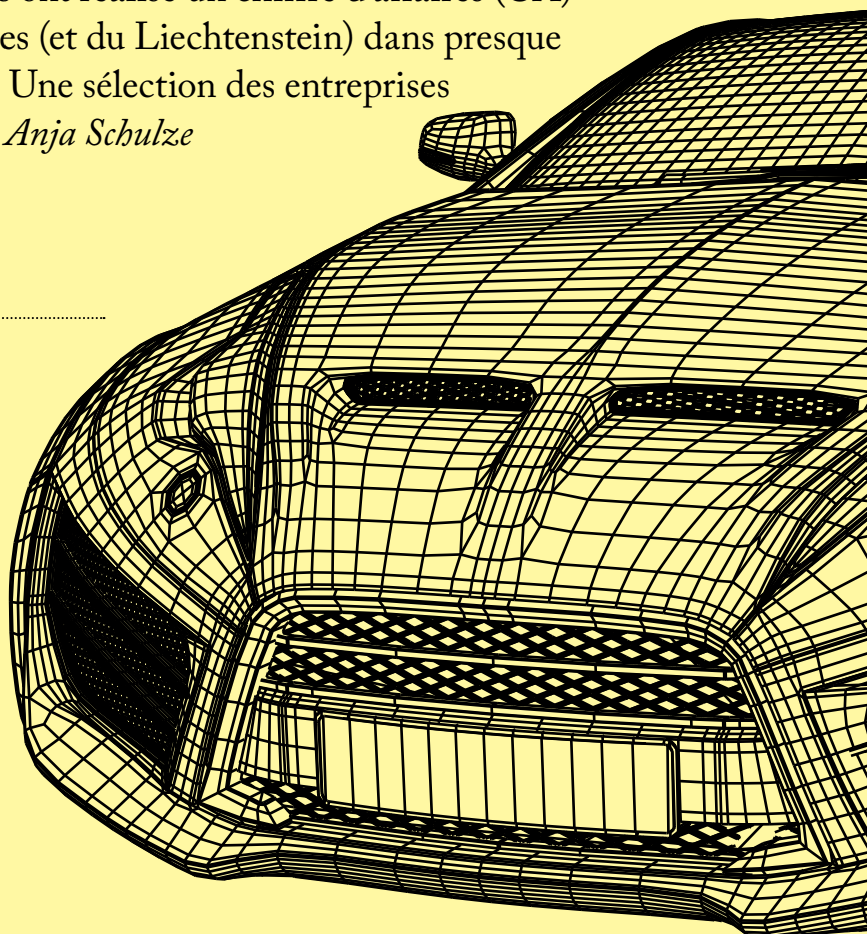
BRUSA, une PME de Rheintal, innove depuis trente ans dans les technologies alternatives et fabrique des **moteurs électriques** pour voitures. Mais un tel moteur ne suffit pas à rendre une voiture électrique. Il faut ajouter un accumulateur électrique qui permette les trajets les plus longs possible. La gamme de produits de BRUSA comprend également des batteries ainsi que des systèmes de chargement pour une recharge éclair.

DGS DRUCKGUSS SYSTEME AG

Cette entreprise de Saint-Gall moule des pièces métalliques, notamment des **boîtiers de commande**, des **pièces de carrosserie** et des **systèmes de frein à main** pour une clientèle internationale. Leurs produits doivent être résistants, précis, fiables et surtout légers. En effet, les voitures doivent consommer moins tout en étant plus confortables et plus sûres. La part d'électronique augmente et il faut limiter le poids. C'est l'objectif que DGS tente d'atteindre en n'utilisant que des métaux légers et en travaillant la forme des pièces moulées.

EMS-CHEMIE

Les éléments en plastique fabriqués par Ems-Chemie sont multiples : **accoudoirs**, **poignées de portière** et **conduites d'essence**. D'ailleurs, Ems-Chemie, dont le siège est à Domat/Ems dans les Grisons, ne les fabrique pas directement. Avec ses clients, elle conçoit la forme et les propriétés de la pièce et livre la matière plastique pour la fabrication. Mais la gamme de produits est vaste : déclencheurs **d'airbag**, **cires** anti-corrosion, **revêtements** contre les projections de graviers, etc.



GLAS TRÖSCH AG

Cette entreprise de 5 300 collaborateurs basée à Bützberg est une spécialiste de la visibilité. Elle fabrique **pare-brise, lunettes arrière, panneaux de toit et vitres latérales** pour des prototypes ou de petites séries. Les vitres de voiture sont plus que du simple verre (de sécurité feuilleté). Elles peuvent proposer de nombreuses autres fonctions (systèmes de chauffage, antenne, protection contre le soleil/la chaleur).

MAXON MOTOR

Cette entreprise du canton d'Obwald et ses 2 000 collaborateurs dans le monde (CA : 360 mio. CHF) fabrique des micromoteurs. Ces tout petits **moteurs électriques** sont cachés, silencieux et fiables. Ils sont indispensables, ne serait-ce que pour faire fonctionner les pompes à carburant et à injection, la direction assistée ou encore la climatisation.

SWISSFLOCK

Cette PME basée à Emmen est spécialisée dans le confort et le design. Elle produit du **flock (revêtement)** en polyamide et en polyester. Ces fibres rasées constituent le revêtement textile des profilés des portières, vitres, vide-poches, joints, boîtes à gants, montants ABC ainsi que certains garnissages des revêtements des portières et du ciel de pavillon. Le flockage intérieur n'est pas seulement esthétique, il évite également la condensation, les vitres grinçantes et rayées et réduit le bruit extérieur.

GROUPE SIKA

Sika, une entreprise zurichoise qui compte 16 000 collaborateurs dans le monde (CA : 5 mrd CHF), est entre autres spécialiste du **renforcement des structures, de l'étanchéité et de l'adhésion**. Ses produits sont destinés aux domaines de la construction et de l'automobile. En effet, on ne construit pas de véhicules qu'en vissant et en soudant, mais aussi en collant pare-brise, toits ouvrants et phares à l'extérieur et revêtements de portières, pare-soleil et ciels de pavillon à l'intérieur. Cette technique est moins chère et plus rapide que le vissage/rivetage et également plus esthétique.

SFS INTEC

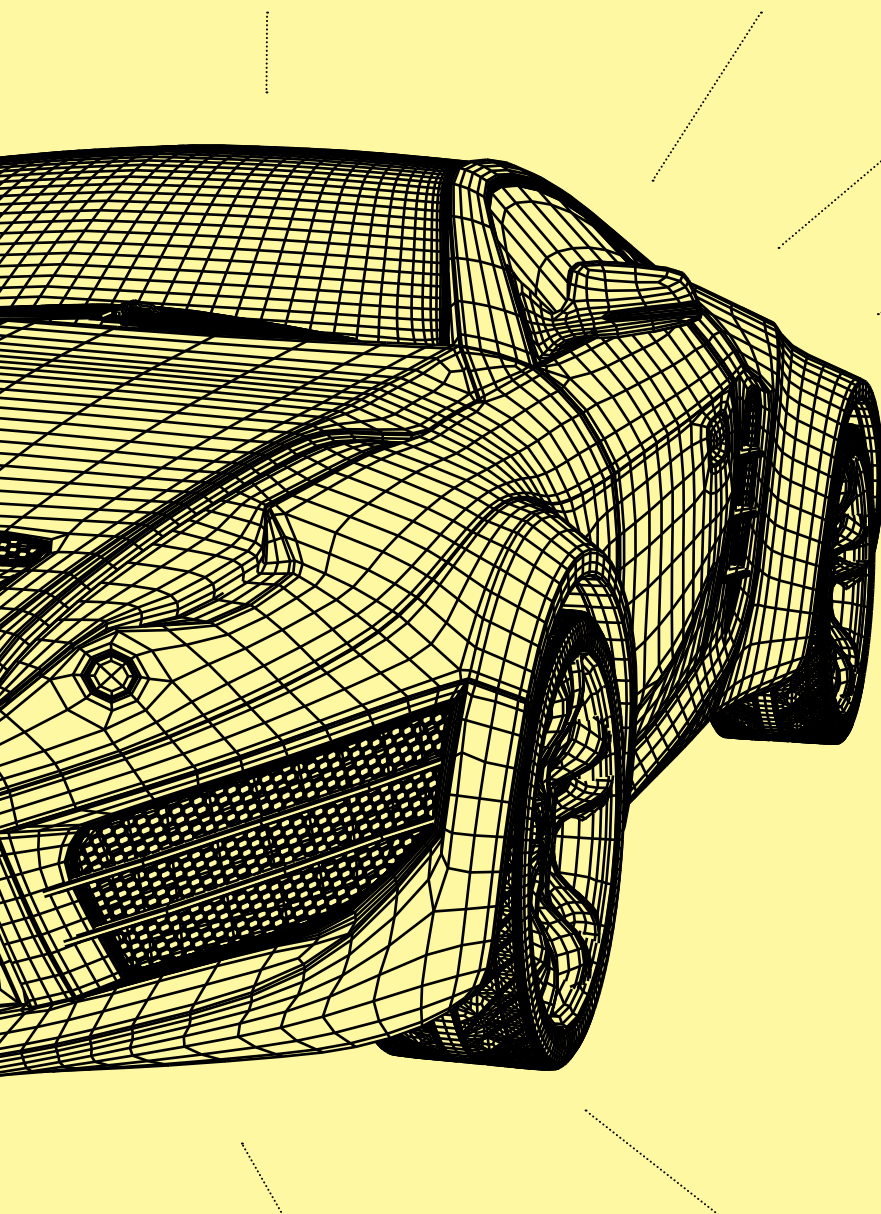
Cette entreprise de la Suisse orientale aux 7 000 collaborateurs et à la clientèle mondiale (CA : 1,3 mrd CHF) propose des pièces moulées de précision en métal et plastique. Ses clients (des sous-traitants) commandent **roues dentées, pinces, filtres et vis** pour ensuite fabriquer des produits tels qu'airbags, systèmes de réglage des sièges et de ceintures de sécurité, freins, capteurs, etc. Si les pièces de voiture ne portent pas la marque SFS, elles contiennent souvent ses produits.

THYSSENKRUPP PRESTA AG

Le plus grand employeur du Liechtenstein (1 700 collaborateurs, 5 000 dans le monde) est également le leader mondial des **systèmes de direction**. Ces derniers relient le volant à l'essieu et assurent les mouvements de direction ainsi que le confort et la sécurité. Les colonnes de direction de Presta sont réglables en hauteur et en longueur et s'enfoncent pour absorber l'énergie en cas d'accident. Elles amortissent les chocs de la chaussée dans le volant et offrent au conducteur une meilleure sensation de la route.

WEIDMANN PLASTICS TECHNOLOGY AG

Avec 800 collaborateurs (CA : 220 mio. CHF), cette entreprise fabrique des pièces en plastique. Parmi celles-ci, on trouve des joints, qui assurent le fonctionnement pratique et la sécurité du véhicule, des **revêtements synthétiques**, qui contribuent aussi au confort et des moulures de seuils éclairées, qui agrémentent l'allure du véhicule. La division Automotive & Industrial a récemment été achetée par le groupe américain Techniplas mais conserve une unité indépendante basée à Rapperswil.



Anja Schulze est professeur de gestion de la technologie et de l'innovation et dirige le « Swiss Center for Automotive Research » (Swiss CAR) de l'Université de Zurich.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

95% des sondés sont fiers des grandes marques suisses connues à l'étranger.

Question 22 –

Qui sont les Genevois ?

Les Genevois sont rarement d'accord entre eux mais se retrouvent sur un point : ils sont Genevois avant tout et tiennent à le rester. *Par Christophe Büchi*

Genève est tout sauf un lieu anodin : empruntant des caractéristiques à la fois aux grandes et aux petites villes, elle peut être profondément déroutante.

Il est peu de villes européennes de cette taille qui aient produit autant de personnalités – ou qui leur aient donné une patrie – que le chef-lieu de la fière « République et canton de Genève ». Au XVI^e siècle, le juriste Jean Calvin a fait de cette ville radieuse ce qu'elle est aujourd'hui : une *res publica* réformée, qui rayonne à l'international et affirme son indépendance jusqu'à l'excès. Jean Calvin n'était pas originaire de Genève mais de la Picardie, dans le nord de la France. C'est cependant Genève qui l'a façonné, et lui qui a façonné Genève.

Jean-Jacques Rousseau, écrivain à succès et philosophe du XVIII^e siècle, à l'origine du thème du retour à la nature et auteur du « Contrat social » réformant l'Ancien Régime, était, quant à lui, un Genevois de pure souche. Après qu'il a été condamné par contumace pour ses écrits jugés antireligieux et que ses livres ont été brûlés dans la ville, il n'a pas cessé, bien que contraint de quitter sa ville natale, de se déclarer fier d'être un *citoyen de Genève*.

Ouverture et étroitesse d'esprit

Parmi les Genevois célèbres, citons aussi le naturaliste Horace-Bénédict de Saussure, l'un des premiers explorateurs du Mont-Blanc, ou encore le général et topographe Guillaume-Henri Dufour, grâce à qui la Suisse est sortie plus ou moins indemne de la guerre du Sonderbund, et Henry Dunant, avec qui il a fondé la Croix-Rouge. Dans cette liste impressionnante, on trouve aussi le psychologue Jean Piaget, qui, même s'il est originaire de Neuchâtel, a enseigné tout au long de sa carrière à Genève. Pour Jean Ziegler, né Hans Ziegler à Thoune, la question est controversée, mais il n'en reste pas moins

l'une des personnalités suisses (genevoises) les plus célèbres dans le monde.

Vifs, cosmopolites et attachés aux grands principes, les Genevois peuvent aussi être querelleurs et mesquins. C'est ainsi qu'un député siégeant au « Grand Conseil » genevois a jeté un verre d'eau à la figure d'un autre parlementaire, et qu'un autre député a organisé une rixe à la cafétéria. Au premier abord, on se croirait parfois dans une farce villageoise. Récemment, un juge genevois a dû juger deux confrères et compatriotes qui s'étaient livrés à une querelle et à des voies de fait un mois durant.

La République de Genève évoque peut-être le fameux *esprit de Genève*, mais elle n'est pas toujours la grande ville de renommée mondiale qu'elle croit être : elle ressemble parfois davantage au village gaulois d'Astérix, dont les habitants ne s'accordent que sur un point, à savoir qu'ils ne sont pas d'accord.

Toujours est-il que les Genevois sont conscients de leurs comportements helvético-gaulois, qu'ils qualifient de « genevoiseries ». Chaque année, la genevoiserie la



Semblable au village gaulois d'Astérix, Genève fait partie de la Suisse depuis seulement deux cents ans.

plus spectaculaire est même récompensée par un prix. Typiquement genevois !

Différents en mieux

En tout cas, les Genevois sont convaincus de ne pas faire les choses comme les autres, et surtout de mieux les faire. L'auteur a souvent entendu cette phrase à Genève de la bouche de personnalités de gauche comme de droite : « Le monde entier (entier !) nous envie notre qualité de vie ! » Le camp bourgeois est fier de sa place financière et de sa prospérité, et les partis de gauche, de l'Etat social (financé par la place financière).

La conviction d'être spécial fait partie de l'inconscient collectif genevois, comme le montre si bien le slogan créé pour promouvoir la ville : « Genève – un monde en soi ». Cela peut paraître présomptueux, mais pas plus que « Zurich – downtown Switzerland ».

Après tout, l'éminent diplomate français Talleyrand lui-même, ayant consenti lors du Congrès de Vienne de 1814-1815, non sans hésitation, à l'entrée de Genève dans la Confédération, n'a-t-il pas lancé un jour : « Il y a cinq continents, et puis il y a Genève ! » En fait, on ne sait si

Talleyrand a vraiment prononcé cette phrase, mais qu'importe, les Genevois se plaisent à reprendre le bon mot.

Genève fait partie de la Suisse depuis deux cents ans, mais ses habitants eux-mêmes semblent l'ignorer. Quand ils partent vers l'est, ils sont encore nombreux à dire «on va en Suisse»; et la route en direction de Nyon s'appelle toujours la «route de Suisse».

Pour autant, cela ne signifie pas que la Genève officielle ne soit pas consciente de son rattachement à la Suisse. Chaque année, le 1^{er} juin, on y célèbre l'«union» de Genève à la Suisse. Cette union est symbolisée par une statue située au bord du lac et composée de deux figures féminines de taille identique qui se tiennent côte à côte, sur un pied d'égalité.

Quoi qu'il en soit, l'union tient. Elle n'est pas étroite mais solide. Car les Genevois, s'ils sont fermement attachés à leur indépendance, sont peu attirés par les sirènes du séparatisme. Leur intelligence leur souffle qu'il n'y a pas de meilleure option pour eux. Intégrer la France? L'idée est peu alléchante. Fonder un Etat libre à la façon de Monaco? N'y pensez pas. Les Genevois savent qu'ils profitent des avantages d'être Suisses autant que la Suisse tire parti de l'appartenance de la ville à la Confédération.

En bref, les Genevois sont nombreux à ne pas chercher coûte que coûte à être Suisses à 100%, mais ils ont encore moins envie de devenir Français ou autres. En fait, ce qu'ils veulent, c'est être Genevois à 100%, et c'est déjà beaucoup. □

Christophe Büchi, né en 1952, a été pendant plusieurs années correspondant en Suisse romande pour la «NZZ». Aujourd'hui encore, il écrit pour le quotidien. L'écrivain, essayiste et journaliste vit à Champéry (VS) et à Lausanne.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

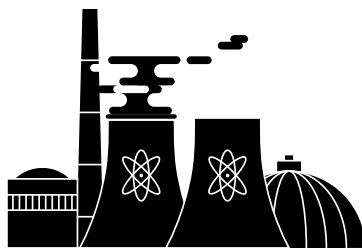
17% des personnes interrogées se sentent appartenir à leur commune de domicile, 31% à la Suisse. L'enquête ne dit pas si les résultats sont différents pour les Genevois.

Question 23 –

Qui a peur du nucléaire?

L'opinion des Suisses alémaniques et des Romands diffère sur l'énergie nucléaire. Pourquoi?

Par Bernadette Sütterlin



Centrales nucléaires : avantages et risques

L'édition actuelle du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse révèle que 20% des personnes interrogées en Suisse alémanique considèrent l'énergie (nucléaire) comme l'un des cinq principaux problèmes suisses. Ce chiffre est divisé par deux (10%) en Suisse romande. En 2010, c'était l'inverse : alors que l'énergie (nucléaire) était problématique pour 21% des Romands, seuls 8% des Suisses alémaniques partageaient cette opinion. Pourquoi ce revirement?

Les Suisses alémaniques et les Romands n'ont pas la même conception des choses. Des études sur les Sinus-Milieus suisses révèlent que les Romands se caractérisent par l'ouverture sur le monde, la soif d'expérience et la modestie, tandis que les Suisses alémaniques privilégient la performance, le statut social et les questions écologiques. Ces différences de perception et ce revirement de tendance ne peuvent toutefois pas être le fruit d'une transformation des valeurs, car celles-ci sont relativement pérennes.

Les enquêtes menées par la chaire «Consumer Behavior» de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) ap-

portent une autre explication. Parallèlement à la perception des risques liés à l'énergie nucléaire, ses avantages plaident en faveur de son acceptation. Et dans ce cadre, ils pèsent davantage dans la balance.

Après Fukushima, la perception de ces avantages a décliné en Suisse alémanique, tandis qu'elle a pris de l'ampleur en Suisse romande, donnant naissance à des tendances opposées en matière d'acceptation de l'énergie nucléaire.

Influence des voisins ?

Les différentes perceptions des avantages pourraient résulter des différentes politiques énergétiques des pays voisins. En raison de la proximité géographique et linguistique, la Suisse alémanique a tendance à s'orienter sur la stratégie de l'Allemagne. Le tournant énergétique confère à ce pays le rôle de précurseur pour la promotion de l'énergie renouvelable, thème récurrent dans les actualités allemandes et alémaniques. La croyance en la concrétisation du tournant énergétique pourrait s'intensifier en Suisse. L'énergie nucléaire ne semble plus indispensable à l'approvisionnement électrique et ses avantages comptent moins pour la Suisse alémanique.

La Suisse romande, elle, est plutôt influencée par la politique énergétique française, au sein de laquelle le nucléaire reste un véritable pilier. C'est pourquoi les Romands accordent plus de crédit aux avantages de cette source énergétique. Ces différentes perceptions induisent des différences au niveau de l'acceptation du nucléaire et de la sensibilisation aux enjeux énergétiques. □

Bernadette Sütterlin est professeur et collaboratrice scientifique à la chaire «Consumer Behavior» de l'«Institute for Environmental Decisions» de l'EPFZ. Ses recherches sont axées sur les questions énergétiques.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

La «barrière de röstis» en matière d'énergie (nucléaire) : 20% des Alémaniques la considèrent comme problématique, contre seulement 10% des Romands.

Question 24 –

Avez-vous une vision pour la Suisse, M. Snozzi ?

A 82 ans, le Tessinois Luigi Snozzi est l'un des architectes suisses les plus connus, mais il a peu construit. Pourquoi ? *Par Simon Brunner (interview) et Andri Pol (photo)*

M. Snozzi, le magazine culturel « Du » vous a consacré tout un numéro. Vous avez enseigné à l'EPFL, à l'EPFZ et en Sardaigne. Vous avez remporté de nombreux prix, reçu des titres honorifiques, il y a eu des expositions sur vous. Mais peu de constructions : quel est votre bilan ?

J'ai 82 ans. J'ai participé à une centaine de concours publics, j'en ai remporté 30, mais je n'ai pu en réaliser qu'une poignée.

Pourquoi ?

Je l'ignore. Franchement.

Etes-vous trop tétu ?

Jusqu'à 40 ans, je n'ai rien laissé passer. Aujourd'hui, je suis un peu plus malin. Un architecte qui ne fait aucune concession est faible, alors que certains compromis peuvent faire avancer des projets.

Etes-vous trop cher ?

Non. Mes projets ont toujours été relativement peu onéreux.

Mais alors, n'avez-vous pas assez respecté les directives des concours ?

Il est certain que j'aime modifier l'environnement dans mes propositions, en redessinant les rues par exemple. C'est ce qu'il y a de pire pour une commune, car cela engendre des dépenses importantes.

Quel projet regrettez-vous le plus ?

Les logements de Brissago (j'avais proposé une excellente solution) et un gros projet aux Pays-Bas qui redéfinissait la situation des métropoles avec un énorme viaduc ferroviaire circulaire au centre. A Vaduz, j'ai réalisé un grand plan d'aménagement pour le nouveau centre-ville, qui n'a jamais été concrétisé. Tout comme l'église de la ville : j'ai remporté le concours, mais c'est un autre qui l'a construite.

Vous devez être particulièrement aigri...

Non, chacun son destin. Le mien a commencé tôt. Dans ma jeunesse, j'étais très à gauche ; mon ancien associé Livio Vacchini se plaignait : « Tu fais trop de

Etes-vous trop cher ?
« Non, mes projets ont toujours été relativement peu onéreux. »

politique, on n'a rien à construire. » Pour certains donneurs d'ordre, nous étions exclus d'emblée. Nous nous sommes finalement séparés pour une brouille : j'ai dessiné les plans d'un lotissement sans

bidets, il n'était pas d'accord. A partir de là, nous avons pris des voies différentes, mais nous sommes restés très bons amis.

Vous avez toujours été un marginal.

Oui. Je suis très connu à cause du village de Monte Carasso, que j'ai restructuré et développé autour d'un nouveau centre. Mais le canton du Tessin ne l'a jamais apprécié. Le village a obtenu de nombreux prix et une reconnaissance internationale, c'est pourquoi on le tolère. Mais personne ne s'intéresse à ce que l'on peut en apprendre, c'est trop radical : abrogation de lois, interventions massives de l'architecture, l'« establishment » n'aime pas cela.

Vous avez toujours répété à vos étudiants : « Prenez les instructions et renversez-les : il n'en ressortira que du bon. » Au final, est-ce plus facile d'être non-conformiste que de suivre les règles ?

Ce n'est pas si simple. Quand les règles sont idiotes, on est tenu de les enfreindre. Mais quand elles sont bonnes, on doit les respecter. A Monte Carasso, par exemple, nous avons seulement quelques lois, dont certaines remontent au XV^e siècle.

Quelle est la mission centrale d'un architecte ?

Refaire ce qui est bien. J'ai toujours dit à mes étudiants qu'un bon architecte devait



« Quand les règles sont idiotes, on est tenu de les enfreindre » : le professeur d'architecture à la retraite Luigi Snozzi dans ses archives.

Esquisse de Luigi Snozzi pour cette interview.

1:05

« Mon idée était d'axer l'école de Mendrisio sur une seule problématique : urbanisation et avenir des villages. »

0:20

« Je regrette un projet aux Pays-Bas qui redéfinissait la situation des métropoles avec un énorme viaduc ferroviaire circulaire au centre. »

0:05

« J'ai participé à une centaine de concours publics, j'en ai remporté 30, mais je n'ai pu en réaliser qu'une poignée. »

1:40

« La Casa Kalman réunit un grand nombre de mes réflexions sur le paysage et l'architecture. (...) Je travaille toujours contre la nature, jamais avec elle. On le voit bien ici. »

0:35

« Finalement, mon ancien associé Livio Vacchini et moi nous sommes séparés à cause d'une brouille : j'ai dessiné les plans d'un lotissement sans bidets. »

1:20

« J'aimais demander à mes étudiants de faire des plans de maisons individuelles : c'est beaucoup plus compliqué que des immeubles ou des quartiers entiers. On doit tout redessiner à chaque fois, ce n'est jamais la même chose. »

être un voleur et un boucher. L'un des meilleurs architectes de notre époque, le Portugais Álvaro Siza, est le plus gros voleur de tous : il pique des idées partout. Mais voler, c'est difficile, il faut s'approprier le bien volé. Et peu savent le faire.

Et pourquoi un boucher ?

L'architecte doit être brutal. J'ai toujours construit contre la nature ; il ne faut pas avoir peur de détruire.

Comment abordez-vous un projet ?

En tant qu'architecte, je ne peux répondre qu'à une question à la fois. Quand il y en a deux, je dois en supprimer une. Chaque projet est la réponse à un défi spécifique. Si l'on n'en tient pas compte, on est perdu.

De nombreux architectes suisses célèbres ont été vos élèves.

Oui. J'en ai même recalé quelques-uns. Les grands architectes sont des élèves difficiles, ils ont peu de discipline et souvent, ils ne s'en tiennent pas à la mission donnée, comme Roger Diener.

Vous-même n'avez jamais respecté les règles. Vous n'étiez pas compréhensif ?

On doit d'abord savoir suivre les règles du jeu avant de pouvoir les enfreindre. Mais j'ai toujours reconnu le talent.

Appréciez-vous l'architecture contemporaine ?

Les stars dirigent aujourd'hui de grandes agences de 300 salariés. Je trouve que la qualité en pâtit. Le chef ne peut pas s'impliquer partout. Et de nombreux architectes contemporains pensent qu'ils doivent réinventer la roue à chaque fois. Mais il n'y a rien à inventer dans l'architecture, il faut juste considérer habilement le passé. Ce besoin de toujours trouver une originalité dans l'architecture me dérange.

Que pensez-vous de la construction durable et de Minergie ?

Rien. L'architecte doit construire un toit entre la terre et le ciel et créer un rapport avec le sol. Il en va ainsi depuis les pyramides d'Égypte. L'architecture doit être au premier plan, rien d'autre.



« Le reste ne m'intéresse plus » : la Casa Kalman de 1976 à Brione.

Vous avez toujours été à gauche, mais vous n'avez jamais défendu l'environnement. J'ai toujours été contre les Verts. Ils établissent trop de règles qui conduisent parfois à l'inverse de ce qu'elles devraient faire. Et puis j'aime bien ma voiture, et j'adore les avions et les aéroports.

Avez-vous une vision de la Suisse dans cinquante ans ?

Non.

Vraiment pas ?

Je trouve qu'on devrait vivre dans l'instant présent. En cela, je suis un peu Chinois. Je ne me projette pas beaucoup dans le futur. Nous devons d'abord résoudre les problèmes actuels.

Si vous étiez urbaniste...

Je vous arrête tout de suite : l'urbanisme et l'architecture ne sont pas deux disciplines distinctes. Je ne comprends pas comment une personne peut faire des plans et une autre les exécuter. Personnellement, je supprimerais les cursus d'urbanisme. Selon moi, c'est indissociable.

Comment cela ?

Je vous donne un exemple : lorsque l'Académie d'architecture de Mendrisio était à l'étude, Mario Botta m'a demandé de l'aide pour l'organisation. Mon idée

était d'axer l'école sur une seule problématique qui réunissait planification et construction d'habitations, c'est-à-dire urbanisation et avenir des villages : Milan, par exemple, s'étend jusqu'au Tessin et englobe de petites communes qui s'opposent et se recroquevillent sur elles-mêmes. Je trouve cela néfaste. Mon idée était d'accueillir la ville et de l'intégrer. Mais cela implique aussi de sacrifier parfois la moitié d'un village.

Laissez-nous deviner : cela ne s'est pas fait ?

M. Botta a préféré une super-université internationale. Nous nous sommes donc éloignés l'un de l'autre. Certes, nous nous saluons toujours et nous avons déjeuné ensemble aujourd'hui, mais la relation reste tendue.

« Un architecte doit être brutal. J'ai toujours construit contre la nature. »

Quelle est la discipline la plus difficile pour un architecte ?

J'aimais demander à mes étudiants de faire des plans de maisons individuelles : c'est beaucoup plus compliqué que des immeubles ou des quartiers entiers. On doit tout redessiner à chaque fois, ce n'est jamais la même chose. Et il n'y a pas de répétitions, qui sont si importantes pour le rythme architectural.

Les donneurs d'ordre sont exigeants, eux aussi.

Le bâtisseur d'une maison individuelle est le client le plus difficile. Il pense à ses désirs spécifiques, tandis que l'architecte veut construire une maison qui résout un problème général. Deux de mes donneurs d'ordre sont décédés pendant les travaux de construction. Si j'avais tenu compte de toutes leurs exigences, les héritiers n'auraient jamais pu revendre. Un bon architecte ne construit pas pour le propriétaire.

Mais vous ne pouvez pas lui dire cela...

Je ne suis pas diplomate, et cela m'a toujours joué des tours. Je me suis battu

un an et demi avec une cliente de 75 ans. Au bout du compte, je lui ai dit que je construirais la maison comme je l'entendais, pas autrement. C'était le contraire de ce qu'elle voulait. Elle exigeait du bois, j'ai fait du béton. Elle voulait un toit à pignon, j'ai fait un toit-terrasse. Elle voulait des volets, je n'en ai mis aucun.

Et ? A-t-elle payé ?

Oui, elle était enchantée. J'avais construit la maison qu'il fallait.

L'architecte doit-il faire le bonheur des gens malgré eux ?

Il faut parfois ouvrir les yeux au client.

Quelle est votre plus belle maison ?

La Casa Kalman est la seule maison où je me rende encore aujourd'hui et où je me sente bien. Toutes les autres ne m'intéressent plus.

Pourquoi ?

Elle date de 1976 et réunit un grand nombre de mes réflexions sur le paysage et l'architecture. Mon ami et lauréat du prix Pritzker, Paulo Mendes da Rocha, disait : « La nature, ça ne vaut rien. » Il voulait dire que le paysage n'est pas fait pour les hommes, on doit le modifier. Cela correspond assez bien à ma philosophie : je travaille toujours contre la nature, jamais avec elle. On le voit bien avec la Casa Kalman.

M^{me} Kalman est ma grand-mère. Lorsqu'elle a vu la maison pour la première fois, elle a demandé, choquée : « Est-ce que je pourrai la revendre ? »

Je l'ignorais. C'est une femme exceptionnelle. J'étais récemment dans l'une des plus grandes universités anglaises : il y a des maquettes de la maison Kalman partout, tous les étudiants en architecture la connaissent.

Il y a constamment des étudiants qui passent et qui veulent l'observer.

C'est incroyable, l'importance qu'elle a encore aujourd'hui, bien qu'elle soit très petite et qu'elle ait coûté peu d'argent.

Vous n'avez jamais voulu construire votre propre maison. Pourquoi ?



« Un nouveau centre du village » : Luigi Snozzi s'est fait connaître avec Monte Carasso. Ce village était mité et tombait en ruine ; Luigi Snozzi l'a restructuré dans les années 1970.

Photos : 1. Immeuble d'habitation de l'ancien maire ; 2. Ancien couvent des Augustines que Luigi Snozzi a transformé en une école primaire et un centre culturel et de loisirs ; 3. Maison privée ; 4. Installation sportive.

La manière dont je vis n'est pas importante. J'ai toujours vécu dans des logements tout à fait normaux.

Expliquez-nous.

Je vis à Locarno depuis 1958, mais je me suis battu pendant des années avec la commune. En 1989, j'ai remporté le concours pour le réaménagement de la Piazza Grande : il n'a jamais été mis en œuvre. Je ne ferai plus rien pour la commune, le dialogue est rompu. Mais ma patrie n'est pas à Locarno, c'est le lac Majeur. C'est plus calme là-bas.

Comment avez-vous évolué au fil des années ?

Je ne sais pas. Il me semble que je pense de la même manière. Ma ligne reste plutôt droite. □

Luigi Snozzi est né en 1932 à Mendrisio. Il est l'un des architectes tessinois les plus connus, mais il a moins construit que ses contemporains Mario Botta, Livio Vacchini ou Aurelio Galfetti. Luigi Snozzi est professeur d'architecture à la retraite et dirige une petite agence à Locarno. Il a trois filles.

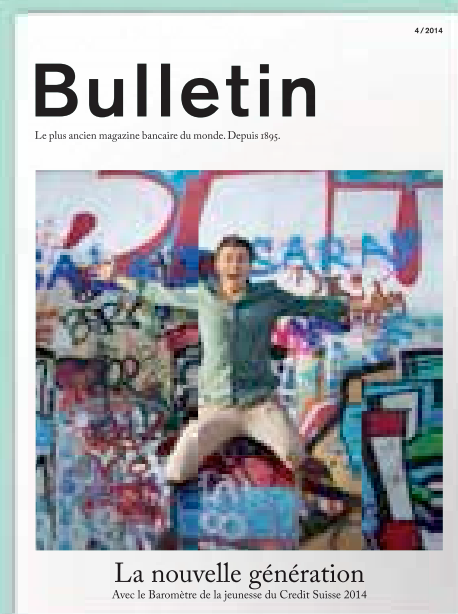
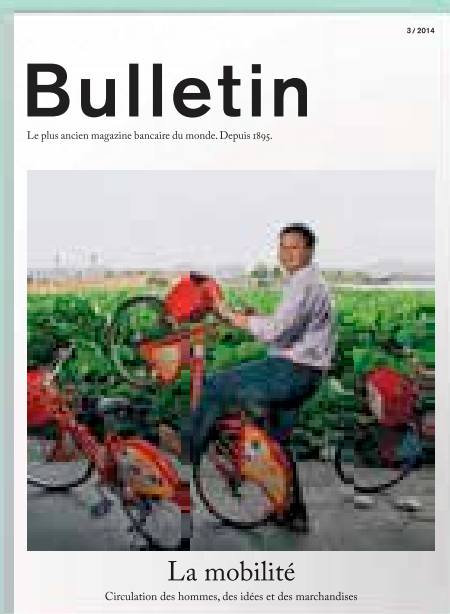
CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

14% des personnes interrogées sont fières des paysages suisses.

**Dans
l'App Store**

L'application «News & Expertise»
est proposée avec le nouveau
Bulletin et d'autres publications
actuelles, articles et vidéos
du Credit Suisse.

Abonnez-vous au Bulletin ...



... ou commandez gratuitement
d'autres publications du Credit Suisse à l'adresse
www.credit-suisse.com/shop (Publishop).

Les newsletters électroniques sur l'économie, la société,
la culture et le sport sont disponibles à l'adresse
www.credit-suisse.com/newsletter/fr.



Question 25 –

Comment sauver les assurances sociales ?

Du point de vue scientifique, comment assurer l'AVS, la caisse de chômage et les soins de santé ? La réponse est claire, mais difficile à appliquer : il faut une réforme des assurances sociales dans le sens d'une politique d'investissement social. *Par Silja Häusermann*



Qui paiera ma retraite ? Les jeunes n'ont pas de lobby politique pour défendre leurs droits.

Chaque année, les inquiétudes concernant la stabilité des assurances sociales se classent en tête du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse. Compte tenu du faible taux de chômage en Suisse, des prestations relativement généreuses des principales aides sociales et de la gestion financière équilibrée des assurances sociales (OFAS 2013), cela peut surprendre à première vue. Ces inquiétudes reflètent toutefois les défis économiques et démographiques auxquels sont confrontés tous

les Etats sociaux des démocraties occidentales : dynamisme économique fléchissant, faible natalité et allongement de l'espérance de vie, conjugués à un scepticisme politique général vis-à-vis de l'immigration.

La combinaison de ces défis crée un contexte d'« austérité permanente » (Piereson 2001). Pour faire simple, le budget de la politique sociale est serré et le restera. Cela soulève des questions difficiles : en période de croissance économique faible,

comment générer à long terme des recettes fiscales suffisantes pour couvrir les principaux risques de la vie ? Et si l'argent venait à manquer, quels seraient les risques prioritaires ? Qui financera les retraites des générations futures ? Comment assurer des soins de santé de qualité pour tous ? Et comment préserver la solidarité entre les couches sociales, les générations et d'autres groupes à risque ?

Réduction drastique ou verrouillage ?

La recherche en politique sociale a longtemps été dominée par la question de savoir lequel de ces deux scénarios était le plus probable dans le contexte actuel : une réduction drastique des prestations sociales ou un verrouillage des réformes (« encroûtement » des assurances sociales). Les deux scénarios bénéficient d'arguments convaincants. La réduction se justifie par des contraintes financières et un renforcement des intérêts des employeurs face aux revendications sociales. Mais la grande popularité des assurances sociales pourrait dissuader les politiques d'en réduire les prestations.

Tant pour la Suisse que pour les autres Etats-providence européens, la recherche n'a pas pu à ce jour apporter de données empiriques concernant l'un ou l'autre scénario. La difficulté que l'on observe clairement dans les réformes appliquées jusqu'à aujourd'hui s'explique par le fait que les deux scénarios de réduction ou de défense du statu quo ne couvrent pas l'ensemble des options de réforme de politique sociale. On peut s'en réjouir, car ni une réduction drastique ni un blocage des réformes ne permettraient une stabilisation à long terme, voire le sauvetage, de la sécurité sociale globale.

Accès restreint

Le choix ne se limite pas à une réduction ou à une extension des assurances sociales. Celles-ci peuvent aussi, et surtout, être réformées, en optant pour une vision à court ou à long terme. La vision à court terme du changement social est la défense et le maintien des assurances sociales existantes, mais uniquement pour une partie limitée de la société. Cette option de réforme est appelée dans la recherche

« dualisation » de l'Etat-providence (Emmenegger et al. 2012), à savoir une sécurité sociale généreuse pour un noyau de bénéficiaires parallèlement à une marginalisation d'un nombre croissant de rejetés du système social. Concrètement, cela signifie que certains groupes se voient refuser l'accès aux prestations sociales régulières établies. Dans le cadre de la réforme suisse de l'assurance-chômage 2010, par exemple, l'accès aux prestations de l'AC a été rendu plus difficile pour les jeunes travailleurs et les femmes souhaitant réintégrer la vie professionnelle, tandis que les prestations pour les employés réguliers restaient inchangées. Des prestations limitées ou minimales pour les employés

« Les assurances sociales ne peuvent pas seulement être réduites ou étendues, mais aussi être réformées. »

atypiques (jeunes ou étrangers) sont des exemples de réformes de dualisation répandues. Elles sont généralement qualifiées de « renforcement du principe d'assurance » (en opposition au principe de solidarité). En d'autres termes, les personnes qui paient plus de cotisations (grâce à des revenus plus confortables) reçoivent de meilleures prestations. A court terme, cette approche permet bien une stabilisation des assurances sociales. A long terme, cela risque de saper les fondements de la cohésion sociale et de mettre ainsi en danger la sécurité sociale dans son ensemble.

Politique d'investissement social

Un autre type de réforme plus stable à long terme, mais autrement plus difficile à réaliser politiquement, consiste en un renforcement de la politique d'investissement social. Celle-ci repose sur l'idée que la politique sociale doit soutenir la capacité de travail de la population plutôt que d'uniquement compenser les pertes de revenus (Morel et al. 2012). Assurer à long terme la prévoyance vieillesse, les allocations de chômage ou les soins de santé im-

plique des investissements en capital humain : enseignement dès la petite enfance, formation et formation continue à tous les niveaux. Cela nécessite des structures de soutien de l'activité : soins aux enfants et aux personnes âgées, activation des chômeurs, sécurité sociale des employés atypiques.

Ces investissements doivent couvrir toute la société pour d'une part promouvoir la cohésion sociale et d'autre part créer à long terme les bases économiques nécessaires au financement des assurances sociales. L'orientation de l'assurance-chômage et de l'assurance-invalidité suisses vers l'activation des demandeurs d'emploi ou des personnes invalides va dans ce sens. Les efforts de réforme pour le développement de l'accueil extrafamilial des enfants ou pour l'inclusion des travailleurs atypiques dans la prévoyance professionnelle font partie de la politique d'investissement social mais n'avancent que lentement en Suisse.

La clé de la sauvegarde durable des assurances sociales réside donc dans la valorisation et l'activation du capital humain. Hélas, c'est justement là l'option la plus difficile à appliquer. La dualisation, la réduction et le statu quo sont plus simples. Cela est dû en outre au fait que les bénéficiaires directs à court terme d'une telle politique (les jeunes, les travailleurs atypiques, les personnes peu ou mal qualifiées, ainsi que de nombreuses femmes travaillant à temps partiel) n'ont pas de lobby politique et économique fort, par comparaison aux entreprises et aux employeurs d'une part et aux intérêts de la majorité des travailleurs d'autre part.

L'extension de la politique d'investissement social en plus des prestations sociales existantes se heurte donc souvent à une résistance politique. Et un transfert des ressources de garantie des revenus vers l'investissement social affecte les intérêts directs des personnes actuellement bien assurées.

L'expérience montre que de telles réformes ne réussissent dès lors (surtout en Suisse) qu'en cas de formation de larges coalitions regroupant les camps politiques de la gauche et de la droite (Häusermann 2010, Bonoli et Natali 2012). La

polarisation croissante du paysage politique suisse représente toutefois un sérieux problème justement pour ce genre de large coalition, et donc aussi pour la garantie durable des assurances sociales.

Silja Häusermann est professeur en sciences politiques à l'Université de Zurich. Ses livres et études, dans lesquels elle compare les Etats-providence de pays occidentaux, ont été plusieurs fois récompensés.

Bibliographie :

- Giuliano Bonoli et David Natali (2012). « The Politics of the New Welfare State ». Oxford : Oxford University Press.
- OFAS, Office fédéral des assurances sociales (2013). « Statistique des assurances sociales suisses ». Berne.
- Patrick Emmenegger, Silja Häusermann, Bruno Palier et Martin Seeleib-Kaiser (2012). « The Age of Dualization. The Changing Face of Inequality in Deindustrializing Societies ». Oxford : Oxford University Press.
- Silja Häusermann (2010). « The Politics of Welfare State Reform in Continental Europe. Modernization in Hard Times ». New York : Cambridge University Press.
- Nathalie Morel, Bruno Palier et Joakim Palme (2012). « Towards a Social Investment Welfare State ? » Bristol : Policy Press.
- Paul Pierson (2001). « The New Politics of the Welfare State ». Oxford : Oxford University Press.

CREDIT SUISSE · BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS 2014

37% des personnes interrogées s'inquiètent pour l'AVS, seuls le chômage et les questions liées aux étrangers sont considérés comme des problèmes encore plus sérieux.

CREDIT SUISSE

Suisse et étranger

**POUR UNE POLITIQUE
OFFENSIVE**

p. 70

1 – INQUIÉTUDES
DES SUISSES

p. 54

2 – SITUATION ÉCONOMIQUE

p. 57

3 – CONFIANCE

p. 59

4 – REPRÉSENTATION
DE LA SUISSE

p. 64

5 – DANGERS POUR
L'IDENTITÉ

p. 67



Téléchargez
l'intégralité
de l'enquête sur :
[www.credit-suisse.com/
barometre/
preoccupations](http://www.credit-suisse.com/barometre/preoccupations)

Qu'est-ce qui préoccupe les Suisses ? A qui font-ils confiance, à quoi s'identifient-ils ? Depuis plus de quarante ans, le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse s'enquiert du moral de la nation.

Cette enquête représentative, inaugurée en 1976, évalue l'état d'esprit des citoyens et établit des comparaisons par année. Que faut-il retenir de l'édition 2014 ? Comme toujours, le chômage est en tête des préoccupations des Suisses. Ceux-ci témoignent une grande confiance à l'égard de la Banque nationale et considèrent que c'est la neutralité qui représente le mieux le pays. Les personnes interrogées sont satisfaites de la situation économique actuelle et à venir. S'agissant toutefois des étrangers résidant en Suisse et des relations du pays avec l'UE, les réponses sont ambivalentes. Une majorité souhaite une position plus franche des dirigeants politiques sur la scène internationale. Les principaux résultats du Baromètre des préoccupations sont résumés en cinq articles et deux évaluations spéciales. Dans un débat animé, Stéphane Rossini, président entrant du Conseil national, et Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers, discutent des résultats.

La rédaction

L'enquête : entre le 28 juillet et le 16 août 2014, l'institut de recherches gfs.bern a réalisé, pour le compte du Credit Suisse et en collaboration avec lui, une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1 010 personnes disposant du droit de vote et résidant en Suisse. L'erreur d'échantillonnage statistique est de $\pm 3,2\%$. L'évaluation scientifique des

études « Les votants se méfient de la conjoncture actuelle positive » (Baromètre des préoccupations du Credit Suisse 2014) et « Démarcation et relations avec l'UE : moteurs de l'identité suisse » (Baromètre d'identité du Credit Suisse 2014) est le résultat d'un travail d'équipe réalisé par Claude Longchamp, Lukas Golder,

Martina Imfeld, Thomas Milic, Stephan Tschöpe, Meike Müller, Philippe Rochat, Cloé Jans et Johanna Schwab.

Les évaluations réalisées pour le Bulletin ont été effectuées par Andreas Schiendorfer (*sch*).

Illustrations : QuickHoney.

1 – LES INQUIÉTUDES DES SUISSES

Nos préoccupations

Le chômage est considéré comme le principal problème de la Suisse, mais seuls 7% des personnes interrogées craignent de perdre leur emploi l'année prochaine.



La crise européenne préoccupe un Suisse sur six (tendance à la hausse).

L'éventail des préoccupations de la population s'est élargi. Le chômage reste la plus importante. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent aussi de la question des étrangers.

> Suite page 56

Entre parenthèses : comparaison avec l'année précédente en points de pourcentage

PLUS
d'un tiers
de la population
s'accorde sur les trois
principaux problèmes
de la Suisse.

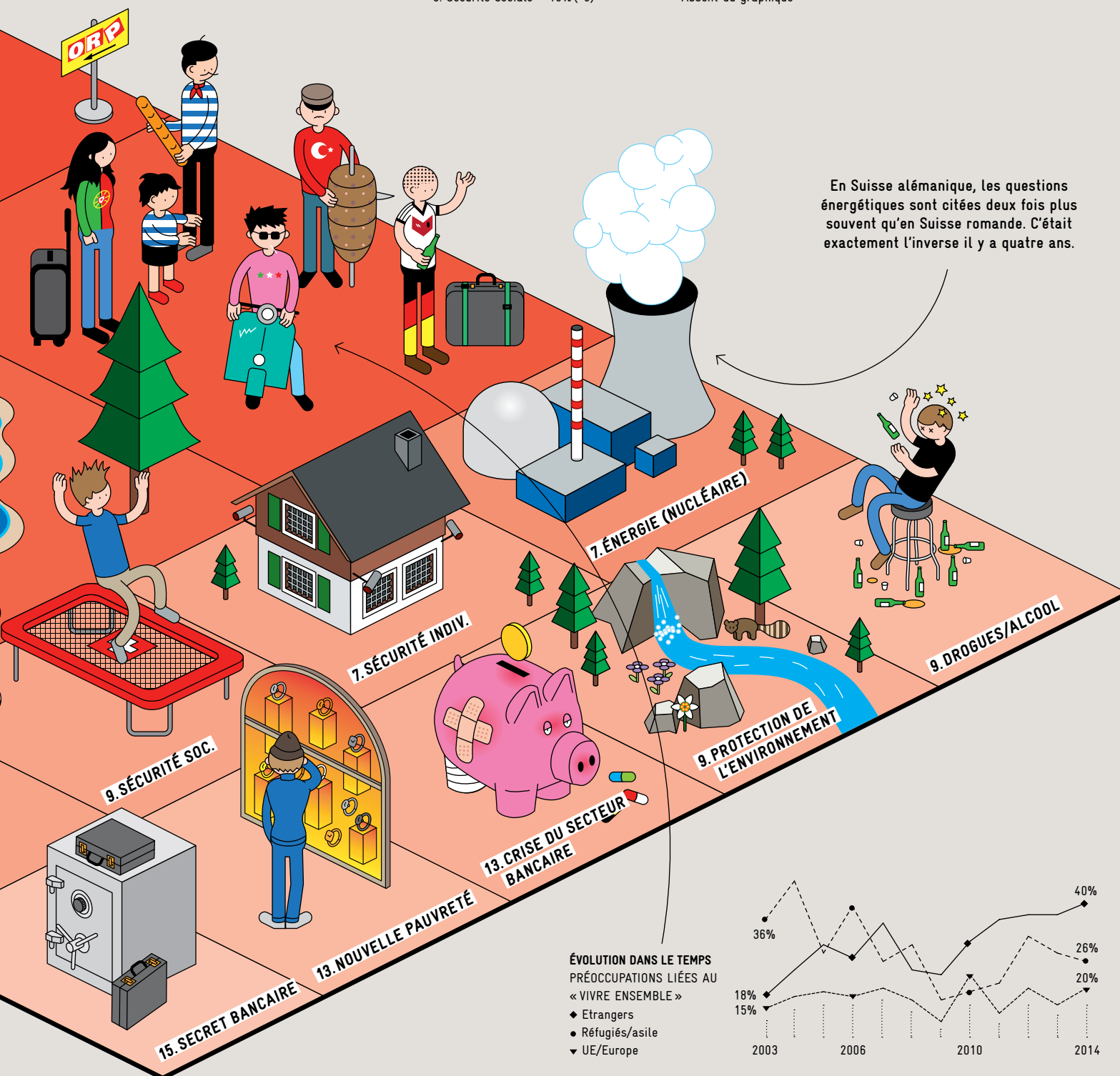
Fig. 1: PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DE LA POPULATION SUISSE

LE CLASSEMENT

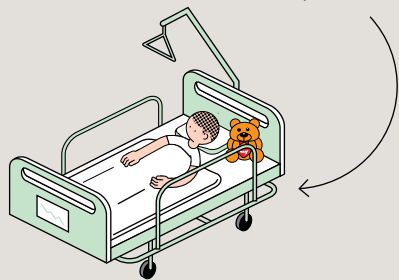
« Veuillez désigner les cinq questions que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants de la Suisse. »

- | | |
|-------------------------------------|--|
| 1. Chômage – 51% (+7) | 9. Cours de l'euro – 16% (+1) |
| 2. Etrangers – 40% (+3) | 9. Drogues/alcool – 16% (+2) |
| 3. Prévoyance vieillesse – 37% (+8) | 9. Protection de l'environnement – 16% (-) |
| 4. Réfugiés – 26% (-2) | 13. Crise du secteur bancaire – 14% (+3) |
| 5. Santé – 23% (+2) | 13. Nouvelle pauvreté – 14% (-4) |
| 6. UE – 20% (+4) | 15. Secret bancaire – 12% (-) |
| 7. Energie (nucléaire) – 17% (-2) | 15. Circulation/NLFA – 12% (-1)* |
| 7. Sécurité individuelle – 17% (-7) | |
| 9. Sécurité sociale – 16% (-5) | |

*Absent du graphique



Santé : une préoccupation pour seulement 23% (64% en 2001).



Pour 51% des Suisses, le chômage fait partie des cinq problèmes les plus importants du pays; depuis 2003, il constitue la principale préoccupation des Suisses (par rapport à l'année précédente: +7 points de pourcentage [pp]). On peut se demander s'il s'agit de l'expression d'une solidarité nationale, car la sécurité de son propre emploi ne joue pas un rôle prépondérant. Seuls 7% des Suisses craignent de perdre leur emploi au cours de l'année suivante, et seuls 14% qualifient leur emploi de «plutôt incertain» ou «pas du tout sûr». Or cette préoccupation est également fondée: sur le long terme, on observe qu'il existe une forte corrélation entre le taux de chômage effectif et la perception du chômage en tant que préoccupation. Bien que le taux de chômage soit élevé avec 3%, on est encore loin des records de 1993 (89% – chômage 4,5%) ou 2010 (76% – 3,9%) malgré une augmentation de la valeur minimale de l'an dernier.

La proportion d'étrangers attise les peurs

La deuxième place, avec 40% cette fois, est occupée par la question des étrangers, les préoccupations ayant continué à croître avec l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse» (+3 pp). Comme pour le chômage, on observe une corrélation avec la réalité: si le pourcentage d'étrangers est élevé (actuellement environ 23,8%, voire 33,2% chez les 20-39 ans), davantage de personnes mentionnent ce thème dans leurs préoccupations.

Les demandeurs d'asile, en quatrième position, constituent une catégorie particulière d'étrangers. Comme précédemment, ils sont considérés comme un problème par 26% de la population (-2 pp). Ce chiffre est certes élevé, mais incomparable avec les valeurs maximales de 2004 (45%). Ici encore, ce chiffre augmente et

diminue selon le nombre réel de demandeurs d'asile en Suisse.

L'AVS et la santé en bonne position

A la troisième place, on retrouve l'AVS, autre préoccupation récurrente. 37% des Suisses sont préoccupés par la prévoyance vieillesse. Beaucoup de personnes interrogées s'inquiètent probablement de savoir si leur rente est bien assurée. En Suisse alémanique, la prise de conscience de ce problème est un peu plus élevée qu'en Suisse romande; elle est bien plus importante chez les plus de 70 ans (55%) que chez les moins de 30 ans (33%).

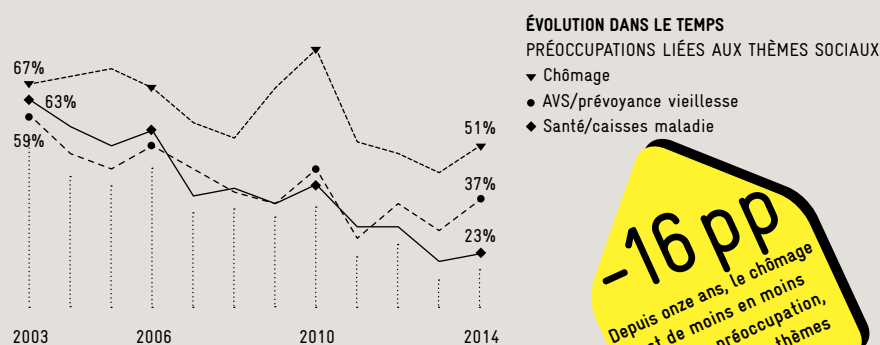
Placée à la cinquième position, la santé n'est considérée comme une préoccupation que par 23% de la population (+2 pp). La situation était tout autre en 2001 avec un record de 64%, mais la lutte

quatre domaines: en Suisse romande, le chômage et les étrangers sont beaucoup plus considérés comme un problème qu'en Suisse alémanique, où les préoccupations sont axées sur les questions de politique énergétique et la prévoyance vieillesse.

Les différences spécifiques aux genres sont minimales dans la plupart des domaines, mais on peut dire que les femmes sont particulièrement préoccupées par la prévoyance vieillesse et la santé.

Si l'on considère les différences villes-campagnes, on observe que la population rurale est davantage préoccupée par le chômage, la question de l'asile et la crise de l'euro que celle des agglomérations et des grandes villes.

Finalement, les différences entre les groupes sont rarement plus grandes que la marge d'erreur statistique. Il existe donc



-16 pp
Depuis onze ans, le chômage est de moins en moins source de préoccupation, comme d'autres thèmes sociaux.

réussie contre l'augmentation des primes d'assurance maladie pourrait avoir joué un rôle dans cette diminution. Il sera intéressant d'observer comment cette valeur évoluera l'an prochain, lorsque les primes auront de nouveau augmenté.

Derrière les relations avec l'Union européenne (20%), six phénomènes constituent des préoccupations pour près d'un Suisse sur six (17% ou 16%). Outre la dépendance aux drogues et à l'alcool et le cours de l'euro, deux thèmes ont enregistré une baisse continue: la sécurité individuelle et la sécurité sociale. A l'inverse, depuis 2009, la protection de l'environnement et les questions énergétiques ont pris de l'importance, même si actuellement ces deux sujets reculent légèrement.

Suisse romande contre Suisse alémanique

Si l'on compare les groupes linguistiques, de nettes différences apparaissent dans

en Suisse une prise de conscience assez homogène des problèmes, et celle-ci est souvent liée aux faits réels. Ces connaissances constituent une bonne base pour des débats politiques. (schi) □

2 – SITUATION ÉCONOMIQUE

Presque aucun nuage à l'horizon

Si les Suisses sont globalement satisfaits de leur situation économique, le moral est en berne pour les couches disposant de revenus élevés. La majorité des Suisses expriment un certain optimisme concernant l'évolution de la conjoncture.

C'est en Suisse centrale que l'on observe la confiance la plus prononcée relative à la situation économique.



Les Suisses sont très satisfaits de leur situation économique. Seuls 6% la considèrent comme mauvaise, contre 60% (+4 pp) l'estimant bonne, voire très bonne. Un niveau supérieur a été atteint pour la dernière fois en 2000.

Sans surprise, le niveau de satisfaction dépend des revenus : plus le salaire est élevé, plus la vision de sa propre situation est optimiste. Pourtant, la bonne humeur décroît notamment du côté de ceux qui gagnent le plus (revenus supérieurs à 7 000 ou à 9 000 francs). Au sein de cette tranche, la part de ceux qui s'estimaient satisfaits a chuté ces deux dernières années (de 67% à

62% et de 73% à 65% respectivement). Cette tendance pourrait s'expliquer par la hausse des charges fiscales.

Les Suisses gagnant moins de 3 000 francs sont toutefois 35% (+4 pp) à considérer leur situation comme bonne, voire très bonne.

Pessimisme à Schaffhouse

Sur le plan géographique, la satisfaction la plus élevée est exprimée par la Suisse centrale, le canton de Lucerne en tête. 71% ont une vision positive de la situation économique actuelle et 11% pensent que celle-ci va s'améliorer l'année prochaine. Compte tenu du taux de chômage supérieur à la moyenne nationale enregistré en Suisse latine, et notamment dans le canton du Jura (4,3% contre 3% en août 2014), il n'est pas étonnant que le ressenti de cette région soit inférieur à la moyenne.

A Schaffhouse également, où les problèmes structurels d'un petit canton sont de plus en plus apparents malgré un

taux de chômage moyen, on peut parler d'un pessimisme vis-à-vis de l'économie : seuls 46% considèrent la situation actuelle comme bonne ou très bonne, et ils ne sont que 5% à attendre une amélioration au cours de l'année prochaine, contre une moyenne nationale de 18%. Un chiffre légèrement inférieur par rapport à l'année précédente (-4 pp), mais toujours supérieur à la moyenne sur plusieurs années. A l'inverse, 7% (+1 pp) redoutent une dégradation de leur situation à l'avenir.

97% des Suisses estiment que la situation économique globale du pays est plutôt bonne ou très bonne en comparaison avec l'étranger. Le record de l'année passée a ainsi été égalé, avec une petite baisse de la part « très bonne » qui a chuté de sept points de pourcentage (28%).

18% (+2 pp) des personnes interrogées pensent que la situation économique globale s'est améliorée au cours des douze derniers mois, tandis que 63% (+7 pp) la jugent identique. Seuls 17% (-8 pp) >

97%
ont une vision positive de la situation économique du pays en comparaison avec l'étranger.

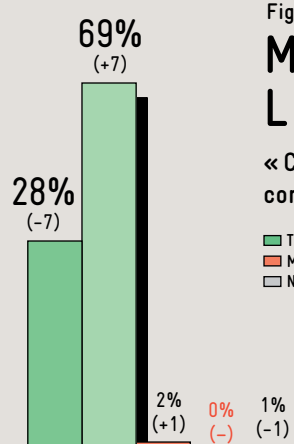


Fig. 2: COMPARAISON AVEC L'ÉTRANGER

MIEUX QUE LES AUTRES

« Comment se porte l'économie suisse en comparaison avec l'étranger ? »

Très bien Plutôt bien
Mal Très mal
Ne sait pas/pas de réponse

continuent de constater une dégradation. Ainsi, le ressenti vis-à-vis de la situation économique est en quelque sorte équilibré. La dernière fois que de meilleurs résultats ont été présentés remonte à 2007, c'est-à-dire avant la crise financière et économique.

Une légère amélioration

Les perspectives d'avenir étaient également meilleures en 2007; ce qui souligne bien à quel point l'effondrement économique était inattendu. Pour l'heure, 20% (-1 pp) sont d'avis que la conjoncture évoluera de façon positive et 62% (+5 pp) pensent qu'elle restera identique. Comme l'année passée, 15% des sondés redoutent une dégradation générale de la situation économique.

Conclusion: la population suisse exprime majoritairement un avis étonnamment optimiste vis-à-vis de la situation économique. Cet état d'esprit coïncide avec les opinions des Suisses: seuls 7% considèrent l'évolution économique comme l'une des cinq principales préoccupations du pays (en 2012, 35% percevaient encore une crise économique), mais 95% des sondés définissent encore la croissance économique comme l'un des principaux objectifs politiques. Interprétation possible: on croit en la Suisse, mais on souhaite également pousser les dirigeants politiques à améliorer les conditions générales pour les entreprises. (schi) □

Fig. 3: SITUATION ÉCONOMIQUE PERSONNELLE

BONNE, ET EN PASSE DE S'AMÉLIORER

« Comment jugez-vous votre situation économique à l'heure actuelle? Et à l'avenir ? »

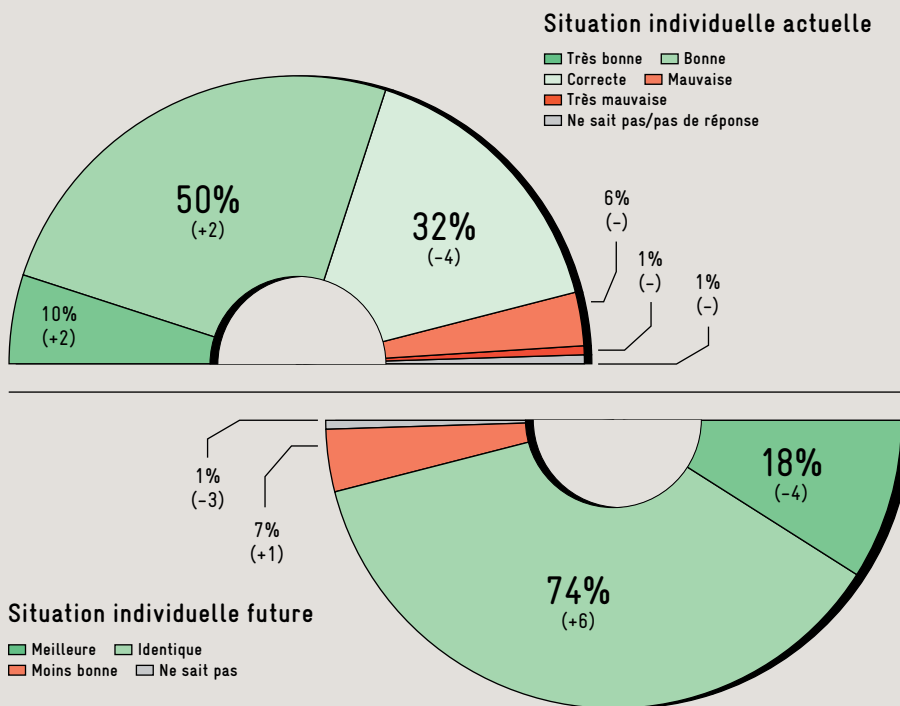
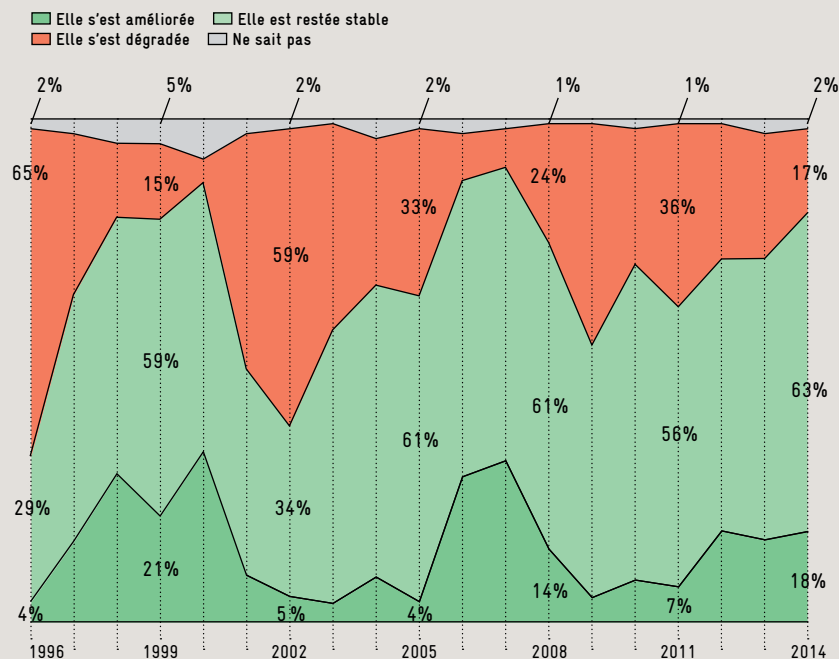


Fig. 4: SITUATION ÉCONOMIQUE GLOBALE

LA SUISSE EST EN FORME

« A votre avis, comment a évolué la situation économique générale de la Suisse au cours des douze derniers mois ? »

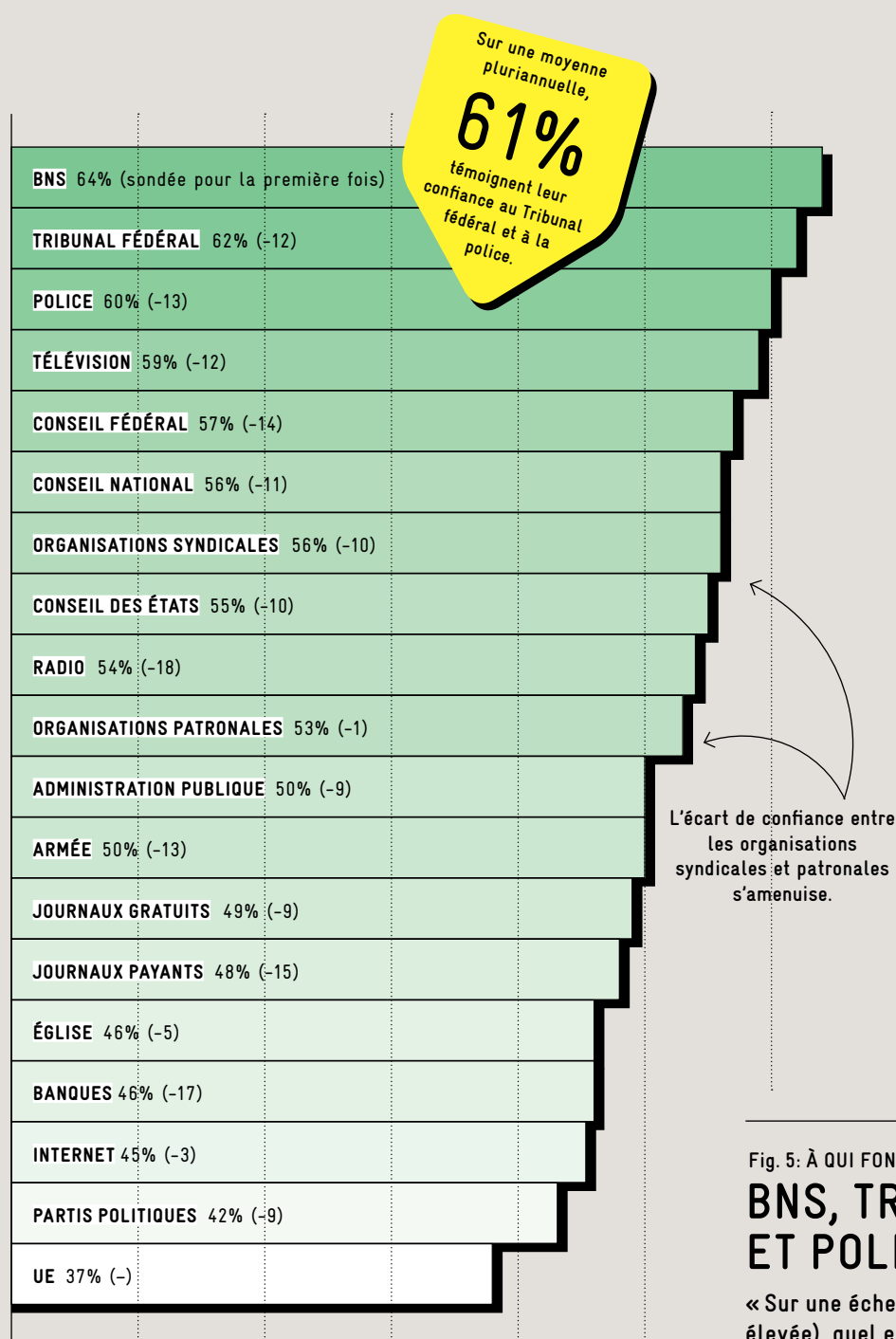


Entre parenthèses: comparaison avec l'année précédente, en points de pourcentage

3 – CONFIANCE

Les institutions en lesquelles les Suisses ont confiance

En matière de confiance, les principaux acteurs nationaux font carton plein, la Banque nationale décrochant la première place du classement. Alors que la croissance économique s'est améliorée, les journaux payants accusent une baisse de crédibilité.



Les personnes interrogées placent la Banque nationale suisse (BNS) au sommet de la pyramide de confiance. Cette première place est vraisemblablement liée au rôle joué par la BNS dans le cadre de la crise financière et économique, lequel a été très apprécié par les sondés. Cette institution est suivie de près par les vecteurs de confiance traditionnels : le Tribunal fédéral et la police. L'armée et l'Eglise occupent souvent le haut du tableau dans les enquêtes étrangères. En Suisse cependant, même si ces dernières font état de scores de confiance stables, elles n'arrivent que bien après le Conseil fédéral, le Conseil national et le Conseil des Etats.

A première vue, on dénote un certain désenchantement par rapport à l'année 2013 : la confiance dans les acteurs et les institutions a reculé de 9% en moyenne. Il convient toutefois de souligner que 2013 a connu un score historiquement élevé. La confiance générale s'établit actuellement toujours 3% au-dessus de celle de 2012 et 8% au-dessus de la moyenne sur plusieurs années.

En analysant l'évolution des pourcentages par rapport à 2013, une >

Fig. 5: À QUI FONT CONFIANCE LES SUISSES

BNS, TRIBUNAL FÉDÉRAL ET POLICE EN TÊTE

« Sur une échelle de 1 (pas confiance) à 7 (confiance élevée), quel est votre niveau de confiance dans les institutions énumérées ici ? »

institution tire étonnamment son épingle du jeu : seule l'Union européenne (+0 pp) a pu confirmer la forte progression de l'année précédente, même si elle fait figure de lanterne rouge au sein du classement. De même, les organisations patronales et Internet sortent relativement gagnants.

Les journaux gratuits en tête

Depuis l'enquête de 2008, on observe une dissociation des médias qui commence à se consolider. Jusqu'à présent, la radio et la télévision bénéficiaient à égalité du plus haut degré de confiance. La télévision a désormais pris une avance de 5%.

Les scores des journaux sont nettement moins bons et les journaux gratuits sont mieux placés que les journaux payants. Pur hasard ? Non, puisqu'il s'agit du même résultat qu'en 2009. Comme souvent, Internet occupe la dernière position, mais son retard s'est amenuisé, peut-être parce que les internautes sont plus à l'aise sur la Toile.

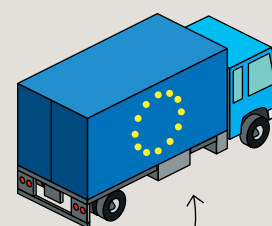
Concernant les acteurs financiers, les banques, qui avaient atteint un record de confiance l'année dernière (63%), ont subi un revers, chutant à 46%. Depuis 2006, la

confiance dans les organisations syndicales (-10%) et patronales (-1%) n'a cessé d'augmenter. Le recul actuel n'a que peu d'incidence.

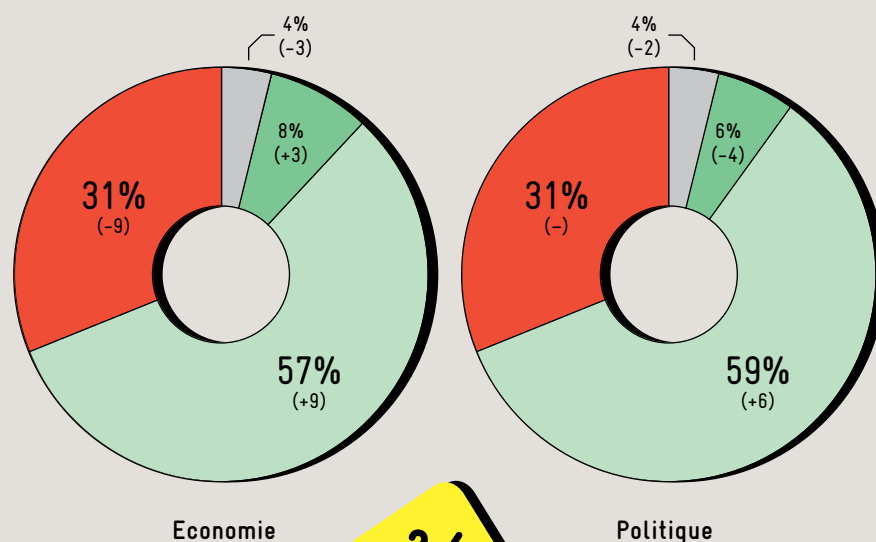
Une économie fiable

Le regain de confiance dans l'économie s'illustre également dans la réponse à la question : avez-vous le sentiment que l'économie et la politique échouent dans les domaines décisifs ? Les réponses « Rarement/jamais » expriment la confiance accordée. Près des deux tiers de la population estiment que le travail des acteurs tant politiques qu'économiques est fondamentalement fiable.

Tandis qu'il s'agit d'un niveau record pour la politique, l'économie enregistrait de meilleurs résultats au début des années 2000, avant qu'une crise de confiance ne s'installe entre 2002 et 2005, laquelle semble toutefois appartenir au passé. La question sur la confiance confirme dans l'ensemble les pronostics positifs émis par la population suisse concernant la situation économique. (schi) □



Lanterne rouge : l'UE.



2/3
de la population
estiment que
l'économie et la
politique
n'échouent jamais ou
que rarement.

Fig. 6 : PERFORMANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIE BONNES NOTES

« Avez-vous le sentiment que les acteurs économiques échouent dans les domaines décisifs ? Souvent, rarement ou jamais ? »

jamais rarement souvent
ne sait pas/pas de réponse

Entre parenthèses : comparaison avec l'année précédente, en points de pourcentage

Débats

« IL FAUT PRÉSERVER LES ACCORDS BILATÉRAUX » – « D'ACCORD ! »

Hans-Ulrich Bigler (PLR) et Stéphane Rossini (PS) discutent des principaux résultats du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse. Le directeur de l'USAM et le président du Conseil national sont rarement d'accord.

Par René Buholzer et Simon Brunner



La « fierté d'être Suisse » ne cesse de progresser. « Nous disposons d'un véritable modèle de réussite », explique Hans-Ulrich Bigler, ce qui renforce l'identification nationale. (Photo: des supporters de football en Norvège lors de la qualification pour la Coupe du monde 2014)

Les principales préoccupations des personnes interrogées sont :

1. le chômage ;
 2. la question des étrangers ;
 3. l'AVS/prévoyance vieillesse.
- Où voyez-vous les principaux problèmes du pays ?

Hans-Ulrich Bigler : Avec la « réforme de la prévoyance vieillesse 2020 », nous devons relever un important défi politique et social durant les prochaines années. Il me semble essentiel, pour trouver une solution viable, que les prestations futures s'adaptent aux ressources financières et non l'inverse. C'est pourquoi nous avons un besoin urgent d'un frein à l'endettement pour les assurances sociales.

Stéphane Rossini : L'amélioration du niveau de vie est la principale attente de la population, et c'est donc aussi ma priorité. Pour que tout aille bien, il faut avant tout des formations de qualité qui permettent d'accéder au marché du travail. Mais cela dépend aussi de l'attitude des entreprises face aux rationalisations et

du nombre de nouveaux emplois créés. L'autre grande inconnue concerne à mon avis le chômage, la maladie, l'invalidité et le départ à la retraite : comment maintenir les revenus dans ces situations ?

Le chômage est depuis de nombreuses années la principale préoccupation des Suisses (avec 51% cette année). Pourquoi ce sujet préoccupe-t-il tant la population, alors que son taux est plutôt bas en comparaison internationale ?

H.-U. B. : Perdre son travail touche durement les personnes concernées, c'est une remise en cause complète de leur vie. Il est normal que cette menace occupe une place importante dans l'appréciation de chacun.

La relation aux étrangers est perçue comme plus problématique en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Comment expliquer cela ?

S. R. : Peut-être par le taux de chômage plus élevé en Suisse romande, qui exacerbe le sentiment de concurrence >

avec les travailleurs étrangers. Il faut aussi signaler que les Romands ont été bien plus nombreux que les Alémaniques à répondre « non » lors de la votation sur l'immigration de masse.

**La Suisse a une longue tradition d'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile. Pen-
sez-vous qu'elle soit menacée
par les évolutions politiques
et sociales actuelles, notam-
ment par l'initiative sur le
renvoi et la révision de la loi
sur l'asile ?**

H.-U. B. : Du point de vue de la politique nationale, il est de notre intérêt de garantir la tradition humanitaire de la Suisse. Toutefois, il y a dans la population des inquiétudes qu'il convient de prendre au sérieux. Le point difficile à résoudre consiste à différencier les vrais réfugiés des

réfugiés économiques. L'important, à mon avis, est d'abord d'être cohérent dans le domaine de l'asile.

S. R. : Je ne vois pas les choses ainsi. Dans une société empreinte d'individualisme, le vivre ensemble est devenu un défi. Si nous voulons maintenir la tradition humanitaire de la Suisse, nous devons expliquer et informer en profondeur. Il nous faut une culture d'ouverture et de solidarité. Ainsi seulement, nous pourrions éviter que notre société ne sombre dans l'égoïsme.

**Alors que l'identification
à la commune recule depuis
des années, le sentiment
d'appartenance à la nation
suisse n'a jamais été
aussi fort. L'identité locale
s'effrite-t-elle ?**

S. R. : La mondialisation et la forte mobilité de la popula-



« DÉFENDRE LA SUISSE, C'EST PARTICIPER AU DÉBAT INTERNATIONAL. »

STÉPHANE ROSSINI

tion expliquent un certain déplacement identitaire vers le niveau national. Il faut cependant nuancer, car un autre échelon identitaire n'a pas perdu en importance : le canton. Le fédéralisme est encore et toujours la pierre angulaire de notre cohésion nationale, aussi bien pour la population que pour l'administration.

La « fierté d'être Suisse » a progressé constamment ces dix dernières années, notamment au sein de la gauche politique. Est-ce le signe de l'émergence d'un nouveau patriotisme ?

S. R. : Par le passé, la gauche a souvent été perçue par les conservateurs comme manquant de patriotisme, parce qu'elle représente des valeurs comme l'ouverture et la justice sociale. C'était une erreur. Comme on peut s'en apercevoir à la lecture des résultats du Baromètre des préoccupations, il s'agit d'une diffamation venue de la droite.

H.-U. B. : Laissez-moi proposer une autre explication quant à la fierté nationale : la crise financière qui touche toute la zone euro à l'exception de la Suisse a renforcé dans la population la conscience que nous disposons d'un véritable modèle de réussite qui profite à tous, et cela solidifie l'identification nationale. Nous pouvons être fiers de notre pays !

79% des personnes interrogées (plus que jamais auparavant) souhaitent une attitude plus offensive des responsables politiques suisses



Le chômage est la principale préoccupation. L'une des questions centrales, selon Stéphane Rossini, est de savoir comment maintenir ses revenus dans cette situation. (Photo: heure de pointe à Lucerne)

vis-à-vis de l'étranger. Que doivent-ils faire ?

S. R. : Défendre la Suisse, c'est participer au débat international et contribuer activement à définir les règles du jeu. Une Suisse isolée ne peut pas être offensive. Nous sommes certes riches, mais petits. Nous avons donc besoin des autres, dans tous les domaines : formation, recherche, économie. Mais au-delà de la défense de nos intérêts, nous devons participer aux affaires du monde, avec ouverture et responsabilité.

H.-U. B. : Cette revendication concerne en premier lieu le Conseil fédéral. Il doit faire preuve de plus d'assurance vis-à-vis de l'étranger lorsqu'il s'agit de défendre nos intérêts avec fermeté.

A propos du Conseil fédéral : interrogés sur les relations futures avec l'UE, 50% des sondés approuvent la voie bilatérale. Qu'est-ce que cela implique pour le gouvernement et son attitude face à Bruxelles ?

H.-U. B. : Les électeurs se sont exprimés contre l'immigration de masse et cette nouvelle norme constitutionnelle doit maintenant être appliquée. Parallèlement à cela, il ne faut pas mettre en danger les accords bilatéraux avec l'UE.

S. R. : Je suis d'accord ! La voie bilatérale est actuellement la seule perspective possible, c'est pourquoi le Conseil fédéral s'engage activement pour la renforcer. Mais nous devons aussi admettre que l'UE a ses propres règles et principes,

qu'elle défend légitimement. Je veux parler de la libre circulation des personnes.

H.-U. B. : Il faut laisser le Conseil fédéral mener en paix ces négociations difficiles. Proposer sans cesse de nouvelles solutions, comme c'est actuellement le cas, n'est certainement pas très constructif.

Seuls 15% des sondés estiment que la situation économique générale se dégradera dans les douze mois à venir (contre 41% en 2011). Partagez-vous l'optimisme des sondés quant à une évolution aussi positive de l'économie ?

S. R. : L'optimisme a toujours été un excellent indicateur. C'est le moteur de l'engagement, qu'il soit individuel ou collectif. C'est ce qui influence l'innovation et la créativité. Il s'avère être un facteur de stabilité essentiel. Il incombe maintenant aux acteurs politiques et économiques de ne pas continuellement susciter les peurs : ils ne devraient pas défendre des positions ni des opinions qui remettent en cause les progrès sociaux et les politiques publiques.

H.-U. B. : Une conjoncture forte n'est pas garantie. Nous devons préserver l'environnement politico-économique et l'attractivité de la place suisse. Les initiatives comme celle visant à supprimer les forfaits fiscaux risquent d'entraîner une baisse des rentrées fiscales se chiffrant en millions et remettraient en cause la solidarité entre ville et campagne. Mais la proposition de la gauche de réformer l'impôt sur la succession menace, elle aussi,



« LE CONSEIL FÉDÉRAL DOIT MONTRER PLUS D'ASSURANCE. »

HANS-ULRICH BIGLER

de nombreux emplois dans les PME, car des milliers de successions seraient alors menacées.

Pour conclure, laissons un instant de côté l'économie et la politique. Quelles sont les qualités humaines auxquelles les Suisses devraient accorder plus d'importance ?

H.-U. B. : Pour moi, c'est le quotidien avec la famille et les proches qui est primordial. Savoir se soutenir et s'entraider permet d'améliorer la qualité de vie, la satisfaction et l'équité sociale sans avoir recours à une intervention indésirable de l'Etat.

S. R. : Le respect, la tolérance et la solidarité sont les qualités et les valeurs essentielles pour garantir la cohésion sociale et le bien-être de notre pays. Ce sont les clés du « vivre ensemble », de la prospérité... et du bonheur !

HANS-ULRICH BIGLER (PLR), 56 ans, est directeur de l'Union suisse des arts et métiers et membre de l'Association suisse des propriétaires fonciers du canton de Zurich. Il a dirigé durant onze ans l'organisation patronale de l'industrie graphique suisse Viscom. Il vit à Affoltern am Albis (ZH) et a trois enfants.

STÉPHANE ROSSINI (PS), 51 ans, est président du Conseil national pour 2015 et donc premier citoyen suisse pour un an. Ce Valaisan, spécialiste en sciences sociales, travaille aux Universités de Genève et de Neuchâtel. Il a deux enfants.

4 – L'IDENTITÉ DE LA SUISSE

Ce qui nous distingue

NUMÉRO

1

La neutralité, qui est aussi en tête du classement des concepts politiques dont nous sommes fiers (voir page suivante)

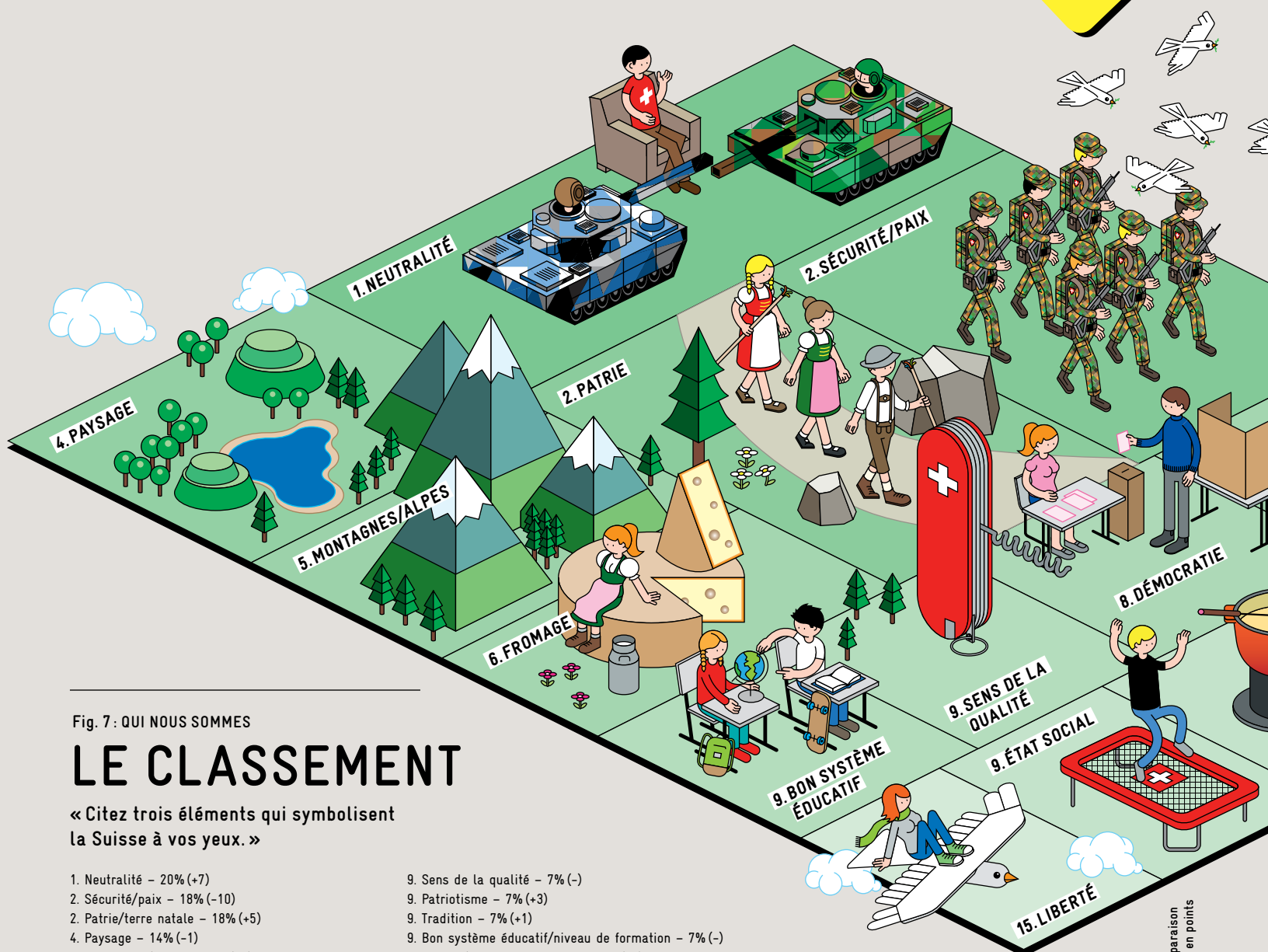


Fig. 7 : QUI NOUS SOMMES

LE CLASSEMENT

« Citez trois éléments qui symbolisent la Suisse à vos yeux. »

1. Neutralité – 20% (+7)
2. Sécurité/paix – 18% (-10)
2. Patrie/terre natale – 18% (+5)
4. Paysage – 14% (-1)
5. Montagnes/Alpes – 11% (+5)
6. Chocolat – 9% (+1)
6. Fromage – 9% (+3)
8. Démocratie – 8% (+2)
9. Etat social/solidarité – 7% (-1)
9. Droit de codécision – 7% (+4)

9. Sens de la qualité – 7% (-)
9. Patriotisme – 7% (+3)
9. Tradition – 7% (+1)
9. Bon système éducatif/niveau de formation – 7% (-)
15. Liberté/liberté d'expression – 6% (-3)
15. Indépendance – 6% (+1)*
15. Propreté – 6% (-)*
15. Précision – 6% (-2)*

*ne figure pas sur le graphique

Entre parenthèses : comparaison avec l'année précédente en points de pourcentage

La Suisse ne se résume pas à une accumulation de clichés. Une histoire politique riche en traditions, mais aussi une économie couronnée de succès, sont les composantes d'une identité dont nous n'avons jamais été aussi fiers.

En Suisse, la fierté nationale atteint des records. 90% des personnes interrogées sont très fières, ou tout au moins plutôt fières, d'être Suisses, soit 4 pp de plus que les deux années précédentes et 17 pp de plus qu'il y a dix ans. La fierté nationale est particulièrement forte dans les zones rurales (96%) et les moyennes agglomérations (94%). Dans les grandes agglomérations, la tendance est plus réservée (82%).

Cette hausse est notamment attribuable aux électeurs du centre (52% sont très fiers, +20 pp). Le patriotisme a également augmenté dans les rangs de gauche (33%, +3 pp), tandis qu'à droite, où il évoluait à des valeurs élevées, il a connu un revers (54%, -7 pp).

La question ouverte « Quelles sont les trois qualités qui définissent la Suisse ? » a trouvé une large palette de réponses : avec 20% (+7 pp), c'est la neutralité qui a obtenu le plus de suffrages, suivie par les grands leaders de l'année passée : sécurité et paix (18%, -10 pp), ainsi que par la « patrie » (18%, +5 pp), un concept inconnu en Suisse romande. En effet, le terme allemand « Heimat » n'a de traduction fidèle que dans très peu de langues. Sont également très prisés le paysage, avec 14% (-1 pp), et les montagnes, 11% (+5 pp).

Les vaches et leurs cloches

Viennent ensuite le chocolat et le fromage, deux produits traditionnels de qualité (9% chacun), puis la démocratie (8%) et pas moins de dix autres caractéristiques citées par 7% ou 6% : Etat social/solidarité, démocratie directe, sens de la qualité, patriotisme, tradition, bon système éducatif/niveau de formation, liberté/liberté d'ex-

pression, indépendance, propreté et précision. Sont également mentionnés les vaches et leurs cloches (3%), Guillaume Tell et le serment du Grütli (5%), le bon réseau de transport, les CFF/La Poste et le tourisme (2% chacun). L'aide humanitaire et les banques (4% chacune) étaient auparavant plus haut placées. Un ensemble financier comprenant notamment la place financière et le secret bancaire occupe la huitième place avec 8%.

Fiers de la politique et de l'économie

Le tableau prend forme quand on se penche sur les caractéristiques politiques dont les personnes interrogées sont très fières ou plutôt fières. La neutralité et l'indépendance (96% chacune) ont 4 pp d'avance sur les droits populaires et 5 pp d'avance sur la cohabitation des régions linguistiques. 90% des électeurs sont fiers de la Constitution fédérale et 86% du fédéralisme. Suivent à quelque distance le partenariat social, la concordance et le système de milice (voir fig. 8).

En matière d'économie, les Suisses sont particulièrement fiers de l'horlogerie (96%), des marques porteuses à l'étranger et de la réputation de qualité internationale (95% chacune), ainsi que des PME couronnées de succès et de l'industrie mécanique (94% chacune). La recherche (91%), l'innovation et l'industrie pharmaceutique (89% chacune) réalisent de bons scores. Loin derrière, les entreprises du service public, les groupes internationaux en Suisse, la place financière et le secret bancaire.

Les mêmes concepts sont cités lorsqu'il s'agit d'évoquer les atouts politiques et économiques du pays. La formation (38%, -8 pp), le droit de codécision (35%, +2 pp) et la neutralité (33%, -14 pp) sont en tête. Suivent le fédéralisme (32%), la



Une Suisse sans démocratie (directe) est impensable pour 7 pour cent de la population.

cohabitation des cultures (31%), la paix qui règne en Suisse (28%) et la sécurité sociale, la stabilité et la santé (26% chacune). Sur 23 concepts disponibles, les Suisses ont également classé la qualité (24%) dans les dix premiers.

La plus grande différence entre les régions linguistiques est observée pour les droits de codécision, nettement mieux classés en Suisse alémanique (41%) qu'en Suisse romande (22%). Une petite barrière de röstis subsiste (7 pp): la neutralité est considérée comme une force en Suisse alémanique, tandis qu'en Suisse romande ce

sont la cohabitation des cultures et la qualité suisse qui priment.

La neutralité, un cas particulier

En comparaison annuelle, le fédéralisme (+20 pp), l'industrie pharmaceutique (+9 pp à 19%) et la cohabitation des cultures (+8 pp) se sont le plus améliorés. La qualité (-7 pp), en tête depuis 2011, la formation (-8 pp) ainsi que l'ordre et la propreté sont les grands perdants.

L'appréciation de la neutralité est révélatrice: elle est certes considérée comme une caractéristique essentielle de la Suisse

par 20% de la population (1^{re} place) et 96% en sont fiers. Toutefois, elle n'est considérée comme une force que par un tiers des personnes interrogées, peut-être en raison du déclin de l'acceptation à l'étranger? (*sch*) □

Fig. 8: FIERTÉ POUR LES CONCEPTS POLITIQUES SUISSES

NEUTRALITÉ ET INDÉPENDANCE EN TÊTE

«Etes-vous plutôt ou très fier/fière de certaines caractéristiques politiques de la Suisse?»

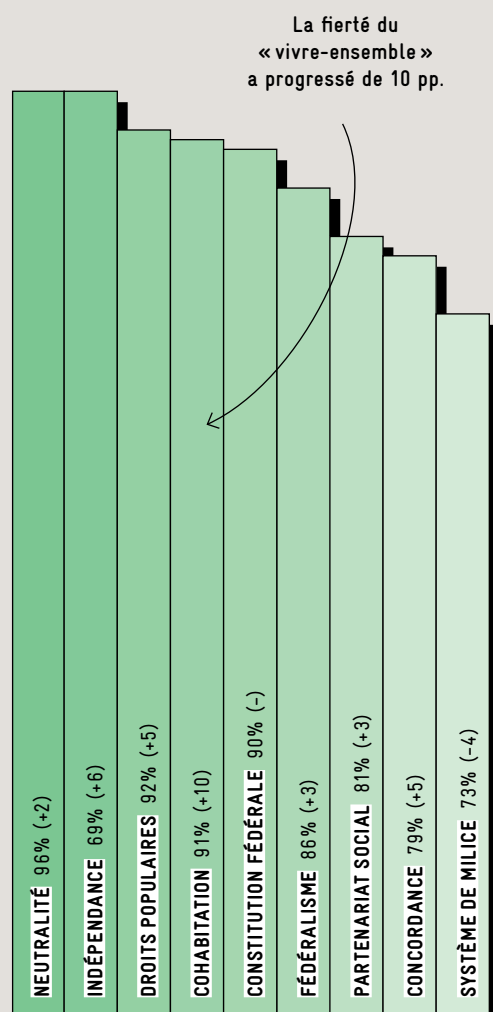
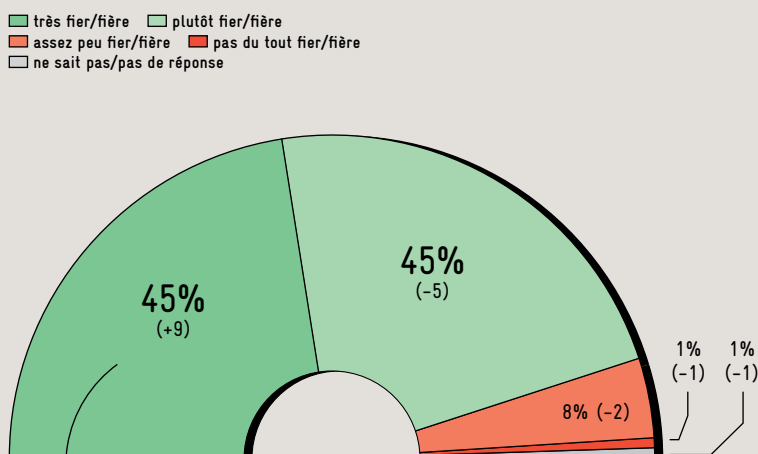


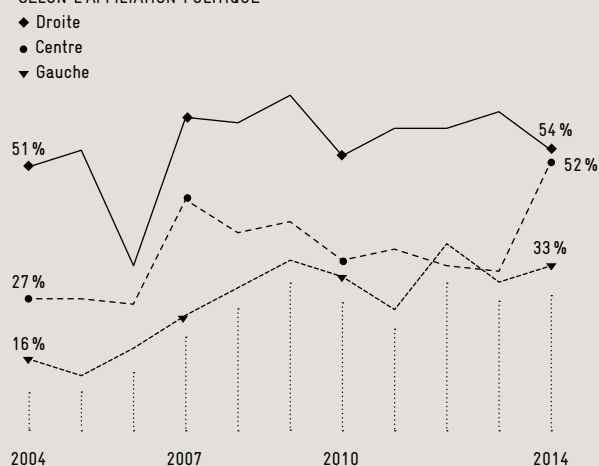
Fig. 9: FIERTÉ NATIONALE

90% SONT FIERS DE LEUR PAYS

«Etes-vous fier/fière d'être Suisse? Diriez-vous que vous êtes...»



ÉVOLUTION DANS LE TEMPS
«TRÈS FIER/FIÈRE DE LA SUISSE»
SELON L'AFFILIATION POLITIQUE



Entre parenthèses: comparaison avec l'année précédente en points de pourcentage

5 – DANGERS MENAÇANT L'IDENTITÉ

Eux et nous

L'UE, l'immigration et l'ouverture internationale remettent en cause l'identité suisse. Au sein des frontières nationales, le sentiment d'appartenance à la commune de domicile diminue. On se sent d'abord Suisse.

En raison de la libre circulation des personnes actée dans les accords bilatéraux, la Suisse se trouve au milieu d'un flux d'immigration moderne. D'après Eurostat, 1,6 million de citoyens de l'UE ont quitté leur domicile en 2010 pour un autre Etat membre. Parallèlement, 1,5 million de personnes hors UE ont immigré vers un pays de l'UE. Cette même année, 139 495 étrangers ont immigré en Suisse, un total net de 68 967 en tenant compte des retours au pays natal, soit presque autant qu'en France (cinq fois plus grande que la Suisse) et plus qu'en Espagne ou en Scandinavie. Après deux années de baisse, l'immigration nette s'élevait de nouveau à 70 023 personnes en 2013.

Dans ce contexte, on comprend aisément que les étrangers soient considérés comme le plus gros problème du pays juste après le chômage, et que l'immigration soit perçue comme le principal danger pour l'identité. De 2004 à 2013, il en a toujours été ainsi. Cette fois-ci, 73% placent le problème en deuxième position après l'UE. Pour 76% (+12 pp) des citoyens, le caractère suisse est très menacé ou au moins assez menacé par l'immigration. Une conjoncture fragile et un cours de change euro/franc instable s'ajoutent au problème de l'immigration en provenance de l'UE.

Avec 70% (+11 pp), l'ouverture internationale est le troisième principal danger.

Cela ne concerne pas tant l'ouverture par le libre-échange que l'immigration de personnes et l'implantation d'entreprises étrangères en Suisse, activités considérées comme ambiguës par les sondés. De même, le think tank Avenir Suisse a suggéré en mars de renoncer à l'implantation active d'entreprises étrangères afin de mettre en œuvre l'initiative «Contre l'immigration de masse».

Les préoccupations

En moyenne, 73% de la population considère ces dangers venus de l'extérieur comme particulièrement menaçants pour l'identité suisse, tandis que les trois préoccupations nationales (égoïsme, blocage des réformes et polarisation) sont perçues comme problématiques par plus de la moitié des sondés (62%).

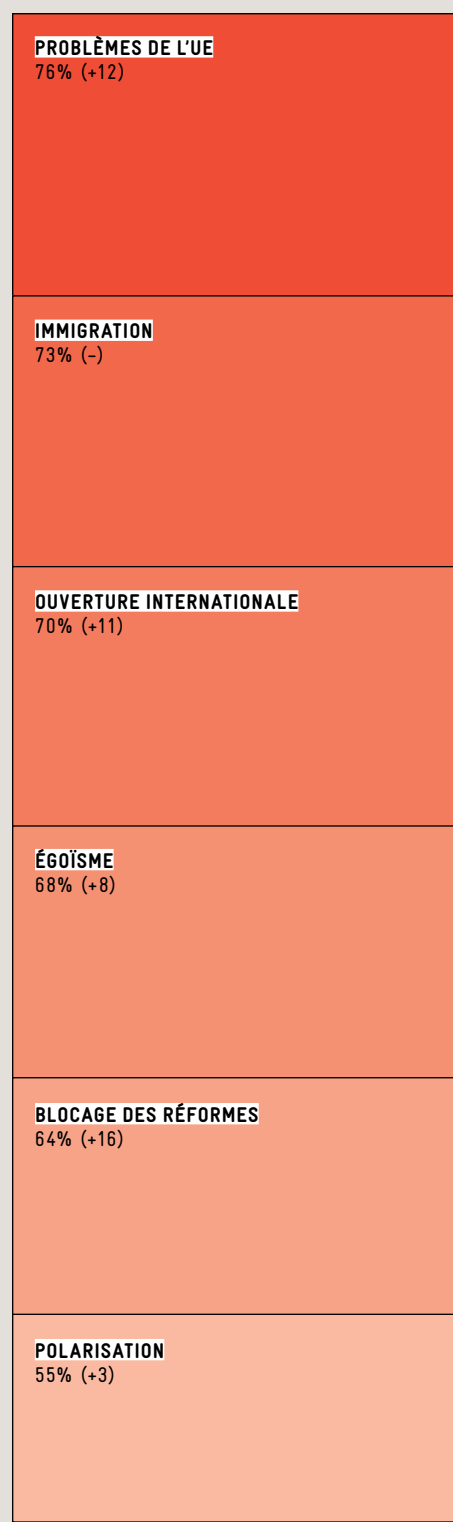
Jusqu'à 68% mentionnent l'égoïsme (+8 pp), incompatible avec les caractéristiques suisses de solidarité et d'humilité et qui augmente constamment depuis 2010 (44%). On observe une courbe similaire mais moins abrupte du côté de la polarisation des partis, qui atteint désormais 55% (+3 pp). En revanche, si depuis 2008 de moins en moins de Suisses mentionnaient le blocage des réformes, ce problème atteint désormais son plus haut absolu de 64% (+16 pp).

Si l'on compare les deux régions linguistiques, les problèmes avec l'UE, >

Fig. 10 : DANGER MENAÇANT L'IDENTITÉ SUISSE

DANGERS

« Quelles sont pour vous les éléments qui menacent l'identité suisse ? »



l'immigration et le blocage des réformes sont particulièrement soulignés en Suisse romande, tandis qu'en Suisse alémanique, comme dans les régions rurales, l'ouverture internationale et l'égoïsme sont davantage montrés du doigt.

Disparition des communes

On constate depuis quelques années un changement d'identité en Suisse: seuls 17% (-3 pp) des citoyens expriment un sentiment d'appartenance à leur commune de domicile. En tenant compte de ceux qui placent ce sentiment en deuxième position, ils ne sont que 29% (-6 pp), soit moins d'un tiers.

Des valeurs alarmantes du point de vue des partisans de la subsidiarité, qui souhaitent résoudre dans la mesure du possible les problèmes sociaux au niveau le plus bas dans un esprit d'autodétermination et de responsabilité propre. En 2011, ils étaient 53%.

Depuis 2000, 547 communes suisses ont déjà disparu, près de 19%, au profit des

fusions, 143 au cours des deux dernières années. Ces fusions ont lieu la plupart du temps pour des raisons économiques et parce qu'il est de plus en plus difficile d'attribuer des mandats de système de milice. C'est peut-être justement ce manque d'engagement auprès des communes qui est ressenti comme un égoïsme menaçant l'identité.

La nation remplace la commune

Selon le principe de subsidiarité, l'unité supérieure devrait être renforcée. Dans le même temps, on constate cependant une chute de onze points de pourcentage (41%) du côté de l'appartenance au canton (première et deuxième priorités); néanmoins, les réponses plaçant cette appartenance en première ligne enregistrent une légère hausse pour atteindre un niveau record de 22%. 35% (-1 pp) des sondés s'identifient à leur région linguistique, soit un recul de huit points de pourcentage en comparaison avec 2011.

En d'autres termes, la Suisse en tant que nation remplace les communes de domicile comme facteur d'identification. Si, en 2011, 39% des Suisses exprimaient un sentiment d'appartenance en première et en deuxième lignes envers leur pays, aujourd'hui, ils sont 66% (+18% par rapport à l'année précédente). Dans le cadre de cette centralisation pragmatique, le nombre de Suisses s'identifiant à l'Europe (17%) ou au monde (11%) atteint un faible niveau (toujours en comparaison avec 2011). Par rapport à l'année précédente, ces valeurs sont légèrement en baisse.

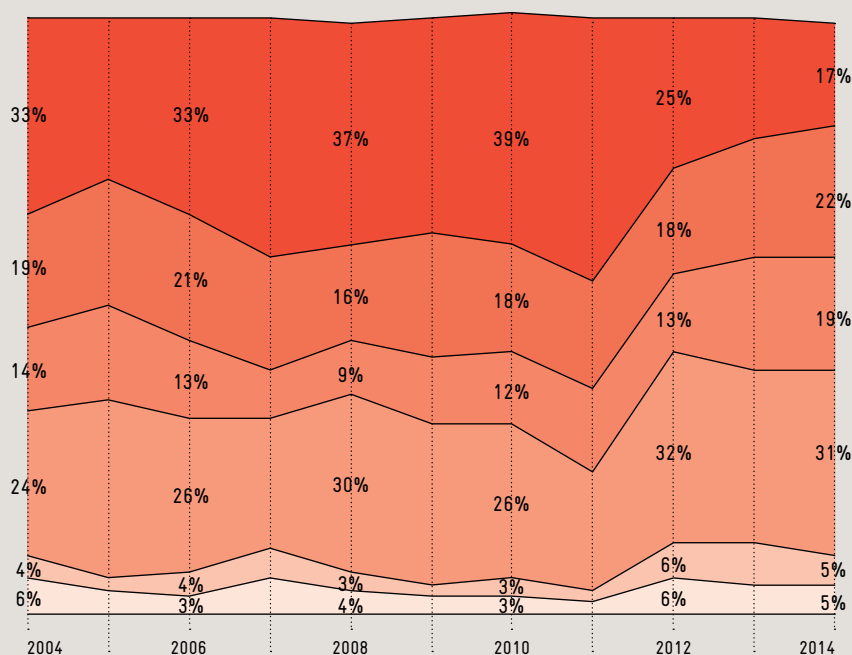
La réalité politique est à la traîne face à ce changement d'attitude. C'est probablement la raison pour laquelle on constate un blocage des réformes. Une discussion de fond sur les pierres angulaires de la démocratie suisse telles que le fédéralisme, la subsidiarité et le système de milice pourrait prochainement voir le jour. (schi) □

Fig. 11: APPARTENANCE

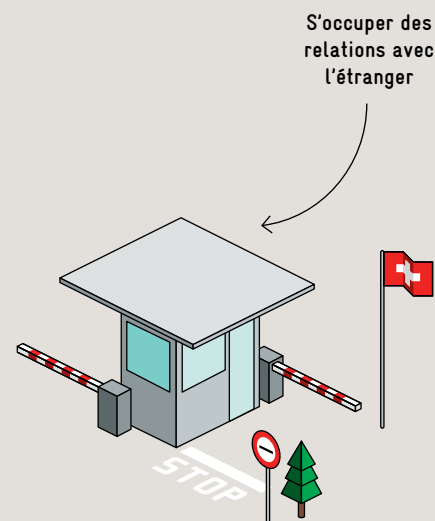
MON CHEZ-MOI

« A quelle entité géographique vous identifiez-vous d'abord ? »

Commune de domicile Canton de domicile Région linguistique Suisse Europe Monde



66%
des Suisses
s'identifient à la Suisse
en première ou
deuxième ligne – un
pourcentage
record.



Pour des raisons d'arrondi, l'addition des pourcentages ne donne pas exactement 100% chaque année.

Spécial : l'avenir de la Suisse

PETITS SOUCIS ET GRANDE CONFIANCE

Depuis 2012, l'optimisme des citoyens suisses quant à l'avenir du pays a pris racine. Un futur tout en rose, donc? Pas tout à fait.



La moitié des personnes interrogées estiment que la vie en communauté avec les étrangers est en passe de s'améliorer (image: des membres du club de yodleurs « Gletscherecho », de Saas Fee, lors d'un défilé).

En 2007, seuls 28% imaginaient que la situation en Suisse dix ans plus tard serait plutôt ou vraiment meilleure que par le passé. Après la crise économique et financière, ce petit groupe d'optimistes s'était réduit à 25%. Depuis lors, l'opinion a fait volte-face. Aujourd'hui, une petite

majorité de 51% considère, sur la base de six facteurs-clés, que la Suisse se portera globalement mieux en 2024.

En outre, 73% estiment que la cohésion des régions linguistiques évoluera positivement. De l'avis de 55% de la population interrogée, la collaboration entre les

principaux partis devrait mieux fonctionner à l'avenir; cette entente, à laquelle on semblait avoir renoncé, renaît de ses cendres dans ce Baromètre des préoccupations.

L'ÉCART DE NIVEAU DE VIE

La question de l'avenir de la Suisse fait toutefois apparaître un nouveau problème. Même si trois fois plus de citoyens suisses considèrent que dans le futur, la Suisse aura fait des progrès dans la lutte contre la pauvreté, ils ne représentent que 34% (+6 pp depuis 2013), un chiffre vertigineusement bas. Ce ne sont peut-être plus les clivages entre régions linguistiques qui menacent la Suisse, mais plutôt les écarts de niveau de vie sur le territoire. D'autant plus que cette nouvelle forme de pauvreté reste peu abordée. Seules 14% des personnes interrogées citent ce problème comme l'un des plus préoccupants pour le pays. En 2005, elles étaient plus du double.

Constat surprenant: près de la moitié des Suisses (40%, +11 pp) pensent que la structure d'âge (thème: le vieillissement de la population) connaîtra une amélioration. De plus, 50% (+9 pp) estiment que la vie en communauté avec les étrangers progresse dans le bon sens. La Suisse peut-elle maîtriser

les problèmes environnementaux? 52% en sont convaincus (+3 pp).

ET LA RETRAITE?

Ces chiffres sont issus de questions sur les problèmes les plus préoccupants dans dix ans. Immédiatement derrière le problème éternel et dominant du chômage (52%, +14 pp) vient la thématique de l'AVS, qui a bondi à 47% (+10 pp), ce qui n'est pas étonnant compte tenu de la situation démographique. Les préoccupations concernant les étrangers se placent au 3^e rang et restent dans la moyenne de ces dernières années avec 33%. En revanche, la problématique des réfugiés n'atteint plus que 25% et la nouvelle pauvreté, 20% (en tenant compte des réserves évoquées). Les problèmes énergétiques stagnent à 19%.

Et comment se porte la prochaine génération? Retrouvez les tendances du Baromètre de la jeunesse 2014 dans le dernier Bulletin. (schi) □

Le Baromètre de la jeunesse du Credit Suisse est disponible à l'adresse: www.credit-suisse.com/barometre/junesse

Grand angle : la Suisse à l'étranger

MAINTENIR LES RELATIONS BILATÉRALES

Les personnes interrogées sont confiantes : l'image de la Suisse à l'étranger aurait progressé ces derniers mois grâce à une attitude cohérente. Il faut être offensif sur la scène internationale.



Quelle attitude faut-il adopter à l'égard de l'UE? 50% sont d'avis qu'il faut poursuivre les accords bilatéraux, 24% voudraient les dénoncer. 12% se prononcent en faveur de l'EEE et 4% pour une adhésion à l'UE (image: le funambule David Dimitri le 1^{er} août 2010 entre l'ambassade de Suisse et la Chancellerie fédérale à Berlin).

Les Suisses voient peu de choses positives lorsqu'ils tournent leur regard vers l'étranger: l'économie mondiale fait pour la plupart nettement moins bonne figure que l'économie nationale. Par ailleurs, plus des trois quarts des sondés considèrent que l'Union européenne (UE) et ses problèmes mettent l'identité suisse à l'épreuve. La confiance en l'UE est clairement plus faible que

celle accordée aux acteurs locaux. Seuls 10% des sondés se définissent d'abord en tant que citoyens européens ou du monde (18% se définissent ainsi en second lieu).

UNE IMAGE INÉBRANLABLE

L'image de la Suisse a-t-elle beaucoup souffert au cours des douze derniers mois? Pas du tout, répondent de nombreux Suisses, ou du moins une part non négligeable

d'entre eux. 39% (-2 pp) pensent même qu'elle s'est améliorée sur cette période.

Cette solide confiance varie selon les régions linguistiques. Alors que les Suisses alémaniques, majoritaires, sont 41% (+3 pp) à vouloir croire à une amélioration de cette image, on constate une certaine désillusion en Suisse romande avec 38% (-7 pp) et surtout au Tessin avec 24% (-48%) d'opinions favorables.

Quoi qu'il en soit, la bonne perception qu'ont les Suisses de leur pays est quasi inébranlable. Sur les cinq dernières années, ils ont toujours été au moins 81% à penser que l'image de la Suisse à l'étranger était plutôt bonne ou très bonne. Ils sont aujourd'hui 86% (-5 pp).

OSER S'AFFIRMER

Parallèlement, la population constate que les dirigeants politiques s'efforcent d'adopter une attitude plus offensive sur la scène internationale. Si seuls 16% des sondés le remarquaient en 2009, ils étaient déjà 30% en 2012, et ils sont aujourd'hui 49% (+22 pp) à considérer que l'attitude de leurs élus sur la scène internationale est plutôt offensive ou très offensive. Au contraire, 47% (-16 pp) observent une attitude défensive.

La population soutient-elle cette démonstration de force politique? Pas moins de 79% (+8 pp) des sondés réclament même une offensive encore plus prononcée sur la scène internationale, marquant ainsi leur soutien à la classe politique. Il s'agit là d'un record absolu. Face à eux, une minorité réduite à peau de chagrin de 17% (-4 pp) appelle à plus de

prudence. Quand il s'agit d'oser s'affirmer politiquement, les régions sont unanimes: les Suisses alémaniques sont pour à 81% (+5 pp), les Suisses romands à 73% (+14 pp) et les Tessinois à 68% (+12 pp).

OUI, MAIS...

Il est par contre difficile de tirer des conclusions claires concernant les négociations avec l'UE en rapport avec l'initiative « Contre l'immigration de masse ». Certes, 66% des électeurs souhaitent que l'initiative populaire adoptée soit mise en œuvre aussi fidèlement que possible, mais en même temps, près de 74% sont pour une application flexible. Plutôt que de trancher clairement en faveur de l'une ou l'autre alternative, les Suisses préfèrent un « oui, mais... ». On retrouve cette position, avec des variations, quelle que soit l'orientation politique.

Les électeurs proches de l'UDC s'expriment à 77% pour une approche flexible et à 72% pour une application stricte. On trouve quasiment les mêmes chiffres (76% contre 72%) chez les partisans du PLR, tandis qu'au PDC (78% contre 65%) et surtout au PS (77% contre 56%), on penche plutôt vers plus de flexibilité (plusieurs réponses possibles).

L'UE étant d'une importance vitale pour la Suisse, on a demandé aux sondés pour la première fois de s'exprimer sur la forme que doivent prendre à l'avenir les relations avec l'UE. Il semble qu'il ne faille rien changer: 50% de la population souhaite prioritairement

la poursuite des accords bilatéraux, alors que 24% voudraient les dénoncer. Seuls 12% s'expriment en faveur de l'Espace économique européen (EEE) et 4% pour l'adhésion à l'UE; 10% ne veulent s'engager sur aucune de ces solutions.

Si l'on tient compte des deuxième réponses (le total monte alors à 200%), on obtient des résultats comparables: au total, 66% veulent maintenir les accords bilatéraux; 31% les dénonceraient. C'est l'adhésion à l'EEE qui enregistre comparativement la plus forte progression (41%); 14% votent pour une adhésion à l'UE. Si l'on considère les régions linguistiques, 50% des Suisses alémaniques et 46% des Romands souhaitent poursuivre les accords bilatéraux; si l'on prend en compte les deuxième réponses, le rapport s'inverse

en faveur des Romands (69% contre 63%). On peut trouver surprenant que l'adhésion à l'EEE trouve trois fois plus de partisans dans l'ouest de la Suisse (36% en première et deuxième réponse) que l'adhésion à l'UE (11%). Cette dernière y est moins populaire qu'en Suisse alémanique (16% de premières et deuxième réponses).

QUE VEULENT LES PARTIS?

Les réponses en faveur des accords bilatéraux sont particulièrement élevées au PDC (58%), au PLR (57%) et au PS (53%), mais ils sont aussi largement acceptés à l'UDC (43%) et chez les sans-étiquettes (45%). Si l'on prend également en compte les deuxième réponses, le PS (75%) se détache assez nettement, devant le PLR (69%) et le PDC (68%). Ils

sont également à 64% pour à l'UDC. Les sans-étiquettes sont légèrement en retrait avec 55%.

Pour se rendre compte à quel point ces résultats sont difficiles à interpréter, il suffit de regarder qui sont les opposants aux accords bilatéraux, en première et deuxième réponses. Les partisans de l'UDC sont (sans surprise) en tête (33%/9%), mais ils sont suivis par les sympathisants du PS (23%/10%), puis par les sans-étiquettes (23%/5%), les Libéraux-Radicaux (20%/5%) et les électeurs proches du PDC (16%/6%).

Finalement, ces résultats indiquent seulement que, même à l'intérieur des partis, on ne sait pas définir avec clarté quelle est la « bonne » attitude à adopter pour la Suisse vis-à-vis de l'UE. (schi) □

Fig. 12: LA SUISSE VUE DE L'ÉTRANGER

BONNE RÉPUTATION

« A votre avis, quelle est l'image de la Suisse à l'étranger? »

■ très bonne ■ plutôt bonne
■ mauvaise ■ très mauvaise
■ ne sait pas/pas de réponse

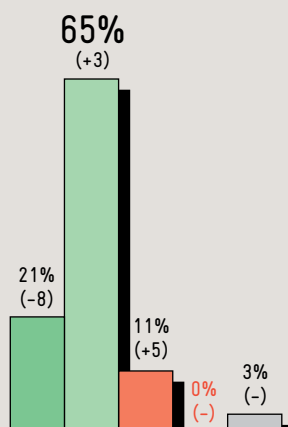
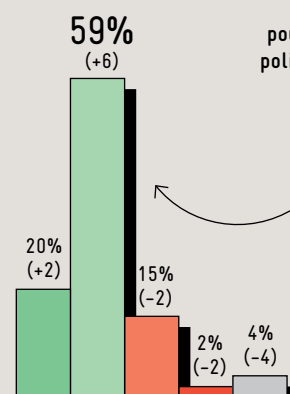


Fig. 13: ATTITUDE POLITIQUE À L'ÉTRANGER

MIEUX S'AFFIRMER

« Quelle attitude adopter pour la Suisse sur la scène internationale? »

■ beaucoup plus offensive ■ plus offensive
■ plus défensive ■ beaucoup plus défensive
■ ne sait pas/sans opinion



Majorité absolue: près de 80% des électeurs se prononcent pour une attitude politique confiante et offensive à l'étranger.

De belles perspectives



Les personnes interrogées dans le cadre du Baromètre des préoccupations se disent confiantes, puisque neuf sur dix estiment leur situation satisfaisante à très bonne. Et elles sont convaincues que cela va perdurer, voire s'améliorer.

QuickHoney est un studio spécialisé dans l'illustration moderne. Nana Rausch et Peter Stemmler travaillent depuis quatorze ans pour bon nombre de clients internationaux, parmi lesquels le « New York Times », le « New Yorker », « Stern », « Die Zeit » ou MTV. QuickHoney a été créé à New York, et son siège se trouve désormais à Berlin.



APPARTEMENTS DE LUXE

À LUGANO AVEC SERVICES HÔTELIERS



APPARTEMENTS À VENDRE ET À LOUER

avec SPA, restaurant, piscine intérieure et extérieure, pour séjours à court ou long terme.

Situés à quelques minutes du centre de Lugano, avec une vue imprenable sur le lac.

Discrétion et confort dans un cadre unique et exclusif.

WWW.RESORTCOLLINADORO.COM

RESORT COLLINA D'ORO

VIA RONCONE 22, 6927 AGRA, LUGANO | Tel. +41 91 641 11 11
INFO@RESORTCOLLINADORO.COM



**Je définis ma stratégie.
Des experts la réalisent.**

Gestion de fortune – aussi personnelle que vous.

Tirez parti des compétences de nos spécialistes en placements pour bénéficier de notre expertise financière globale. Nous gérons votre portefeuille au plus près de votre stratégie personnelle.

credit-suisse.com/invest